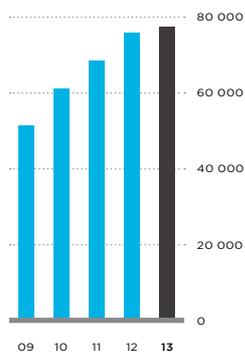


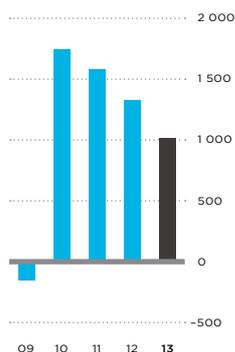
**NOUS POUVONS METTRE FIN À
L'EXTRÊME
PAUVRETE
EN UNE GÉNÉRATION
ET PROMOUVOIR UNE
PROSPÉRITÉ
PARTAGÉE**

Durant l'exercice 13, IFC a effectué des investissements record d'un montant approchant 25 milliards de dollars, en mobilisant la force du secteur privé pour créer des emplois et en relevant les défis les plus urgents du développement.

Total, actif
En millions de dollars



Revenu (perte) net(te) imputable à IFC
En millions de dollars



IFC : principales données financières	2013	2012	2011	2010	2009
Millions de dollars, au 30 juin, date de clôture des exercices*					
Revenu (perte) net(te) imputable à IFC	1 018	1 328	1 579	1 746	(151)
Dons à l'IDA	340	330	600	200	450
Revenu avant dons à l'IDA	1 350	1 658	2 179	1 946	299
Total, actif	77 525	75 761	68 490	61 075	51 483
Prêts, participations, et titres de dette, nets	34 677	31 438	29 934	25 944	22 214
Juste valeur estimative des participations	13 309	11 977	13 126	10 146	7 932
PRINCIPAUX RATIOS					
Rendement de l'actif moyen (base GAAP)	1,3 %	1,8 %	2,4 %	3,1 %	-0,3 %
Rendement des capitaux propres moyens (base GAAP)	4,8 %	6,5 %	8,2 %	10,1 %	-0,9 %
Encaisses et placements immédiatement disponibles en pourcentage des besoins estimés de liquidités pour les trois prochains exercices	77 %	77 %	83 %	71 %	75 %
Ratio d'endettement	2,6:1	2,7:1	2,6:1	2,2:1	2,1:1
Montant total des ressources nécessaires (milliards d'USD)	16,8	15,5	14,4	12,8	10,9
Montant total des ressources disponibles (milliards d'USD)	20,5	19,2	17,9	16,8	14,8
Total des provisions pour pertes sur prêts rapporté à l'ensemble du portefeuille décaissé	7,20 %	6,60 %	6,6 %	7,4 %	7,4 %

*Voir l'Examen et l'Analyse de la Direction et les États financiers consolidés pour plus de détails sur le calcul des chiffres portés dans ce tableau : http://www.ifc.org/ifcext/annualreport.nsf/Content/AR2013_Financial_Reporting

IFC : principales données opérationnelles	2013	2012	2011	2010	2009
Millions de dollars, au 30 juin, date de clôture des exercices					
NOUVEAUX ENGAGEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS					
Nombre de projets	612	576	518	528	447
Nombre de pays	113	103	102	103	103
Pour le compte d'IFC	18 349	15 462	12 186	12 664	10 547
RESSOURCES MOBILISÉES*					
Prêts syndiqués ¹	3 098	2 691	4 680	1 986	1 858
Financements structurés	-	-	-	797	169
Initiatives d'IFC et autres	1 696	1 727	1 340	2 358	1 927
Fonds d'Asset Management Company (AMC)	768	437	454	236	8
Partenariats public-privé (PPP) ²	942	41	-	-	-
Montant total des ressources mobilisées	6 504	4 896	6 474	5 377	3 962
DÉCAISSEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS					
Pour le compte d'IFC	9 971	7 981	6 715	6 793	5 640
Prêts syndiqués ³	2 142	2 587	2 029	2 855	1 958
PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS					
Nombre d'entreprises	1 948	1 825	1 737	1 656	1 579
Pour le compte d'IFC	49 617	45 279	42 828	38 864	34 502
Prêts syndiqués ⁴	13 633	11 166	12 387	9 302	8 299
SERVICES-CONSEIL					
Dépenses au titre des services-conseil	232,0	197,0	181,7	166,4	157,8
Pourcentage du programme consacré aux pays IDA ⁵	65 %	65 %	64 %	62 %	52 %

*Financements provenant d'entités autres qu'IFC a mis à la disposition des clients grâce à la participation directe de la Société à la mobilisation des ressources.

1. Comprendent les prêts B, les prêts parallèles et les participations à des prêts A.

2. Financements provenant de tiers et affectés à des projets de partenariats public-privé grâce à l'intervention d'IFC en tant que conseiller principal auprès d'entités nationales et locales ou d'autres entités publiques.

3. Comprendent les prêts B et les prêts parallèles gérés par IFC.

4. Comprendent les prêts B, les participations à des prêts A, les prêts parallèles gérés par IFC et les participations non financées aux risques.

5. Toutes les références faites dans ce rapport au pourcentage de dépenses de services-conseil consacrées aux pays IDA, aux États fragiles et aux pays touchés par un conflit excluent les projets à caractère mondial.

Rapport annuel 2013 d'IFC

LA FORCE DES PARTENARIATS

IFC EN BREF

Membre du Groupe de la Banque mondiale, IFC est la plus importante institution mondiale d'aide au développement dont les activités concernent exclusivement le secteur privé dans les pays en développement.

Créée en 1956, IFC est contrôlée par les 184 pays qui en sont membres, qui définissent ensemble sa politique. L'action qu'elle mène dans une centaine de pays permet aux entreprises et institutions financières des pays émergents de créer des emplois, de produire des recettes fiscales, de renforcer le gouvernement d'entreprise, d'améliorer les résultats au plan environnemental et de contribuer au bien-être de leurs communautés.

La vision d'IFC est celle d'un monde dans lequel les êtres humains ont la possibilité d'échapper à la pauvreté et d'améliorer leurs conditions de vie.

Le présent rapport récapitule le rôle d'IFC consistant à aider le secteur privé à créer des emplois et des opportunités dans les pays en développement. Il montre comment IFC stimule l'innovation (*pages 32-39*), influence les politiques (*pages 40-47*), exerce un effet d'émulation sur d'autres acteurs (*pages 48-55*) et s'efforce d'optimiser son impact sur le développement (*pages 56-63*).





4 à 9
Perspective
de la direction



10 à 25
La force
des partenariats



26 à 29
Résultats d'IFC
au niveau
mondial



30 à 63
Comment
IFC crée
des opportunités



65 à 69
Répondre
aux attentes

70 à 77
Les activités
et le savoir-faire
d'IFC



78 à 110
Le personnel
et les pratiques
d'IFC



111
Restez
en contact





Perspective de la direction

Une lettre DU PRÉSIDENT DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE, JIM YONG KIM

Nous nous trouvons à un moment prometteur de l'histoire. Les succès des dernières décennies et les perspectives économiques favorables offrent aujourd'hui aux pays en développement une occasion sans précédent : la possibilité de mettre fin à l'extrême pauvreté en l'espace d'une génération. Il ne faut pas laisser passer cette chance.

Au début de l'année, le Groupe de la Banque mondiale a fixé, pour lui-même et ses partenaires de la communauté du développement, deux objectifs précis et mesurables : éliminer l'extrême pauvreté en réduisant à 3 % d'ici 2030 la proportion de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour ; promouvoir une prospérité partagée en augmentant les revenus des 40 % les plus pauvres de la population de chaque pays en développement.

Ces objectifs sont ambitieux, et leur réalisation est loin d'être assurée. Près de cinq ans après le début de la crise financière mondiale en 2008, la reprise économique reste fragile. Les pays développés se débattent contre des taux de chômage élevés et une croissance économique atone, tandis que l'activité économique des pays en développement progresse à un rythme plus lent qu'avant la crise. En outre, plus nous approcherons de notre objectif, plus il sera ardu de réduire davantage la pauvreté, car les personnes qui ne parviennent pas à y échapper seront les plus difficiles à atteindre.

La lutte contre la pauvreté pourrait être compliquée par de nouvelles menaces. Les conflits et l'instabilité politique constituent des risques majeurs dans la mesure où ils aggravent la pauvreté et créent des obstacles durables au développement. Par ailleurs, le réchauffement climatique pourrait accélérer le rythme des sécheresses, accroître la superficie des zones touchées et augmenter la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes — avec des coûts imprévisibles en termes de vies humaines et de ressources financières.

Je reste néanmoins optimiste et convaincu que ces objectifs sont à notre portée. Leur réalisation exigera une collaboration systémique et sans relâche entre le Groupe de la Banque mondiale, ses 188 pays membres et d'autres partenaires.

IFC jouera un rôle de premier plan en mobilisant la force du secteur privé pour créer des emplois et des opportunités là où elles font le plus défaut.



Durant l'exercice écoulé, IFC a accordé des financements record d'un montant approchant 25 milliards de dollars à l'appui du développement du secteur privé, dont 6,5 milliards de dollars ont été mobilisés auprès de partenaires.



Durant l'exercice écoulé, IFC a accordé des financements record d'un montant approchant 25 milliards de dollars à l'appui du développement du secteur privé, dont 6,5 milliards de dollars ont été mobilisés auprès de partenaires. Près de la moitié des 612 projets d'investissement d'IFC a été réalisée dans les pays les plus pauvres admis à bénéficier de l'aide de l'Association internationale de développement. Plus de 5 milliards de dollars ont été consacrés à l'aide au développement du secteur privé en Afrique subsaharienne et quelque 2 milliards de dollars ont été affectés à l'Asie du Sud.

IFC Asset Management Company, filiale d'IFC chargée de mobiliser des capitaux auprès de tierces parties à l'appui d'investissements dans les pays en développement, a porté à 5,5 milliards de dollars le montant des fonds dont elle assure la gestion. Ce résultat marque une étape importante pour une société constituée il y a seulement quatre ans. En outre, IFC a mobilisé plus de 3 milliards de dollars auprès d'autres investisseurs sous forme de prêts syndiqués.

Le présent rapport démontre le rôle crucial que joue IFC en soutenant les petites et moyennes entreprises, en facilitant l'accès des pauvres aux financements, en créant des emplois et en induisant des opportunités pour les femmes.

En Côte d'Ivoire, par exemple, la Société a procédé à un montage financier qui aidera la centrale électrique d'Azito à augmenter sa production d'électricité de 50 % sans utiliser plus de gaz. Cette initiative permettra de réduire les pénuries d'électricité et favorisera le redressement économique du pays. En Amérique latine, IFC contribue à mettre les services de santé à la disposition des populations pauvres de l'État brésilien de Bahia grâce à un modèle de partenariat public-privé particulièrement innovant. Par ailleurs, dans le cadre d'une

stratégie commune avec la Banque mondiale, IFC ouvre de nouvelles perspectives au Myanmar, dont le développement économique accuse un retard substantiel sur celui d'autres pays d'Asie de l'Est.

IFC fait également des efforts considérables pour aider le secteur privé à faire face au changement climatique. En 2013, la Société a procédé à la plus importante émission d'obligations « vertes » de la planète, levant ainsi un milliard de dollars qui seront consacrés au financement de projets liés au climat dans le monde entier. Elle a en outre aidé une dizaine de promoteurs immobiliers en Asie, en Amérique latine et dans d'autres régions à concevoir des bâtiments à plus haut rendement énergétique. Voilà le genre de mesures que nous devons prendre pour éviter que le changement climatique ne réduise à néant les progrès que le monde a difficilement accomplis en matière de développement au cours des dernières décennies.

—
JIM YONG KIM
Président du Groupe de la Banque mondiale



Perspective de la direction

Une lettre DU VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF ET DIRECTEUR GÉNÉRAL D'IFC, JIN-YONG CAI

Les défis du développement sont vastes et s'intensifient. Il en est de même des besoins des entrepreneurs, des investisseurs et des entreprises dans les pays en développement, qui luttent pour surmonter les contraintes auxquelles ils sont confrontés en matière de financements, d'infrastructure, de compétences des salariés et de réglementation.

Pour IFC, cette situation représente une occasion exceptionnelle de mettre à profit la créativité et les ressources du monde des affaires pour changer positivement le monde en général. En aidant les entreprises à lever les obstacles à la croissance durable, IFC les aide à créer des possibilités et améliorer les conditions de vie. IFC s'assure leur concours, en tant que partenaires, en faveur de l'action menée au plan mondial pour mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir la prospérité partagée.

IFC est tout à fait convaincue de la capacité des partenariats à faire une différence porteuse de transformations. Plus importante institution mondiale d'aide au développement axée sur le secteur privé, la Société a collaboré cette année avec près de 2 000 clients du secteur privé et un large éventail de gouvernements, bailleurs de fonds et autres parties prenantes. Cet effort s'est traduit par une autre année record pour IFC, qui a investi et mobilisé plus de ressources financières que jamais pour le développement du secteur privé, contribuant ainsi à maintenir l'élan du développement dans une centaine de pays.

Les nouveaux investissements de la Société ont atteint un niveau sans précédent proche de 25 milliards de dollars au cours de l'exercice 13 (en incluant les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs), ce qui lui a permis de financer plus de 600 projets et entreprises dans le monde entier. IFC a investi 18,3 milliards de dollars pour son propre compte et mobilisé 6,5 milliards de dollars auprès d'autres investisseurs. En cette période de diminution des apports d'aide publique aux pays en développement, ces investissements ont eu un impact dans chaque région du monde.

IFC détient désormais un portefeuille de l'ordre de 50 milliards de dollars dans près de 2 000 entreprises situées dans 126 pays. Cette diversification a aidé la Société à obtenir de solides rendements ajustés en fonction du risque et à influencer sur le développement.

À la fin de 2012, les investissements d'IFC avaient contribué à fournir des emplois à 2,7 millions d'habitants de pays en développement. Avec l'aide de la Société, les clients ont pu soigner 17,2 millions de patients, instruire 1 million d'élèves et améliorer les perspectives de 3,1 millions d'exploitants agricoles. Ces clients, en outre, ont alimenté en électricité 52,2 millions d'usagers et distribué de l'eau à 42 millions de personnes.



IFC est tout à fait convaincue de la capacité des partenariats à faire une différence porteuse de transformations.



IFC s'est fortement attachée à promouvoir la prospérité dans les régions les plus pauvres et les plus fragiles du monde.

Au cours de l'exercice 13, près de la moitié des projets de la Société, se chiffrant au total à plus de 6 milliards de dollars, était réalisée dans les pays les plus pauvres admis à bénéficier de l'appui de l'Association internationale de développement du Groupe de la Banque mondiale, dont la plupart se trouvent en Afrique subsaharienne. Environ les deux tiers des dépenses des programmes de services-conseil d'IFC étaient effectués dans les pays de l'IDA. Les investissements de la Société dans les régions fragiles et touchées par les conflits ont grimpé à quelque 600 millions de dollars.

Les services-conseil d'IFC ont produit des résultats remarquables pour les clients de la Société, qu'il s'agisse d'entreprises ou de gouvernements. La proportion de projets de services-conseil ayant reçu une note élevée quant à leur efficacité au plan du développement a atteint le chiffre record de 75 %, tandis que l'indice de satisfaction des clients s'établissait à 90 %, chiffre également sans précédent. Les services-conseil d'IFC représentent un élément essentiel de la valeur apportée aux clients. Au cours de l'exercice 13, la Société a réalisé des progrès remarquables en ce qui concerne la fourniture de solutions associant investissements et conseils et a mené des projets de services-conseil avec 250 clients dans lesquels elle investit.

Durant l'exercice, les services-conseil d'IFC ont permis de mobiliser environ un milliard de dollars d'investissements privés par le biais de partenariats public-privé, ce qui devrait améliorer les services d'infrastructure et de santé utilisés par des millions de personnes. Par ailleurs, grâce à sa collaboration avec les registres de sûretés, IFC a aidé plus de 40 000 petites et moyennes entreprises à obtenir 4,5 milliards de dollars de financements garantis par des biens meubles. Elle a également fourni des services de formation et de renforcement des capacités à environ 350 000 personnes, notamment des exploitants agricoles, des entrepreneurs et des responsables de petites et moyennes entreprises.

En outre, IFC Asset Management Company a continué de se développer en portant à 5,5 milliards de dollars le montant

des actifs dont elle assure la gestion dans six fonds de placement avec un solide groupe d'investisseurs de bonne réputation. Elle a lancé deux nouveaux fonds : le Fonds catalyseur d'IFC, consacré aux investissements intelligents sur le plan climatique, et le Fonds mondial pour l'infrastructure, qui investira les ressources en capital-risque, disponibles en quantité limitée, dans le très important secteur de l'infrastructure.

Je ne doute pas que la Société pourra avoir une influence encore plus grande à l'avenir. Cette année, ma première en tant que Directeur général d'IFC, je me suis rendu dans une trentaine de pays, dans toutes les régions du monde, pour rencontrer les clients et le personnel de la Société. J'ai pu observer personnellement les résultats qu'IFC peut obtenir lorsqu'elle est prête à prendre des risques et quand elle est ambitieuse, à l'écoute du client et ouverte à de nouvelles idées. Elle peut s'attaquer aux grands obstacles qui entravent le développement depuis si longtemps, notamment dans les domaines de l'accès aux financements, de l'énergie et du changement climatique et de la sécurité alimentaire.

IFC est une organisation unique en son genre, qui réussit à conjuguer une optique commerciale et un engagement passionné et ciblé pour exercer une influence concrète et mesurable sur le développement. Une croissance solide et rentable engendre les ressources nécessaires à un renforcement des résultats au plan du développement à l'avenir.

Les pays en développement ont besoin de solutions porteuses de transformations. En œuvrant avec ses partenaires, IFC est bien placée pour les apporter.



—
JIN YONG CAI
*Vice-président exécutif
et Directeur général d'IFC*

L'ÉQUIPE DE DIRECTION D'IFC

L'équipe de dirigeants chevronnés d'IFC veille à ce que l'institution utilise ses ressources efficacement en cherchant à optimiser son impact sur le développement et à répondre aux besoins de ses clients. L'équipe de direction met à profit des années d'expérience en matière de développement et tire parti de la diversité de ses connaissances et de ses perspectives culturelles — autant de qualités qui renforcent

le caractère unique de la Société. L'équipe définit les stratégies et les politiques de manière à permettre à IFC de contribuer à l'amélioration des conditions de vie d'un nombre accru de pauvres dans les pays en développement. Les dirigeants d'IFC jouent un rôle crucial dans la pérennisation d'une culture institutionnelle privilégiant les résultats, l'éthique de responsabilité et l'engagement.



Jingdong Hua

Vice-président,
Trésorerie et prêts
syndiqués

Janamitra Devan

Vice-président,
Développement
des secteurs financier
et privé

Jean Philippe Prosper

Vice-président,
Afrique subsaharienne,
Amérique latine
et Caraïbes

Saadia Khairi

Vice-présidente,
Gestion du risque
et portefeuille

Karin Finkelston

Vice-présidente,
Asie-Pacifique

Dorothy Berry

Vice-présidente,
Ressources humaines,
communications
et administration


Ethiopis Tafara

Vice-président et
Conseiller juridique

**Dimitris
Tsitsiragos**

Vice-président,
Europe,
Asie centrale,
Moyen-Orient et
Afrique du Nord

Jin-Yong Cai

Vice-président
exécutif et Directeur
général d'IFC

Nena Stoiljkovic

Vice-présidente,
Services-conseil
aux entreprises

Gavin Wilson

Directeur général,
IFC Asset
Management
Company

Rashad Kaldany

Vice-président
et Directeur
des opérations

**Jorge Familiar
Calderon**

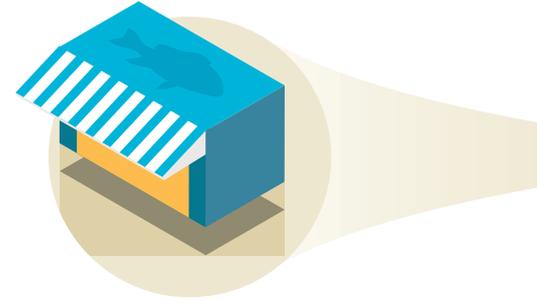
Vice-président
et Secrétaire
(absent sur la photo)

RAPPORT ANNUEL 2013

Grâce à sa présence dans une centaine de pays, un réseau de plus de 900 institutions financières et près de 2 000 clients dans le secteur privé, IFC est particulièrement bien placée pour créer des opportunités là où elles font le plus défaut.

IFC utilise son capital, ses compétences et son influence pour contribuer à changer positivement le monde, éliminer l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée.

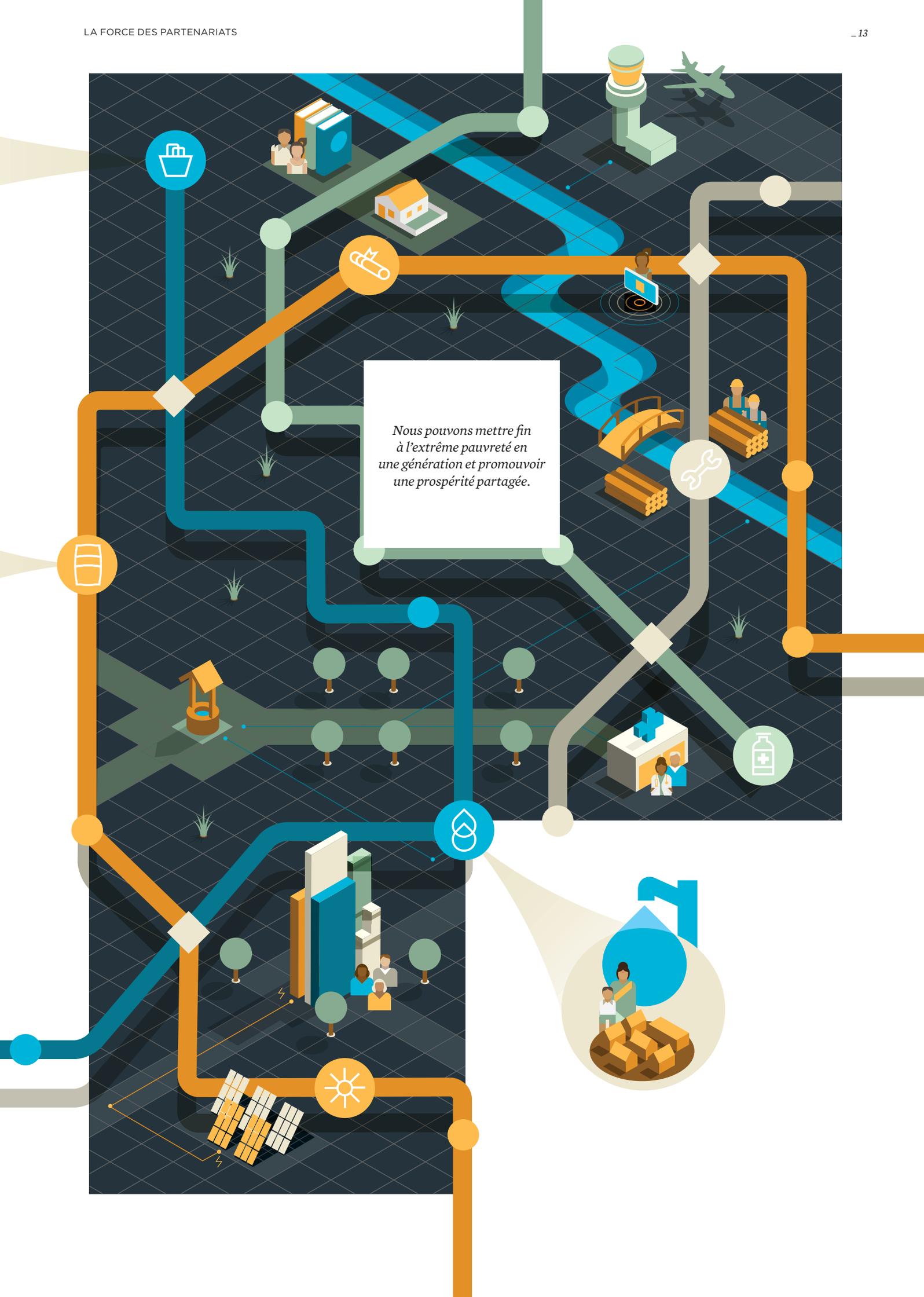
Telle est la force des partenariats.



Les partenariats nécessitent une *démarche concertée*

Aucune institution ne peut résoudre seule les problèmes de développement, mais IFC est particulièrement apte à rassembler un éventail d'acteurs pour relever les défis de manière concertée. Avec son réseau de partenaires, elle œuvre à l'élaboration de solutions innovantes qui permettent d'obtenir des résultats dans des conditions difficiles.





Nous pouvons mettre fin à l'extrême pauvreté en une génération et promouvoir une prospérité partagée.



Les partenariats nécessitent une *démarche ambitieuse*

Dans un monde où les besoins des pays en développement dépassent de loin les ressources disponibles, il faut de l'ambition pour modifier durablement les conditions de vie des plus démunis. IFC relève le défi, sans craindre de prendre des risques, et trouve de nouveaux moyens d'optimiser son impact sur le développement.



Nous pouvons mettre fin à l'extrême pauvreté en une génération et promouvoir une prospérité partagée.

Les partenariats nécessitent une *démarche ciblée*

Les clients d'IFC détiennent la solution au problème du développement durable du secteur privé dans les pays et les régions les plus pauvres du monde. IFC exploite à la fois ses vastes connaissances mondiales et ses solides compétences locales pour aligner leurs besoins sur les possibilités de développement générateur de transformations dans les marchés émergents.





Nous pouvons mettre fin à l'extrême pauvreté en une génération et promouvoir une prospérité partagée.

Dans tous ses projets, IFC vise à faire ce que nulle autre entité n'est capable ou désireuse de faire. Elle cherche à obtenir le maximum d'impact, de façon rentable et efficace, tout en veillant à disposer des fonds nécessaires pour maintenir sa croissance.



A woman wearing a wide-brimmed hat and a green dress is walking away from the camera on a long, narrow wooden bridge that spans across a wide river. The bridge is supported by numerous wooden posts. In the background, there are lush green trees and a range of mountains under a clear blue sky. The scene is bathed in the warm light of late afternoon or early morning.

*Nous pouvons mettre fin
à l'extrême pauvreté en
une génération et promouvoir
une prospérité partagée.*



Les partenariats peuvent *améliorer* les conditions de vie

L'action d'IFC contribue à créer des emplois, à améliorer la santé et l'éducation et à faciliter l'accès aux financements pour ceux qui en ont le plus besoin. En 2012, les clients de la Société ont financé 2,7 millions d'emplois, soigné 17,2 millions de patients et amélioré les perspectives de 3 millions d'exploitants agricoles.

2,7

millions d'emplois ont été financés par les clients d'IFC en 2012.

17,2

millions de patients ont été soignés par les clients d'IFC.

3,1

millions d'exploitants agricoles ont profité de notre collaboration avec les clients.



Les partenariats peuvent promouvoir la prospérité

IFC contribue à mettre en place les conditions nécessaires à une prospérité durable. En 2012, ses services-conseil ont aidé les gouvernements de 43 pays à adopter 76 réformes visant à améliorer le climat de l'investissement. Les clients dans lesquels IFC investit ont alimenté en électricité près de 46 millions d'utilisateurs et apporté une contribution de l'ordre de 27 milliards de dollars aux recettes publiques.

76

réformes visant à améliorer le climat de l'investissement mises en œuvre dans 43 pays.

27

milliards de dollars de recettes publiques produites par les clients d'IFC.

46

millions d'utilisateurs alimentés en électricité grâce aux investissements d'IFC.



Les partenariats peuvent *transformer* le monde

En tirant parti de la créativité du secteur privé, IFC peut contribuer à mettre fin à l'extrême pauvreté en l'espace d'une génération. Elle peut aider à relever les revenus des 40 % les plus pauvres de la population dans chaque pays en développement. La réalisation de ces objectifs transformerait le monde.

L'IMPACT D'IFC AU PLAN MONDIAL

Les investissements et services-conseil d'IFC, plus élevés que jamais, ont eu des répercussions considérables sur les populations démunies. Près de la moitié des projets d'investissement a été réalisée dans les pays les plus pauvres de la planète. En 2012, IFC a aidé ses clients à financer 2,7 millions d'emplois et à accorder plus de 265 milliards de dollars de prêts aux PME et aux micro-entreprises. Ses services-conseil ont facilité l'adoption de 76 réformes sur le climat de l'investissement par les gouvernements de 43 pays.



4,8
MILLIARDS
DE DOLLARS

*Amérique latine
et Caraïbes*

25 MILLIARDS DE DOLLARS

d'investissements, dont 18,3 milliards de dollars pour le propre compte d'IFC

3,3
MILLIARDS DE DOLLARS

Europe et Asie centrale

1,7
MILLIARD DE DOLLARS

Asie du Sud

3,5
MILLIARDS DE DOLLARS

Afrique subsaharienne

2,9
MILLIARDS DE DOLLARS

Asie de l'Est et Pacifique

2,0
MILLIARDS DE DOLLARS

Moyen-Orient et Afrique du Nord



ENGAGEMENTS, EX. 13

Montants en millions de dollars

Total	18 349 (100 %)	
-------	----------------	--

PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

Financement du commerce	6 477 (35,3 %)	
Marchés des capitaux	3 647 (19,9 %)	
Infrastructure	2 247 (12,2 %)	
Services aux consommateurs et services sociaux	1 635 (8,9 %)	
Industries manufacturières	1 314 (7,2 %)	
Agroindustries et forêts	1 278 (7,0 %)	
Fonds	890 (4,9 %)	
Télécommunications et technologies de l'information	472 (2,6 %)	
Hydrocarbures et industries extractives	389 (2,1 %)	

PAR RÉGION

Amérique latine et Caraïbes	4 822 (26,28 %)	
Afrique subsaharienne	3 501 (19,08 %)	
Europe et Asie centrale	3 261 (17,77 %)	
Asie de l'Est et Pacifique	2 873 (15,66 %)	
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2 038 (11,11 %)	
Asie du Sud	1 697 (9,25 %)	
Monde	156 (0,85 %)	

Certains montants prennent en compte les parts de projets mondiaux revenant aux régions.

PAR PRODUIT

Prêts ¹	8 519 (46,43 %)	
Garanties ²	6 959 (37,93 %)	
Participations ³	2 732 (14,89 %)	
Produits de gestion des risques	138 (0,75 %)	

1. Y compris les produits de type prêt et quasi-participation.

2. Y compris le financement du commerce.

3. Y compris les produits de type participation et quasi-participation.

PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS

Pour le compte d'IFC au 30 juin 2013

Total	49 617 (100 %)	
-------	----------------	--

PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

Marchés des capitaux	14 563 (29 %)	
Infrastructure	9 358 (19 %)	
Industries manufacturières	6 385 (13 %)	
Agroindustries et forêts	4 251 (9 %)	
Services aux consommateurs et services sociaux	4 215 (8 %)	
Fonds	3 733 (8 %)	
Financement du commerce	3 081 (6 %)	
Hydrocarbures et industries extractives	2 359 (5 %)	
Télécommunications et technologies de l'information	1 667 (3 %)	
Divers	5 (0 %)	

PAR RÉGION

Europe et Asie centrale	10 994 (22 %)	
Amérique latine et Caraïbes	10 993 (22 %)	
Afrique subsaharienne	7 833 (16 %)	
Asie de l'Est et Pacifique	7 726 (16 %)	
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5 793 (12 %)	
Asie du Sud	5 582 (11 %)	
Monde	696 (1 %)	

Certains montants prennent en compte les parts de projets mondiaux revenant aux régions.

ENGAGEMENTS PAR CATÉGORIE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE, EX. 13

Catégorie	Engagements (millions d'USD)	Nombre de projets
A	884	17
B	5 490	167
C	6 764	269
FI	1 751	48
FI-1	450	14
FI-2	2 203	59
FI-3	807	38
Total	18 349	612

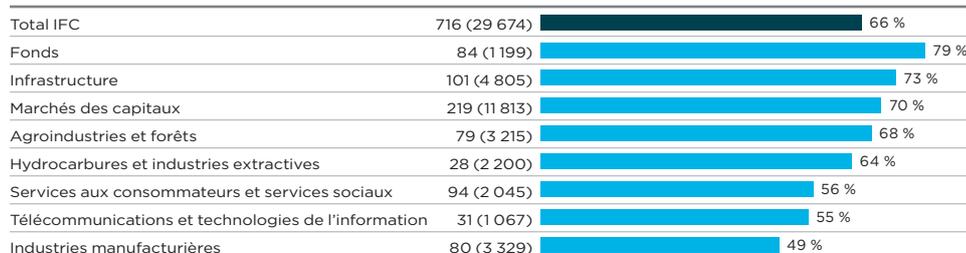
PAYS BÉNÉFICIAIRES DES PLUS GROS ENGAGEMENTS D'IFC¹

Au 30 juin 2013 (sur la base des données pour le compte d'IFC)

Pays (classement mondial)	Portefeuille d'engagements (millions d'USD)	% du portefeuille mondial
Inde (1)	4 453	9 %
Chine (2)	3 002	6 %
Turquie (3)	2 856	6 %
Brésil (4)	2 690	5 %
Fédération de Russie (5)	2 145	4 %
Mexique (6)	1 584	3 %
Nigéria (7)	1 334	3 %
Égypte, République arabe d' (8)	1 130	2 %
Ukraine (9)	963	2 %
Colombie (10)	947	2 %

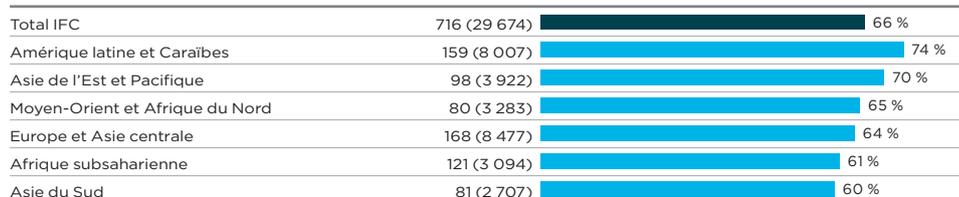
1. Non compris les parts des projets régionaux et mondiaux imputables aux pays.

NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES D'INVESTISSEMENT PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ, EX. 13



Les chiffres situés à gauche de chaque barre correspondent au nombre total d'entreprises notées.
Les chiffres entre parenthèses représentent l'investissement total (en millions de dollars) d'IFC dans ces projets.

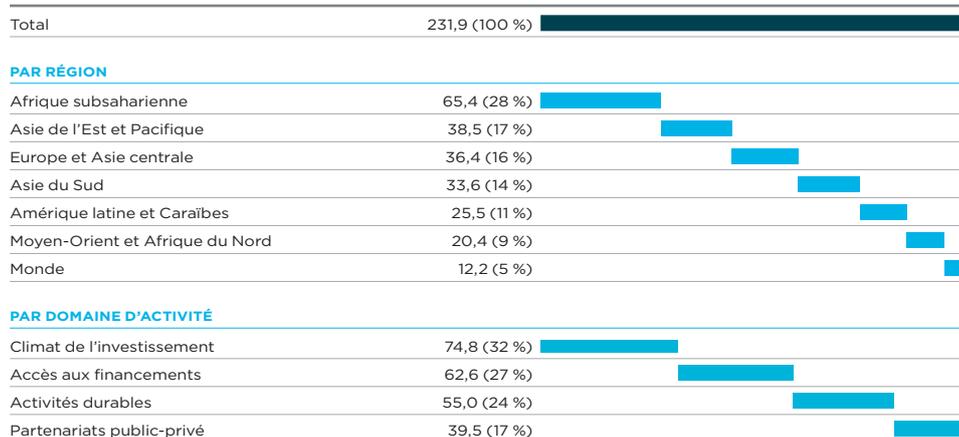
NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES D'INVESTISSEMENT PAR RÉGION, EX. 13



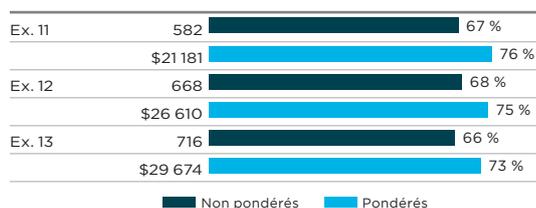
Les chiffres situés à gauche de chaque barre correspondent au nombre total d'entreprises notées.
Les chiffres entre parenthèses représentent l'investissement total (en millions de dollars) d'IFC dans ces projets.

DÉPENSES AU TITRE DES SERVICES-CONSEIL, EX. 13

Montants en millions de dollars



NOTES DU DOTS PONDÉRÉES ET NON PONDÉRÉES POUR LES SERVICES D'INVESTISSEMENT



Les chiffres situés à gauche de chaque barre pour les notes du DOTS non pondérées correspondent au nombre total d'entreprises notées. Les chiffres situés à gauche de chaque barre pour les notes du DOTS pondérées correspondent au total des investissements d'IFC (millions d'USD) dans ces projets. Les notes pondérées des exercices 11 et 12 ont été ajustées pour tenir compte des modifications apportées à la méthodologie (voir page 82).

PRIX DU MEILLEUR CLIENT D'IFC

Chaque année, IFC récompense une société cliente qui incarne ses valeurs et symbolise un engagement commun en faveur du développement durable. À cette occasion, elle décerne le Prix du meilleur client à l'organisation qui fait aussi le plus preuve d'esprit d'initiative, d'innovation et d'excellence dans ses activités.

Cette année, le prix a été attribué à une entreprise agroindustrielle kényane particulièrement dynamique, le Vegpro Group, qui figure parmi les clients d'IFC depuis près de vingt ans.

Le groupe Vegpro intervient sur un marché difficile : il fournit des denrées alimentaires fraîches aux supermarchés de l'Union européenne. Les clients demandent des légumes de qualité, prêts à la consommation, que les producteurs doivent fournir et livrer rapidement tout au long de l'année en se conformant de surcroît à des normes rigoureuses en matière d'environnement et de sécurité.

Pour autant, l'approche innovante de l'entreprise, dont le chiffre d'affaires annuel se monte à 100 millions de dollars, en a fait le plus grand producteur de légumes du Kenya. Tous les produits frais que Vegpro distribue sur le marché de détail sont certifiés, ce qui signifie généralement un revenu plus élevé pour les fournisseurs, parmi lesquels 4 000 petits exploitants agricoles.

Le groupe est l'un des plus gros employeurs privés du Kenya : il compte 7 000 salariés, dont près des trois quarts sont des femmes, qui perçoivent des salaires de départ supérieurs de près de 50 % au minimum journalier moyen et bénéficient de prestations gratuites telles que des soins de santé primaires et des services de conseil.

COMMENT IFC CRÉE DES OPPORTUNITÉS

INNOVATION, INFLUENCE, DÉMONSTRATION, IMPACT

Forte de ses avantages comparatifs, IFC mobilise les capacités du secteur privé en vue de réduire la pauvreté et promouvoir une croissance économique sans exclus.

Quelques données pour illustrer l'ampleur du défi :

- » 1,2 milliard de personnes luttent pour survivre avec moins de 1,25 dollar par jour.
- » Environ 600 millions d'emplois doivent être créés en l'espace d'une décennie, rien que pour faire face à l'arrivée des jeunes sur le marché du travail.
- » Près de 1 milliard de personnes souffrent chaque jour de la faim.
- » Un financement de 1 000 milliards de dollars par an est nécessaire pour moderniser l'infrastructure des pays en développement.

Il est impossible de répondre à ces besoins sans mettre à profit les ressources financières et la créativité du secteur privé. Les entreprises privées créent neuf emplois sur dix dans les pays en développement. Elles stimulent l'innovation, produisent les biens et services dont les gens ont besoin pour améliorer leur existence et génèrent la majeure partie des recettes fiscales dont les pouvoirs publics doivent disposer pour fournir des services essentiels à leur population.

En un mot, le secteur privé offre les moyens les plus éprouvés de mettre fin à la pauvreté de manière rapide et durable.

Le développement du secteur privé ne se produit toutefois pas en vase clos. Il a lieu uniquement lorsque les pouvoirs publics et le secteur privé veillent ensemble à ce que les entreprises exercent et développent leurs activités d'une manière qui contribue à promouvoir la prospérité pour tous.

Voici ce qu'IFC fait le mieux.

IFC intervient dans une centaine de pays en développement, met ses clients en relation et utilise ses compétences pour les aider à parvenir à une croissance durable — en finançant l'investissement dans le cadre du secteur privé, en mobilisant des capitaux sur les marchés financiers internationaux et en fournissant des services-conseil aux entreprises et aux gouvernements.

Cette action permet aux entreprises de se développer et de créer des emplois, d'améliorer leur gouvernance et leurs résultats au plan environnemental et de contribuer au bien-être de leurs communautés.

IFC va partout où l'on a le plus besoin d'elle et déploie ses ressources partout où elles auront le plus grand impact. Dans tout ce qu'elle fait, la Société se pose quatre questions :

- » Contribue-t-elle à réduire la pauvreté et favorise-t-elle la prospérité partagée ?
- » Optimise-t-elle son impact ?
- » Fait-elle ce que nulle autre entité n'est capable ou désireuse de faire ?
- » Le fait-elle de façon rentable et efficace ?

1,2

milliard de personnes survivent avec moins de 1,25 dollar par jour — soit près d'un être humain sur cinq

TABLE DES MATIÈRES

DES PARTENARIATS POUR ENCOURAGER L'INNOVATION

Pages 32 à 39



DES PARTENARIATS POUR EXERCER UNE INFLUENCE

Pages 40 à 47



DES PARTENARIATS POUR CRÉER UN EFFET DE DÉMONSTRATION

Pages 48 à 55



DES PARTENARIATS POUR PRODUIRE UN IMPACT

Pages 56 à 63



Comment IFC crée des opportunités

DES PARTENARIATS POUR ENCOURAGER

La créativité est nécessaire pour relever les défis les plus urgents du développement : mettre fin à la pauvreté, faire face aux risques du changement climatique, introduire les soins de santé modernes dans les coins les plus reculés de la planète.

Depuis plus d'un demi-siècle, IFC fait preuve d'innovation pour promouvoir le développement du secteur privé partout où le besoin se fait le plus sentir. Elle aide les entreprises des pays en développement à créer et préserver des emplois en leur fournissant des prêts et des investissements qui leur permettent de se développer rapidement et durablement et en leur offrant des services-conseil qui les aident à innover, à relever les normes et à atténuer les risques.

L'INNOVATION



Soins de santé

AMÉLIORER LES SERVICES DANS LES ZONES LES PLUS DIFFICILES

IFC rapproche les pouvoirs publics, le secteur privé et les organisations de la société civile de manière innovante pour aider les pauvres.

17,2

millions de patients ont reçu des soins de santé de la part de clients d'IFC en 2012.



À l'extérieur de l'hôpital do Suburbio dans la ville brésilienne de Salvador, tout semble calme : bâtiments en stuc blanc, pelouses bien entretenues et palmiers se balançant dans la brise légère. À l'intérieur c'est une autre histoire. Cet hôpital ultramoderne, qui dessert certains des quartiers les plus pauvres de la ville, a effectué plus de 1,8 million d'interventions médicales depuis qu'il a ouvert ses portes il y a trois ans. Il a aussi créé 1 200 emplois dans le cadre d'un partenariat public-privé mis en place par l'État avec l'aide d'IFC. L'an dernier, l'hôpital a été classé parmi les 100 projets les plus innovants au monde par le cabinet de consultants KPMG.

La réussite de l'hôpital do Suburbio est un exemple de ce qui peut se réaliser lorsque les pouvoirs publics et le secteur privé conjuguent leurs efforts pour relever un défi majeur sur le plan du développement. Ces dernières années, le Brésil et d'autres pays en développement ont accompli des progrès remarquables en matière de santé, mais il subsiste des obstacles de taille. Bien souvent, les prestations ne parviennent pas aux personnes qui en ont le plus besoin : les pauvres.

Le secteur privé représente un élément essentiel de la solution. En Afrique subsaharienne, où les ressources publiques demeurent insuffisantes, le secteur privé fournit à peu près 60 % des financements disponibles pour les soins de santé. Une femme pauvre avec un enfant malade est tout aussi susceptible de se rendre dans un hôpital ou un centre de santé privé que dans un établissement public.

Dans certaines des régions les plus difficiles, IFC contribue à rapprocher les pouvoirs publics, le secteur privé et les organisations de la société civile pour améliorer la qualité des soins de santé. Depuis le lancement de l'Initiative pour la santé en Afrique en 2007, IFC a appuyé la mise en œuvre de réformes juridiques, réglementaires et institutionnelles visant à améliorer la sécurité des patients et la qualité des services de santé privés dans huit pays.

Les services-conseil d'IFC ont permis la promulgation au Kenya de la Loi sur la santé de 2012, qui crée des conditions égales pour les prestataires de services de soins de santé publics et privés et devrait se traduire par l'expansion de la couverture médicale pour quelque 20 millions de Kényans. Au Soudan du Sud, où le taux de mortalité lié à la maternité est l'un des plus élevés au monde, les services-conseil d'IFC ont aidé le gouvernement à mettre en place l'autorité chargée du contrôle des médicaments et des denrées alimentaires, qui contribuera à améliorer la qualité des médicaments disponibles dans le pays.

Enfin, IFC estime qu'il est tout à fait possible d'améliorer la qualité des soins de santé dans les États à faible revenu de l'Inde. Dans l'État de Meghalaya, où l'assurance maladie est limitée, elle a aidé les pouvoirs publics à instaurer un partenariat public-privé qui rend l'assurance maladie accessible à l'ensemble des 3 millions de résidents de l'État, indépendamment de leurs revenus.

Page de gauche :
Un patient est soigné à Hospital do Suburbio. Le premier partenariat public-privé du Brésil dans le domaine de la santé a amélioré de façon spectaculaire les services hospitaliers d'urgence pour un million de personnes dans l'État de Bahia.

Photo ci-dessus :
Une tournée de présentation dans l'État indien de Meghalaya encourage les ménages à faible revenu à s'inscrire au programme d'assurance maladie universelle de l'État, qui a été financé conjointement par IFC et la Banque mondiale.



Changement climatique

FAIRE FACE AU RÉCHAUFFEMENT DE LA PLANÈTE

IFC fournit des ressources financières et des services-conseil aux pays pour les aider à atténuer une menace planétaire redoutable et s'y adapter.

Scientifiquement parlant, le constat est formel : sans une action concertée visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, la température de la planète pourrait augmenter de 4 degrés Celsius en l'espace d'un siècle. Les conséquences pourraient être catastrophiques : vagues de chaleur sans précédent, sécheresses et inondations rendant la prospérité inaccessible pour des millions d'habitants de pays en développement et réduisant à néant plusieurs décennies de progrès en matière de développement.

La lutte contre le changement climatique coûtera cher — jusqu'à 100 milliards de dollars par an pour les pays en développement —, mais elle peut être menée si les ressources et la créativité du secteur privé sont mises à contribution.

IFC trouve les moyens de mobiliser les capitaux privés pour financer des projets intelligents sur le plan climatique. Elle contribue à financer le développement de technologies innovantes et encourage la transition vers la maîtrise de l'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables. La Société fournit également des ressources financières et des services-conseil aux pays pour les aider à s'adapter au changement climatique et en atténuer les effets.

Depuis 2005, IFC a consacré 10,5 milliards de dollars à des investissements liés au climat, dont 2,5 milliards de dollars rien que durant l'exercice 13.



10,5

milliards de dollars
ont été consacrés à des
investissements liés
au climat depuis 2005.



Photo ci-dessus : IFC finance la construction de la première centrale d'énergie solaire concentrée d'Afrique du Sud, qui utilisera des miroirs pour refléter et concentrer les rayons du soleil afin de chauffer la vapeur entraînant les turbines.

Cette année, elle a émis l'obligation « verte » la plus importante au monde, qui lui a permis de lever un milliard de dollars expressément destinés à des investissements climatiques — et qui illustre l'appétit croissant du secteur privé pour les obligations vertes cotées AAA. La Société a également lancé son Fonds catalyseur, un « fonds de fonds » innovant, géré par IFC Asset Management Company et destiné à financer les investissements dans l'action climatique.

En Afrique du Sud, IFC a réalisé un montage financier innovant qui comprenait 225 millions de dollars de fonds mobilisés par le biais de syndications de prêts et 41,5 millions de dollars fournis par des bailleurs de fonds, en vue de financer la construction des premières centrales d'énergie solaire concentrée de la région. Les projets Khi Solar One et KaXu Solar One, qui utilisent des miroirs pour refléter et concentrer les rayons du soleil afin de chauffer la vapeur entraînant les turbines, permettront à l'Afrique du Sud de diversifier sa production d'énergie au détriment des centrales au charbon.

IFC s'emploie à relever le défi environnemental posé par l'expansion des villes. Les bâtiments représentent 15 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, un chiffre qui devrait augmenter au cours des prochaines décennies, à mesure que les habitants des pays en développement migrent en nombre croissant vers les villes à la recherche du travail.

IFC estime qu'il est tout à fait possible de faire une différence en aidant les entreprises de construction à concevoir des bâtiments plus abordables et plus sobres en énergie. Grâce à son outil Excellence in Design for Greater Efficiencies (EDGE), IFC a établi une norme internationale de bâtiment écologique qui permet à ses clients de réaliser des économies tout en réduisant leurs émissions.

Durant l'exercice 13, IFC a effectué ses premiers investissements par le biais d'intermédiaires financiers dans de nouveaux bâtiments écologiques, sous la forme notamment de financements hypothécaires pour des logements à faible consommation d'énergie en Inde. En collaboration avec la Banque mondiale, IFC a également conseillé les autorités russes au sujet de l'adoption d'une législation novatrice qui permettra à des millions de propriétaires immobiliers d'obtenir de nouveaux financements pour améliorer l'efficacité énergétique de leur bien.

Photo du haut : Le programme de logement de Real Solare au Mexique a été l'un des premiers projets d'IFC à recevoir la certification EDGE grâce à une réduction de 20 % de la consommation d'énergie, d'eau et de matériaux.

Photo du bas : L'investissement d'IFC dans les centrales d'énergie solaire d'Afrique du Sud permettront de diversifier la production d'énergie au détriment des centrales au charbon.

Accès aux financements

AIDER LES PAUVRES PAR L'INTERMÉDIAIRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

*Par le biais de plus de 900 institutions financières,
IFC a élargi l'accès des petites et moyennes entreprises
— et de millions de personnes — aux financements*

À Accra, la petite boutique de Constance Aadae a été réduite en cendres. Voyant son commerce disparaître du jour au lendemain, M^{me} Aadae a craint le pire, ne sachant pas comment reconstituer son revenu ni rembourser ses dettes.

Elle l'ignorait encore, mais le prêt qui avait financé son commerce était assuré.

De modestes versements organisés par MicroEnsure, client d'IFC, ont permis à la compagnie ghanéenne Vanguard Assurance d'envoyer rapidement un règlement à M^{me} Aadae, qui a pu ainsi rouvrir rapidement sa boutique de conteneurs en plastique.

Des solutions innovantes peuvent potentiellement pallier le manque d'accès aux financements dans les pays émergents, qui reste un problème important. Plus de deux milliards d'adultes sont dépourvus de comptes d'épargne ou d'accès au crédit et 200 millions de petites et moyennes entreprises n'ont pas accès au crédit.

Renforcée par le financement d'IFC, MicroEnsure collabore désormais avec l'opérateur de téléphonie mobile Telenor pour utiliser ses plateformes technologiques comme circuits de distribution permettant de mettre les services financiers à la portée de populations africaines et asiatiques encore plus démunies. La société devrait compter 11 millions de clients à l'horizon 2017, contre 4 millions actuellement.

Afin de mettre et maintenir en place des systèmes financiers largement accessibles, IFC a constitué un réseau d'intermédiaires composé de plus de 900 institutions financières intervenant dans une centaine de pays en développement. Ce réseau permet à la Société de soutenir bien plus de PME et de micro-entreprises qu'elle ne serait en mesure de le faire en agissant seule. Il l'aide aussi à atteindre des secteurs qui représentent des priorités stratégiques,





2

*milliards d'adultes
sont dépourvus de
comptes d'épargne
ou d'accès au crédit*

200

*millions de petites et
moyennes entreprises
n'ont pas accès
au crédit.*



Photo ci-dessus : La petite boutique de Constance Adae a été réduite en cendres, mais des versements organisés par MicroEnsure, client d'IFC, ont permis à M^{me} Adae de rouvrir son commerce rapidement.

mais qui n'ont souvent pas accès aux capitaux du secteur privé ; c'est le cas, par exemple, des entreprises appartenant à des femmes ou des pays insuffisamment desservis tels que les États touchés par des conflits.

En 2012, les intermédiaires financiers figurant parmi les clients d'IFC ont accordé plus de 265 milliards de dollars de prêts à des micro-entreprises et petites et moyennes entreprises.

En Haïti, IFC a collaboré avec Microassurance Catastrophe Risk Organisation (MiCRO) dans le cadre d'un projet de 2 millions de dollars visant à offrir une assurance abordable à 70 000 femmes propriétaires de micro-entreprises pour les aider à protéger leurs moyens d'existence contre les tremblements de terre, les ouragans, les inondations et d'autres catastrophes naturelles.

Outre les investissements directs dans les intermédiaires financiers, IFC joue un rôle catalyseur dans l'élargissement de l'accès aux services financiers en améliorant l'accès à l'information sur le crédit, en promouvant des pratiques exemplaires de gestion de risques et en introduisant des normes environnementales et sociales.

IFC a aidé le Viet Nam à élaborer un système d'enregistrement en ligne qui recense les garanties mobilières (machines ou véhicules, par exemple) engagées par les emprunteurs pour obtenir leurs prêts. Le système permet ainsi aux banques de mieux évaluer les risques de crédit et aux petites entreprises dépourvues de biens fonciers d'obtenir plus facilement des financements.

Comment IFC crée des opportunités

DES PARTENARIATS POUR EXERCER

Plus importante institution d'aide au développement au monde se consacrant exclusivement au secteur privé, IFC influe grandement sur l'évolution du développement de ce secteur.

Sa position de chef de file lui permet de participer à la définition des programmes d'action. IFC apporte son aide au Groupe des Vingt pays avancés et en développement dans plusieurs aspects importants de la problématique du développement allant de la sécurité alimentaire à l'accès des petites entreprises aux financements. De surcroît, un nombre croissant d'organismes de financement du développement adopte sa démarche en matière de création d'emplois, d'évaluation des résultats et de renforcement des normes de gouvernement de l'entreprise.

UNE INFLUENCE



Création d'emplois

LA VOIE LA PLUS SÛRE POUR SORTIR DE LA PAUVRETÉ

Les clients dans lesquels IFC investit ont financé directement 2,7 millions d'emplois l'année dernière, mais cela ne représentait qu'une petite fraction de l'incidence globale de l'action de l'institution sur l'emploi.

Photo ci-dessus : Autrefois au chômage, Ramu Rawat a obtenu un emploi chez OCL, client d'IFC. Il supervise désormais les 200 travailleurs de sa propre entreprise de construction dans l'un des États les plus pauvres de l'Inde.



90 %

des emplois dans les pays en développement sont créés par le secteur privé.

Ramu Rawat passait ses journées à flâner dans son village de l'Odisha, l'un des États les plus pauvres de l'Inde. Dépourvu d'expérience, il ne parvenait pas à trouver d'emploi.

Puis il a remarqué l'usine financée par IFC que l'entreprise locale OCL India Ltd avait construite dans le coin. Rawat s'est présenté à l'entrée pour demander un emploi et a été recruté pour faire des travaux manuels. Ayant remarqué son dynamisme et apprécié son comportement, l'entreprise l'a mis sur la voie non pas seulement d'un emploi, mais d'une carrière. Rawat possède désormais sa propre entreprise et supervise 200 travailleurs.

L'emploi est le moyen le plus sûr de sortir de la pauvreté. Il représente aussi la pierre angulaire du développement, car il relève les niveaux de vie, améliore la productivité et renforce la cohésion sociale. Aujourd'hui, pourtant, 200 millions de

personnes sont au chômage, dont la plupart sont des femmes et des jeunes vivant dans les pays en développement. Sans emploi, ils ne peuvent ni se prendre en charge, ni s'occuper de leur famille.

Il n'est pas possible de relever ce défi sans la participation du secteur privé, où se concentrent 90 % des emplois dans les pays en développement. IFC contribue puissamment à définir les moyens d'aider le secteur privé à renforcer l'emploi.

Une étude réalisée par IFC avec l'aide de ses partenaires donateurs révèle qu'un faible climat de l'investissement, des infrastructures insuffisantes, l'accès limité des PME et des micro-entreprises au crédit et les lacunes de la formation professionnelle sont autant d'entraves à l'emploi. L'élimination de ces obstacles renforcerait considérablement la création d'emplois. Encouragées par les résultats de cette étude, près de 30 institutions financières internationales de premier plan se sont engagées à collaborer avec IFC pour enrayer la crise de l'emploi.

En 2012, les clients dans lesquels IFC a investi ont financé directement 2,7 millions d'emplois. Toutefois, la création directe de postes ne représente qu'une modeste fraction des effets globaux de l'action d'IFC sur l'emploi. L'étude a montré que les effets indirects, par le jeu des chaînes d'approvisionnement et de distribution, peuvent dépasser de loin les effets directs.

IFC a aussi fourni son appui à des institutions financières qui ont accordé environ 265 milliards de dollars de prêts aux micro-entreprises et petites et moyennes entreprises, qui, à leur tour, ont employé quelque 100 millions de personnes.

Cette année, IFC a avancé 285 millions de dollars et mobilisé 350 millions de dollars supplémentaires pour financer Etileno XXI, premier grand projet pétrochimique privé réalisé au Mexique depuis plus de 20 ans. Il devrait entraîner la création de 9 000 emplois au cours de la phase de construction et de 3 000 emplois directs et indirects lorsque les opérations démarreront en 2015.

Photo du haut, à droite : Etileno XXI est le premier grand projet pétrochimique privé au Mexique depuis plus de 20 ans. Il devrait créer 3 000 emplois directs et indirects.



Groupe de la Banque mondiale

COLLABORER POUR DONNER UN NOUVEL ÉLAN À MYANMAR

Par le biais d'initiatives conjointes, la Banque mondiale et IFC exploitent leurs avantages comparatifs et renforcent l'impact de leurs interventions.

Six décennies de conflit et d'isolement économique ont appauvri Myanmar : les trois quarts de sa population sont sans électricité, la moitié de ses routes sont impraticables quand il pleut et de nombreux enfants souffrent de malnutrition.

Toutefois, l'avenir semble plus prometteur. En 2011, le pays a amorcé une transition vers une forme plus démocratique de gouvernement et un système économique axé sur le marché. Cette évolution rend possible un changement fondamental : redonner à l'un des pays les plus pauvres du monde le rôle historique qui était le sien lorsqu'il comptait parmi les économies les plus dynamiques d'Asie.

C'est une entreprise complexe et qui ne s'accomplira pas du jour au lendemain. En dépit de ses vastes ressources naturelles, Myanmar se heurte à des obstacles importants en matière de développement. Pour réaliser ses potentialités, le pays doit renforcer la gouvernance économique, rebâtir les infrastructures, moderniser les cadres juridiques et réglementaires et trouver les moyens d'apporter la prospérité à toute sa population.

Ce sont des domaines où IFC et la Banque mondiale peuvent jouer un rôle crucial en tirant parti de leurs capacités propres. En application d'une stratégie commune, les deux institutions ont commencé à intervenir cette année en aidant

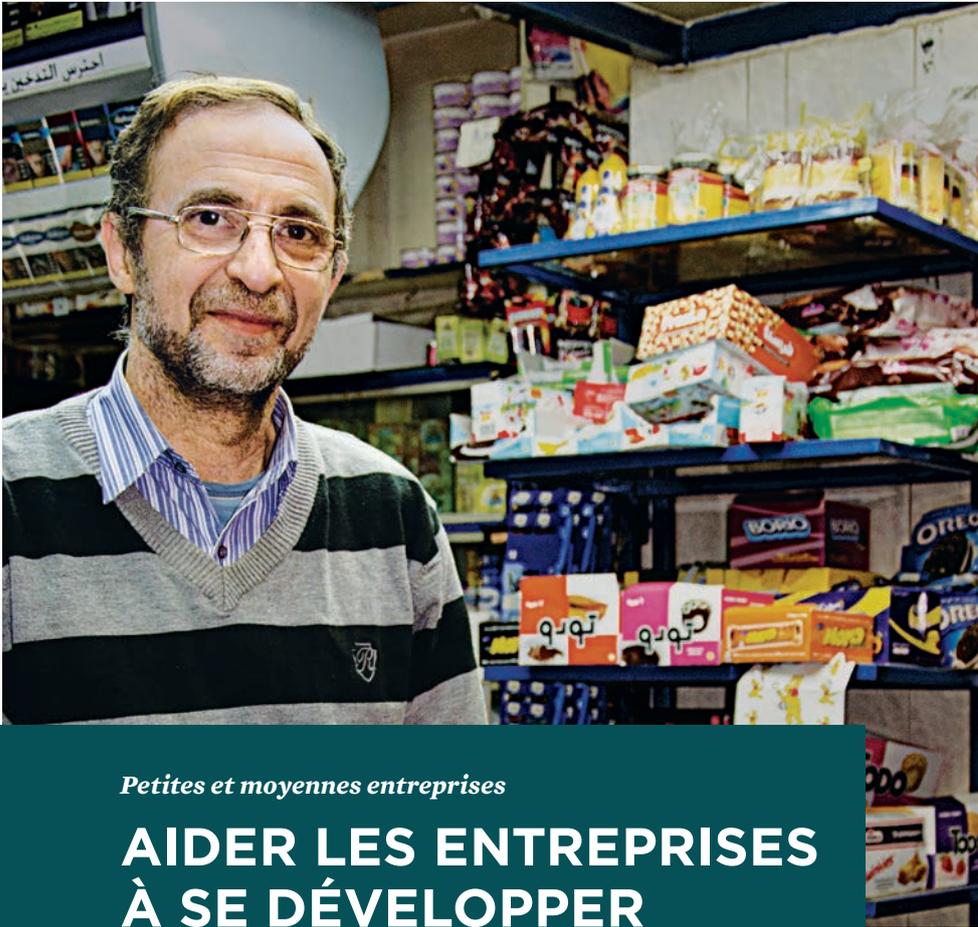
Myanmar à éponger ses arriérés vis-à-vis de l'Association internationale de développement (IDA) du Groupe de la Banque mondiale.

La Banque mondiale accorde à Myanmar 165 millions de dollars de prêts sans intérêts pour l'aider à satisfaire ses besoins les plus urgents. Ces prêts viennent compléter un don de 80 millions de dollars à l'appui d'activités de développement de proximité qui permettent aux villageois d'améliorer les écoles, les centres de santé, les routes et l'alimentation en eau.

Parallèlement, IFC s'emploie à améliorer le climat de l'investissement et à élargir l'accès aux services financiers, afin de favoriser la croissance du secteur privé national, d'attirer les investisseurs étrangers de classe mondiale et de stimuler la création d'emplois. IFC collabore également avec la Banque et l'Agence multilatérale de garantie des investissements en vue de promouvoir les services d'infrastructure essentiels du pays, en mettant l'accent dans un premier temps sur les secteurs de l'électricité et des télécommunications.

IFC a également commencé à investir à Myanmar pour la première fois. Elle a accordé un prêt de deux millions de dollars pour aider son client cambodgien ACLEDA Bank à mettre en place une nouvelle institution de microfinance dans le pays. La nouvelle entité a pour objectif d'accorder d'ici à 2020 des prêts à plus de 200 000 personnes, essentiellement des femmes entrepreneurs.

En plus du prêt, IFC consolide la capacité de son client à fournir des services de microfinance et à améliorer ses méthodes de gestion de risque et elle l'aide à élaborer une stratégie de financement responsable.



Petites et moyennes entreprises

AIDER LES ENTREPRISES À SE DÉVELOPPER

IFC appuie le développement des petites et moyennes entreprises par l'amélioration du climat de l'investissement, le renforcement des capacités de gestion et l'amélioration de l'accès aux financements.

Photo ci-dessus, à gauche : Des entrepreneurs égyptiens comme Nabil al Jabari attirent de nouveaux clients grâce à un système de paiements électronique mis au point par la société Fawry, cliente d'IFC.

Photo ci-dessus, à droite : Manoj Kumar, propriétaire d'une petite horlogerie dans l'État indien de Bihar, a profité des réformes de la politique fiscale qui encouragent les petits entrepreneurs à intégrer l'économie formelle.

Nabil al-Jabari et sa famille, gérants d'une petite épicerie au centre-ville du Caire depuis une soixantaine d'années, voulaient élargir leur fidèle clientèle.

Monsieur al-Jabari a donc installé un système de paiement électronique développé par la société Fawry, cliente d'IFC, pour permettre aux clients de l'épicerie de faire leurs achats à l'aide de cartes de crédit et régler leurs factures de téléphone cellulaire.

Ce genre de services est très important dans un pays où presque tout le monde règle ses opérations en espèces, une façon relativement inefficace de faire des affaires. Selon Nabil al-Jabari, le nouveau système a attiré des dizaines de nouveaux clients dans le magasin et accru les recettes de 15 %.

Les petites et moyennes entreprises (PME) constituent un facteur crucial de prospérité dans les pays en développement, où elles totalisent les deux tiers des emplois. À l'échelle mondiale, IFC contribue fortement à accroître les possibilités de développement de ces entreprises grâce à son partenariat avec le Groupe des 20 principales économies du monde et à ses propres activités d'investissement et de services-conseil.

C'est la raison pour laquelle IFC a investi cette année six millions de dollars dans Fawry. Ce financement aidera l'entreprise à étendre son réseau de 20 000 terminaux de paiement, ce qui pourrait stimuler la croissance de nombreuses petites entreprises dans toute l'Égypte.



IFC dispense des conseils techniques au G-20 sur diverses initiatives visant à élargir l'accès des PME aux financements. C'est ainsi qu'elle appuie le Partenariat mondial pour l'inclusion financière du G-20 et gère le Fonds pour l'innovation en matière de financement des PME annoncé en 2010 par le président américain Barack Obama. IFC gère également Women's Finance Hub, initiative du G-20 destinée à promouvoir les échanges de connaissances et de pratiques exemplaires sur les moyens d'accroître l'accès des femmes entrepreneurs aux services financiers.

IFC fournit un appui sous forme d'investissements et de services-conseil à ce genre d'entreprises dans quelque 80 pays en ciblant chaque phase de leur développement : amélioration du climat de l'investissement, renforcement des compétences en gestion et expansion de l'accès aux financements et aux marchés. En 2012, ses clients ont accordé aux petites et moyennes entreprises 5,8 millions de prêts pour un montant total de 241 milliards de dollars.

En Inde, IFC a fourni des services-conseil à l'État de Bihar pour faciliter la mise en œuvre de la réforme de son régime fiscal et encourager ainsi la régularisation des petites entreprises. IFC l'a aussi accompagné dans le renforcement d'un système de déclaration et de paiement en ligne. Les changements ont contribué à augmenter les recettes fiscales et permis à un nombre accru de petites entreprises de bénéficier des avantages de la participation à l'économie formelle.

Au Sri Lanka, IFC a collaboré avec Nation Trust Bank à l'ouverture du premier centre de formation en gestion d'entreprise de la province orientale du pays. Grâce à son programme SME Toolkit (boîte à outils pour les PME), qui propose en ligne des outils de formation et de gestion aux PME, IFC aide jusqu'à 30 000 propriétaires de petites entreprises à devenir plus compétitifs et pénétrer de nouveaux marchés.



Sécurité alimentaire

OFFRIR DAVANTAGE DE POSSIBILITÉS AUX PETITS EXPLOITANTS AGRICOLES

IFC aide ses clients à accroître la productivité agricole dans les pays en développement et s'emploie à faire en sorte que la nourriture soit accessible aux personnes qui en manquent le plus.

Plus de deux milliards de personnes, soit un tiers de l'humanité, sont tributaires des denrées alimentaires produites par les petits exploitants agricoles. Les petites exploitations agricoles sont généralement la norme dans les régions du monde où la faim sévit le plus.

Un moyen essentiel de nourrir près d'un milliard de personnes souffrant quotidiennement de la faim consiste à aider ces exploitants à augmenter leur productivité et à faciliter leur accès aux marchés. Cette démarche est indispensable à la gestion des stocks alimentaires à une époque où augmente la demande mondiale de denrées alimentaires de haute qualité et où les risques associés au changement climatique pourraient affaiblir la productivité agricole.

Le renforcement du secteur agroindustriel représente une action prioritaire pour IFC, car ce secteur est indispensable à la fois à la sécurité alimentaire et au relèvement des revenus des populations pauvres, dont les trois quarts vivent en zone rurale.

La démarche d'IFC est globale. Elle consiste à collaborer avec le secteur privé en vue de renforcer l'offre de denrées alimentaires abordables et de faire en sorte que les personnes qui en ont le plus besoin y ont accès. Elle consiste aussi à collaborer avec les institutions financières, les maisons de négoce de produits de base, les entreprises et les organisations de la société civile pour aider les grands et les petits producteurs à surmonter les obstacles au relèvement de la productivité et intégrer la chaîne d'approvisionnement alimentaire.

Dans la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique, par exemple, IFC collabore avec les gros acheteurs de café, comme Ecom Coffee, pour aider les producteurs à obtenir les certifications de qualité et de viabilité dont ils ont besoin pour vendre leur café sur les marchés internationaux. Ces certifications ont permis à des milliers de producteurs d'accroître leur productivité et leurs recettes.

IFC joue un rôle de premier plan dans les initiatives internationales visant à renforcer la sécurité alimentaire. Elle gère le guichet « secteur privé » du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP), fonds multilatéral mis en place par le Groupe des 20 principales économies pour s'acquitter de ses engagements en matière de sécurité alimentaire. Le guichet du secteur privé permet à IFC d'atteindre jusqu'aux plus petits exploitants agricoles et entreprises rurales en combinant les concours financiers des donateurs et les crédits commerciaux.



Photo ci-dessus : Hermilus Lovana, exploitante agricole haïtienne, a bénéficié de l'assurance abordable offerte par Microassurance Catastrophe Risk Organisation, client d'IFC.

Cette année, IFC et le guichet du secteur privé du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire ont conjointement investi 10 millions de dollars dans le fonds d'investissement social Root Capital pour lui permettre d'élargir l'accès de 300 000 petits exploitants agricoles aux marchés et aux fonds de roulement au cours des quatre prochaines années.

Les conditions météorologiques, les organismes nuisibles, les maladies des cultures, la dégradation des sols et les dysfonctionnements du marché sont autant de facteurs qui peuvent faire de l'agriculture une entreprise à haut risque. Grâce son Mécanisme mondial d'assurance basée sur un indice (Global Index Insurance Facility), créé en collaboration avec la Banque mondiale et plusieurs partenaires donateurs, IFC a permis à environ 119 000 petits exploitants agricoles de sept pays d'Afrique subsaharienne et du Sri Lanka d'assurer leurs récoltes et leur bétail contre les risques de graves phénomènes météorologiques comme les inondations et la sécheresse.

3,1

millions d'agriculteurs ont bénéficié du soutien des clients d'IFC en 2012.

Photo de la page de gauche : Un agriculteur vietnamien récolte du café pour Ecom, société de négoce de produits de base qui utilise des modèles économiques solidaires permettant aux producteurs d'accroître leur productivité et leurs revenus.

Comment IFC crée des opportunités

DES PARTENARIATS POUR CRÉER

IFC donne depuis longtemps le bon exemple.

IFC investissait dans les « marchés émergents » plusieurs décennies avant qu'ils ne deviennent une catégorie d'actifs populaire parmi les investisseurs internationaux. En fait, l'expression même a été inventée par IFC qui, au milieu des années 80, a lancé le premier fonds d'investissement mondial pour canaliser les capitaux vers les entreprises cotées des pays en développement. Les nouveaux flux de capitaux ont permis à de nombreuses entreprises locales de se faire connaître sur la scène internationale et de créer des emplois qui ont contribué à réduire la pauvreté dans d'innombrables villes et villages.

IFC continue de démontrer les avantages de l'investissement sur les marchés difficiles.

UN EFFET DE DÉMONSTRATION



Infrastructure

PROMOUVOIR LA PROSPÉRITÉ EN AFRIQUE

IFC réalise des projets historiques à fort impact sur les pauvres, plus particulièrement dans les régions et pays pionniers, là où ses services sont le plus nécessaires.

Photo ci-dessus : L'expansion de la centrale thermique d'Azito, en Côte d'Ivoire, améliorera l'accès des Ivoiriens à l'électricité et contribuera à maintenir la croissance économique du pays.



Environ 1,2 milliard d'êtres humains, soit près du cinquième de la population mondiale, vivent sans électricité. Quelque 880 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau salubre et plus d'un milliard d'individus n'ont accès ni à une route praticable en tout temps ni à des services de téléphone.

Les insuffisances de l'infrastructure des pays en développement sont un obstacle majeur à la croissance économique. Une infrastructure plus efficace permettrait à des millions de personnes de bénéficier de l'accès à l'eau salubre et à des services d'assainissement sûrs. Elle aiderait aussi les entreprises à transporter leurs produits au marché plus rapidement et à moindres frais. Les pays équipés d'infrastructures modernes sont plus à même d'attirer l'investissement étranger.

IFC considère l'expansion et la modernisation des infrastructures comme des objectifs prioritaires, notamment en Afrique et plus particulièrement dans les secteurs des transports et de l'électricité. IFC investit dans des projets qui favorisent la prospérité dans certains des pays les plus pauvres et aide les gouvernements à concevoir et mettre en œuvre des partenariats public-privé.

En Afrique subsaharienne, où il est le plus urgent d'améliorer l'infrastructure, IFC est la première à soutenir l'expansion de la production d'énergie. Durant l'exercice 13, elle a investi plus d'un milliard de dollars (en incluant les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs) dans les projets d'infrastructure de la région. Plusieurs projets innovants d'énergie solaire figuraient parmi les travaux qu'elle a financés (voir page 37).

En Côte d'Ivoire, qui sort de plusieurs années de troubles politiques, IFC a réalisé un montage financier de 345 millions de dollars pour moderniser la centrale d'électricité thermique d'Azito. La modernisation permettra à la centrale de produire 50 % de plus d'énergie sans utiliser plus de gaz. Azito deviendra l'une des centrales indépendantes les plus importantes de la région, contribuera à atténuer les pénuries d'électricité et permettra aux Ivoiriens, qui doivent à présent recourir à de coûteux systèmes d'électricité de secours, de réaliser des économies substantielles.

IFC a apporté 125 millions de dollars pour son propre compte au projet d'Azito. Agissant en qualité d'organisme chef de file, elle a mobilisé le solde auprès de cinq institutions européennes de financement du développement et de la Banque de développement ouest-africaine.

Dans les régions d'Afrique subsaharienne qui ne sont pas encore reliées au réseau, IFC renforce son programme « Éclairer l'Afrique » avec le concours de la Banque mondiale et des partenaires donateurs de la Société. IFC aide les populations à passer de sources coûteuses et inefficaces d'éclairage, telles que les lampes à pétrole, à des méthodes plus abordables et intelligentes sur le plan climatique, telles que les lampes solaires et les lampes alimentées par dynamo similaires aux lampes de bicyclettes.

Le programme a déjà amélioré l'accès à l'éclairage propre au profit de 6,9 millions de personnes sur le continent africain, permettant ainsi d'éviter l'émission de plus de 138 000 tonnes de gaz à effet de serre, ce qui équivaut à retirer 26 000 voitures de la circulation. En Asie, IFC est à la tête d'une initiative similaire visant à fournir des appareils d'éclairage sans connexion au réseau électrique à deux millions de personnes dans les campagnes indiennes à l'horizon 2015.

6,9

*millions de personnes
bénéficient d'un meilleur
accès à l'éclairage propre
grâce au programme
« Éclairer l'Afrique »
de la Banque mondiale.*

Photo du haut, à gauche : Un technicien de la centrale d'Azito vérifie des conduites de gaz.

Photo du haut, à droite : Une jeune fille sourit en voyant sa maison s'éclairer après le coucher du soleil. Le programme « Éclairer l'Asie » d'IFC en Inde devrait apporter l'éclairage à 2 millions de personnes.



Mobilisation

OUVRIR DE NOUVEAUX MARCHÉS À L'INVESTISSEMENT PRIVÉ

La mobilisation d'autres investisseurs permet de combiner les savoirs et les compétences et d'optimiser l'impact des projets d'IFC sur le développement.

Les investissements étrangers sur les marchés de capitaux des pays en développement ont augmenté au cours des dernières années, mais les pays les plus petits et les plus pauvres ne bénéficient que d'une infime partie de ces opérations. Pas plus de 14 grands pays émergents captent quatre-vingt pour cent des flux de portefeuille entrant dans les pays en développement. Les investisseurs continuent de ne guère s'intéresser aux plus petits pays, où les marchés de capitaux ont tendance à être peu liquides, donc risqués.

IFC contribue beaucoup à corriger ce déséquilibre. Cette année, elle a engagé 100 millions de dollars dans un fonds mondial de 500 millions de dollars destiné à rapprocher les gros investisseurs institutionnels afin qu'ils investissent avant tout dans des titres de participation cotés d'entreprises privées établies sur ces petits marchés, surnommés les Next 50.

La mobilisation de capitaux auprès d'autres investisseurs représente un volet essentiel du modèle opérationnel d'IFC. La promotion d'un surcroît d'investissements dans le secteur privé permet à la Société de démultiplier l'impact de ses activités et d'obtenir plus de résultats qu'elle ne l'aurait fait avec ses seules ressources. Elle lui permet aussi de fédérer les savoirs et les compétences.

Durant l'exercice 13, IFC a collaboré avec les banques, les institutions financières internationales, les fonds souverains, les fonds de pension et d'autres partenaires pour mobiliser 6,5 milliards de dollars à l'appui d'investissement dans les pays en développement. Ce résultat a été obtenu grâce à plusieurs programmes, notamment le Programme de prêts syndiqués d'IFC (voir page 73), et par l'intermédiaire d'une filiale, IFC Asset Management Company, qui gère 5,5 milliards de dollars d'actifs dans six fonds axés sur des secteurs ou des régions spécifiques.

Au Sri Lanka, cette démarche a permis à IFC d'augmenter les financements mis à la disposition des petites et moyennes entreprises, qui jouent un rôle crucial dans le relèvement de l'économie après des décennies de conflits. IFC a accordé un prêt à long terme de 75 millions de dollars à la Commercial Bank of Ceylon, plus grande banque privée du pays.

L'investissement a été effectué par le biais du Fonds de recapitalisation d'IFC, un fonds mondial de participation et de créances subordonnées de trois milliards de dollars créé en 2009 par IFC et la Japan Bank for International Cooperation. Le fonds est géré par IFC Asset Management Company.

À l'horizon 2017, l'investissement devrait faciliter l'accès de quelque 16 000 petites entreprises aux financements et créer environ 170 000 emplois, tant directs qu'indirects.

Au Bangladesh, IFC a dirigé un consortium d'investisseurs qui a fourni à l'opérateur de télécommunications Grameenphone environ 345 millions de dollars de financement, dont 190 millions de dollars, fourni par IFC pour son propre compte. L'investissement permettra à la compagnie d'étendre les services de téléphonie mobile aux zones reculées du pays.

IFC mobilise également des capitaux grâce à des prêts syndiqués qui permettent à d'autres investisseurs de participer à ses opérations de prêt. Durant l'exercice 13, les prêts syndiqués se sont chiffrés à 3,1 milliards de dollars, soit près de la moitié des fonds mobilisés par la Société.

3,1

milliards de dollars de prêts syndiqués ont été accordés durant l'exercice 13, soit près de la moitié des fonds mobilisés par IFC.

Photo ci-dessus : Petite entreprise financée par Commercial Bank of Ceylon du Sri Lanka, qui a bénéficié d'un prêt de 75 millions de dollars d'IFC et d'IFC Asset Management Company.



Investissement Sud-Sud

UN ATOUT VITAL POUR LE DÉVELOPPEMENT

Les projets d'IFC encouragent le transfert de technologies d'un pays à l'autre, stimulant ainsi l'intégration régionale et la création d'emplois.

En dépit des progrès économiques qu'ils ont accomplis ces dernières années, les pays en développement ont encore d'énormes besoins.

À elle seule, l'Afrique subsaharienne aura besoin de plus de 90 milliards de dollars d'investissement par an au cours de la prochaine décennie pour faire face à la demande d'infrastructure dans des domaines tels que les routes, les réseaux ferroviaires, l'électricité, l'eau et l'assainissement. Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord auront besoin de financements pouvant atteindre 100 milliards de dollars par an pour stimuler leur compétitivité économique et maintenir leurs récents taux de croissance.

Ces besoins présentent des opportunités non négligeables pour les entreprises privées d'autres pays en développement particulièrement désireuses d'étendre leurs opérations aux marchés émergents inexploités. Les pays en développement représentent désormais plus du tiers des investissements directs étrangers sur les marchés émergents.

L'envergure mondiale d'IFC lui permet de jouer un rôle précieux de facilitateur des investissements Sud-Sud, qu'elle considère comme un moyen important de stimuler l'intégration régionale, la création d'emplois et le développement économique. Durant l'exercice 13, ses investissements dans ce type de projets se sont élevés à près de 1,7 milliard de dollars, soit environ 10 % de ses engagements pour son propre compte.

En appuyant ce type de projets, IFC contribue à stimuler le transfert de connaissances et de

Photo ci-dessus : Usine sud-africaine exploitée par une filiale de la société indienne Apollo Tyres. L'investissement d'IFC permettra d'augmenter la production d'un tiers.

technologies d'un pays en développement à un autre, et à renforcer la disponibilité de biens et de services auparavant difficiles à obtenir. IFC aide aussi les entreprises régionales à se muer en compagnies transnationales capables de soutenir la concurrence à l'échelle mondiale.

IFC mobilise également des fonds auprès d'autres investisseurs pour promouvoir l'investissement Sud-Sud. Durant l'exercice 13, son programme de syndication a apporté une contribution notable dans ce domaine. Les institutions financières des marchés émergents ont renforcé leur participation dans ses syndicats de prêts : leurs engagements ont doublé par rapport à l'année précédente pour passer à 29 % des 3,1 milliards de dollars de prêts syndiqués montés par IFC durant l'année.

Cette année, IFC et deux fonds gérés par IFC Asset Management Company ont pris une participation de 204 millions de dollars au capital de la Banque centrale populaire du Maroc, pour faciliter le développement de ses opérations en Afrique subsaharienne, où l'accès aux financements demeure difficile, en particulier pour les petites entreprises.

IFC, par ailleurs, a investi 11 millions de dollars dans une filiale de la société indienne Apollo Tyres pour l'aider à accroître la production d'une de ses usines de pneus d'Afrique du Sud. Le prêt d'IFC permettra à l'entreprise, qui fabrique des pneus de voitures, d'autobus et de camions, de produire environ 13 000 pneus par jour, soit une augmentation de près d'un tiers, dans son usine située dans la ville de Ladysmith.



Marchés locaux des capitaux

UN MOYEN EFFICACE DE STIMULER LA CROISSANCE

Première émettrice d'obligations en monnaie nationale dans de nombreux pays, IFC sert souvent de modèle à d'autres émetteurs.

De solides marchés locaux des capitaux sont l'assise d'un secteur privé prospère. Ils réduisent la dépendance des pays à l'égard de leur dette extérieure et protègent l'économie des variations soudaines des flux de capitaux internationaux.

Ces marchés donnent accès à des financements à long terme en monnaie nationale et permettent de mobiliser des fonds à l'appui du financement de l'infrastructure et d'autres secteurs indispensables à la croissance du secteur privé, principal moteur de création d'emplois dans les pays en développement.

IFC milite à travers le monde en faveur de la création de marchés locaux des capitaux efficaces et participe grandement à leur développement dans les pays émergents. La Société est souvent la première émettrice internationale d'obligations en monnaie nationale dans ces pays. Dans le cadre de ces émissions, IFC collabore étroitement avec les organismes de réglementation et les investisseurs pour améliorer les cadres de réglementation, encourager une plus grande participation aux activités des marchés locaux et offrir un modèle à d'autres émetteurs internationaux.



10

*milliards de dollars
de financements en
monnaies nationales
ont été fournis par IFC*

Au fil des ans, IFC a émis des obligations dans 12 monnaies nationales, notamment le real brésilien, le rouble russe, le naira nigérian, le ringgit malaisien et le renminbi chinois. Elle a accordé plus de 10 milliards de dollars de financements libellés en monnaie nationale dans 58 monnaies, c'est-à-dire plus qu'aucune autre institution financière internationale.

Cette année, au Nigéria, IFC a été la première institution étrangère à émettre une obligation libellée en naira, qui lui a permis de lever l'équivalent de 75 millions de dollars destinés à financer son programme de développement dans le pays. Tous les investisseurs étaient des entités nigérianes : fonds de pension, gérants d'actifs et banques cherchant à diversifier leurs portefeuilles. IFC a collaboré avec le gouvernement nigérian et les organismes nationaux de réglementation pour les accompagner dans l'élaboration d'un mécanisme visant à encourager davantage d'émissions de titres de sociétés sur les marchés locaux. En Russie, par ailleurs, IFC a émis la première obligation indexée sur l'inflation jamais placée par un émetteur étranger.

En Chine, IFC a réalisé jusqu'à présent six investissements en monnaie nationale dans le but d'élargir

l'accès aux financements, de promouvoir la sécurité alimentaire et d'accroître l'offre de médicaments de qualité à des prix abordables. Ces investissements faisaient écho à une initiative antérieure : l'accord de 2011 avec des banques chinoises portant sur le swap de dollars américains en renminbi chinois destiné à permettre la réalisation de prêts en monnaie nationale. IFC était la première institution multilatérale à signer un tel accord.

Les petites entreprises ont souvent le plus de mal à obtenir des financements en monnaie nationale, une difficulté que la Société les aide à surmonter. Cette année en République dominicaine, elle a émis la première obligation en monnaie nationale placée par une institution financière internationale. Cette émission a permis de mobiliser 10 millions de dollars qui ont été investis dans deux institutions de microfinance : Fondesa, qui accorde généralement de petits prêts d'un montant inférieur à 1 000 dollars ; La Nacional, qui octroie des prêts hypothécaires à des clients à faible revenu pour l'achat de maisons d'une valeur moyenne de l'ordre de 30 000 dollars.

Comment IFC crée des opportunités

DES PARTENARIATS POUR PRODUIRE

IFC joue un rôle de premier plan en matière de développement en démultipliant la force du secteur privé pour lui permettre de créer des opportunités dans les pays émergents tout en favorisant la prospérité pour tous.

IFC obtient des résultats au plan du développement en intervenant là où d'autres investisseurs hésitent souvent à s'engager : dans les pays et les régions les plus pauvres du monde et dans des endroits déchirés par les conflits et l'instabilité. Elle y parvient en aidant ses clients à trouver les moyens de créer des opportunités tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Elle y parvient aussi grâce au suivi rigoureux de ses résultats et à leur évaluation à l'aune des objectifs qu'elle s'est fixés.

UN IMPACT



Zones touchées par des conflits

MISE EN PLACE DES CONDITIONS NÉCESSAIRES À LA CROISSANCE DURABLE

Les projets d'IFC dans les zones fragiles et touchées par des conflits visent à créer des emplois et à aider les gouvernements à reconstruire les infrastructures.

L'Internet à large bande est une technologie révolutionnaire, capable de renforcer les moyens d'action individuels, d'ouvrir de nouveaux débouchés et de stimuler les économies. Dans un pays comme l'Afghanistan, dévasté par la guerre, cette technologie est toutefois hors de portée de la quasi-totalité de la population.

IFC s'emploie à changer cette situation en aidant le plus gros opérateur de téléphone mobile du pays, Roshan, à fournir des services à large bande et haut débit à 80 % de la population des principales villes. Le financement à long terme de 65 millions de dollars accordé cette année par IFC à la compagnie lui permettra d'acquérir une licence 3G et de renforcer son réseau à large bande.

Ce financement aidera également Roshan à élargir sa gamme de services innovants pour améliorer le quotidien des citoyens ordinaires. L'un de ces produits est M-paisa, un service bancaire mobile qui offre aux personnes dépourvues de compte en banque un moyen rapide et sûr d'envoyer et de recevoir de l'argent à l'aide de leur téléphone. Un autre service de Roshan est le projet Telemedicine, qui



577

*millions de dollars
ont été investis dans
les zones touchées par
des conflits durant
l'exercice 13.*

contribue à améliorer les services de santé dans les zones isolées du pays.

Les conflits et l'instabilité sont une cause importante de la pauvreté dans le monde. Sachant que la plupart des populations déshéritées de la planète vivront dans des zones fragiles et touchées par des conflits au cours des prochaines décennies, IFC redouble d'efforts pour créer des opportunités dans ces zones.

Durant l'exercice 13, IFC a investi environ 580 millions de dollars dans les zones fragiles et touchées par des conflits. Les dépenses qu'elle consacre à l'offre de services-conseil dans ces zones ont atteint quelque 40 millions de dollars, soit 18 % de son programme de conseil.

IFC a pour objectif de créer des emplois, d'éliminer les obstacles à la croissance durable des entreprises et d'aider les gouvernements à reconstruire les infrastructures. À cet effet, elle s'attache à renforcer la disponibilité de l'énergie et du crédit. Elle contribue aussi à améliorer le cadre de l'activité économique au profit des entreprises locales tout en leur permettant d'accéder à de nouveaux marchés.



L'action d'IFC dans les pays fragiles et touchés par des conflits commence souvent par la prestation de services-conseil destinés à mettre en place les bases nécessaires à l'investissement. De 2010 à 2012, en collaboration avec ses partenaires donateurs et la Banque mondiale, IFC a appuyé l'adoption d'une soixantaine de réformes du climat de l'investissement dans 22 États touchés par des conflits, dont une quarantaine en Afrique.

Au Burundi, par exemple, IFC a accompagné le pays dans la mise en œuvre des réformes qui ont permis de doubler le nombre d'entreprises enregistrées, qui est passé de 674 en 2010 à près de 1 350 en 2012. L'investissement étranger a augmenté à mesure que s'améliorait le climat de l'investissement.

Le financement du commerce peut aussi faire une différence cruciale pour les États touchés par un conflit, qui ont tendance à être exclus du commerce international. Depuis l'exercice 10, IFC a appuyé des échanges commerciaux dans 24 de ces pays pour un montant de plus de 510 millions de dollars et cela dans des conditions difficiles.

Photo du haut : IFC aide Roshan, plus grand opérateur de téléphonie mobile d'Afghanistan, à élargir son réseau pour fournir des services cellulaires et l'accès Internet à de nombreuses personnes qui en étaient longtemps dépourvues.

Photo du bas : Un vendeur ambulant à Yangon (Myanmar).



Parité hommes-femmes

STIMULER LE DÉVELOPPEMENT PAR L'ÉGALITÉ DES SEXES

L'élimination des obstacles à la démarginalisation des femmes est un moyen important de promouvoir la prospérité partagée et la réduction de la pauvreté.

Les femmes demeurent particulièrement sous-représentées dans la population active bien que leur taux d'activité ait augmenté au cours des dernières décennies.

Non seulement cette inégalité est injuste, mais elle nuit aussi à l'économie. Le fait de ne pas tirer parti des potentialités économiques des femmes freine la réduction de la pauvreté et limite la croissance et les opportunités. Le renforcement de la participation des femmes peut augmenter la productivité et améliorer divers résultats en matière de développement.

IFC s'emploie à renforcer les rôles des femmes en tant que dirigeantes, entrepreneurs, consommatrices et parties prenantes. Elle offre des investissements et des services-conseil à ses clients pour les aider à élargir l'accès des femmes aux financements, fournir des formations commerciales aux femmes d'affaires et réaliser qu'il est rentable de créer des opportunités pour la population féminine. IFC collabore également avec ses clients en vue d'améliorer les conditions de travail et d'éliminer les obstacles à la participation des femmes au monde des affaires.

Cette année, IFC a conjugué ses forces avec celles de la compagnie Coca-Cola dans le cadre d'un projet de 100 millions de dollars sur trois ans visant à faciliter l'accès au crédit de milliers de femmes entrepreneurs en Afrique et dans divers pays émergents. Par le biais de son réseau d'institutions

bancaires locales et régionales, IFC fournira des financements et des formations commerciales à de petites et moyennes entreprises contrôlées ou gérées par des femmes dans la chaîne de valeur de Coca-Cola. La première mesure dans ce domaine a été un investissement d'IFC de 50 millions de dollars dans Access Bank Nigeria pour lui permettre d'augmenter les prêts aux femmes entrepreneurs.

IFC a aussi organisé un montage financier syndiqué de 130 millions de dollars pour appuyer l'expansion de Belcorp du Pérou, une société de vente à domicile de produits de beauté employant quelque 9 000 personnes, dont 74 % des femmes. L'investissement permettra aussi à Belcorp de construire une nouvelle usine au Mexique et de faire son entrée sur de nouveaux marchés d'Amérique latine.

En Chine, IFC a renforcé son financement pour appuyer la croissance de Chindex, un important réseau privé de soins de santé qui a contribué à l'amélioration de la qualité des services de santé locaux. Fondée par deux femmes, cette entreprise cherche à renforcer les moyens d'action de son personnel féminin par des initiatives de formation et de perfectionnement des cadres. Les femmes représentent 75 % de l'effectif de Chindex.

Depuis 2010, le programme *Banking on Women* d'IFC a investi plus de 600 millions de dollars à l'appui des petites entreprises appartenant à des femmes dans les pays en développement. Ce financement comprend un investissement de 470 millions de dollars dans la société brésilienne Banco Itau, le plus gros investissement réalisé par le programme et son premier en Amérique latine. IFC a engagé 100 millions de dollars pour son propre compte et mobilisé 370 millions de dollars grâce à des syndications de prêts.

IFC est aussi le principal promoteur de Global Banking Alliance for Women, une initiative qui réunit environ 30 institutions financières déterminées à promouvoir le rôle des femmes dans le monde des affaires à l'échelle mondiale.

Photo ci-dessus :
Beatriz Cortez, consultante en soins de beauté affiliée à la société Belcorp, cliente d'IFC au Pérou, profite d'un moment de détente avec sa fille. L'expansion de Belcorp devrait créer de nombreux emplois et des possibilités de création d'entreprises pour les femmes.



Pays à revenu intermédiaire

PROMOTION DE LA PROSPÉRITÉ POUR TOUS

L'action d'IFC dans les pays à revenu intermédiaire les aide à relever les défis posés notamment par l'urbanisation et le changement climatique.

Photo ci-dessus : Étudiants dans un centre de formation de Plato à Istanbul. Grâce à l'investissement d'IFC, cette société d'éducation pourra étendre ses services de formation professionnelle en Turquie et dans d'autres pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale.

Plus des deux tiers des personnes les plus pauvres au monde, qui vivent avec moins de 1,25 dollar par jour, se trouvent dans les pays à revenu intermédiaire. Un grand nombre d'habitants de ces pays, en outre, n'a accès ni à l'eau salubre, ni à une source d'énergie fiable, ni à des services décentes de santé et d'éducation.

IFC centre son action sur les besoins des pauvres, indépendamment du lieu où ils se trouvent. Sa démarche consiste à aider les pays à revenu intermédiaire à trouver les moyens novateurs de faire en sorte que leur prospérité croissante profite à l'ensemble de leur population. La Société s'emploie également à renforcer le développement rural et à relever les défis posés par le chômage, l'urbanisation et le changement climatique.

L'appui aux entreprises qui adoptent des modèles opérationnels n'excluant personne représente l'un des éléments importants de l'action d'IFC. Au cours des neuf dernières années, la Société a investi plus de 9 milliards de dollars dans des entreprises qui fournissent des biens, des services et des emplois aux personnes situées au bas de l'échelle économique en intégrant les travailleurs à faible revenu dans leurs chaînes d'approvisionnement. IFC a collaboré avec plus de 350 entreprises inclusives dans plus de 80 pays.

Cette année, IFC a accordé un prêt de 15,6 millions de dollars pour financer la construction ou la rénovation de 47 établissements d'enseignement préscolaire en République de Tchouvachie, une province russe en majeure partie rurale. Le projet créera des places pour plus de 7 000 élèves et des emplois pour les enseignants, dont la plupart sont des femmes.

En Turquie, IFC a fourni des financements et des services-conseil pour encourager l'utilisation d'une technologie qui permettra à l'un des plus gros producteurs de papier du pays de renforcer sa production sans augmenter la consommation d'eau, un facteur de production essentiel de l'industrie du papier. Le prêt de 8 millions de dollars accordé au fabricant de cartons, Modern Karton, l'aidera à mettre en place un système de récupération des eaux usées en vue de conserver et de réutiliser l'eau.

Dans les pays à revenu intermédiaire, les entreprises privées prospères peuvent servir d'exemple à d'autres : en intervenant dans les régions peu développées de leur propre pays, mais aussi en s'engageant dans des pays plus pauvres. IFC contribue à cette évolution.

Cette année, IFC a investi 6 millions de dollars dans une entreprise de services d'éducation, Plato, basée à Istanbul, pour l'aider à renforcer la formation professionnelle en Turquie et dans plusieurs pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale. Il s'agissait du premier investissement au titre de l'initiative Éducation pour l'emploi (E4E) en faveur de la jeunesse arabe, qui vise à renforcer les compétences professionnelles dans une région où le taux de chômage des jeunes est élevé. Plato devrait améliorer les possibilités d'emploi pour quelque 6 000 élèves.



Pays IDA

CRÉATION D'OPPORTUNITÉS POUR LES PLUS PAUVRES

IFC s'attache à améliorer les conditions de vie dans les environnements les plus difficiles. Durant l'exercice 13, près de la moitié de ses projets ont été réalisés dans les pays les plus pauvres.

Photo ci-dessus : L'investissement d'IFC dans Kenya Tea Development Agency finance un nouvel entrepôt qui devrait contribuer à augmenter les revenus des producteurs, créer des emplois et stabiliser un secteur dont tirent profit plus de 4 millions de Kényans.



Il est urgent d'améliorer les conditions de vie dans les pays les plus pauvres. Ne pouvant attirer l'investissement, bon nombre d'entre eux n'ont pas d'autre choix que de compter sur l'aide publique, qui bien souvent n'est pas suffisante.

Il s'agit des 82 pays admis à emprunter à l'Association internationale de développement (IDA), le guichet de la Banque mondiale dédié aux plus pauvres. Ils représentent pour IFC l'occasion de faire une différence essentielle là où son action est la plus nécessaire.

IFC a pratiquement décuplé ses investissements dans les pays IDA au cours de la dernière décennie, au point de les porter à 6,6 milliards de dollars durant l'exercice 13. Sur ce total, un montant record de 1,2 milliard de dollars a été mobilisé par le biais de syndications de prêts. Ces dernières années, les pays IDA ont représenté près de la moitié de l'ensemble des projets d'investissement d'IFC et plus de 60 % de ses projets de services-conseil. Depuis 2007, en outre, IFC a versé plus de 2,5 milliards de dollars à la caisse générale de l'IDA, dont 340 millions de dollars durant l'exercice 13.

Au titre de son programme de financement du commerce mondial, IFC a accordé depuis 2005 à des entreprises de pays IDA plus de 13 milliards de dollars de garanties, dont 3,3 milliards de dollars rien que durant l'exercice 13. Ce programme a permis à de petites et moyennes entreprises d'obtenir les financements dont elles avaient particulièrement besoin pour se développer et intégrer le système commercial mondial.

IFC a pour objectif d'investir partout où son action peut être le plus utile. Au Kenya, où les exportations de thé rapportent plus d'un milliard de dollars de recettes par an et profitent à 10 % de la population, IFC a apporté son soutien au plus gros producteur de thé noir du pays, Kenya Tea Development Agency. L'investissement de 12 millions de dollars de la Société a financé une installation de 200 000 pieds carrés qui devrait augmenter les revenus des producteurs et renforcer la stabilité d'un secteur qui fournit les deux tiers des emplois de la région.

IFC accompagne la République démocratique populaire lao dans le développement de son secteur hydroélectrique comme outil de croissance économique et de réduction de la pauvreté. La Société appuie la révision de la législation nationale sur l'eau après le lancement d'un programme visant à augmenter la part des nouveaux projets d'hydroélectricité qui appliquent des normes sociales et environnementales élevées.

Dans les petits pays IDA où les systèmes bancaires locaux ont tendance à être peu développés, IFC aide les institutions financières locales à renforcer leurs capacités et à se développer.

La collaboration d'IFC avec Bai Tushum and Partners, en République kirghize, a permis à cette entreprise de se développer pour devenir la principale banque de microfinance du pays avec plus de 25 000 clients.

Au Bhoutan, pays enclavé, IFC a investi cette année 28 millions de dollars dans Bhutan National Bank. Cette opération, qui représente le plus gros investissement direct étranger jamais réalisé dans le pays, vise à renforcer la capacité de la banque à servir les micro-entreprises et les petites et moyennes entreprises et lui permettre d'adopter les meilleures pratiques internationales en matière d'activités bancaires et de gouvernement d'entreprise.



13

milliards de dollars ont été engagés depuis 2005 en faveur des pays IDA par le biais du Programme de financement du commerce mondial d'IFC.



Photo du haut : En République kirghize, un prêt de Bai Tushum, client d'IFC, a permis à Adalat Murzuraimova d'acheter du bétail et de louer des terres. Elle utilise ses revenus agricoles pour offrir une éducation à sa fille.

Photo du bas : le thé commercialisé par Kenya Tea Development Agency provient de petits producteurs comme ce couple.

Table des matières

RÉPONDRE AUX ATTENTES

PAGE **65**

Les priorités stratégiques d'IFC	66
Fiche de performance	67
Créer des opportunités là où elles font le plus défaut	68

LES ACTIVITÉS ET LE SAVOIR-FAIRE D'IFC

PAGE **70**

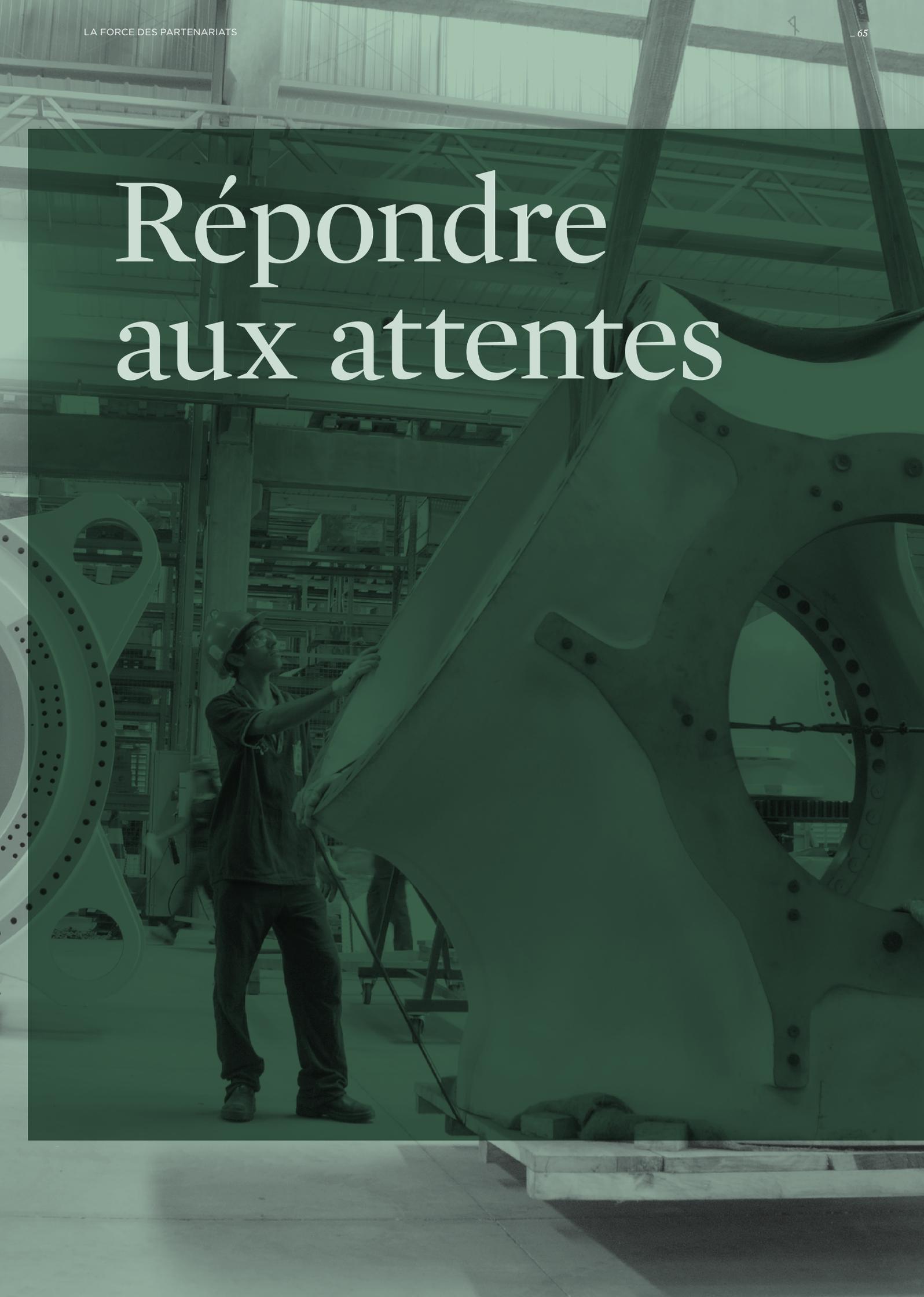
Les marchés cibles des opérations d'IFC	71
Les trois catégories d'activité d'IFC	72
Les compétences spécialisées d'IFC	76

LE PERSONNEL ET LES PRATIQUES D'IFC

PAGE **78**

IFC en action	79
La méthode suivie par IFC pour mesurer ses résultats	80
Le personnel d'IFC	88
La gouvernance d'IFC	90
L'obligation de rendre compte	92
Les partenariats	94
La gestion des risques	96
Une action responsable	98
Rapport indépendant d'assurance portant sur différentes informations relatives au développement durable	101
Performance financière	104

Répondre aux attentes



LES PRIORITÉS STRATÉGIQUES D'IFC

IFC s'efforce de fournir ce qui ne peut pas s'obtenir ailleurs. IFC offre à ses clients un menu unique d'investissements et de conseils visant à promouvoir le développement d'un secteur privé viable dans les pays émergents. Mettre à profit cet apport unique, ce qu'elle appelle son « additionnalité », pour maximiser son impact au plan du développement est l'un des fondements de sa stratégie. Ses interventions suivent cinq grandes priorités stratégiques qui lui permettent d'apporter une aide là où elle est la plus nécessaire et la plus utile.



FICHE DE PERFORMANCE

Résultats associés aux priorités stratégiques d'IFC

Indicateurs	Résultats	
	Ex. 13	Ex. 12
RÉSULTATS AU PLAN DU DÉVELOPPEMENT		
Projets d'investissement ayant reçu une note élevée (notation du DOTS) ¹	66 %	68 %
Projets de services-conseil ayant reçu une note élevée ²	76 %	72 %
Domaines d'intervention		
MARCHÉS PIONNIERS		
IDA : nombre de projets d'investissement	288	283
IDA : engagements (millions d'USD)	6 649	5 864
IDA : part du Programme de services-conseil consacrée au pays IDA, % ³	65 %	65 %
Régions pionnières : nombre de projets d'investissement	59	42
États fragiles et touchés par un conflit : nombre de projets d'investissement	44	45
États fragiles et touchés par un conflit : part du programme de services-conseil, %	18 %	18 %
Engagements en Afrique subsaharienne (millions d'USD)	3 501	2 733
Engagements dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (millions d'USD)	2 038	2 210
LIENS DURABLES AVEC LES CLIENTS, Y COMPRIS SUD-SUD		
Nombre de projets d'investissement Sud-Sud	47	41
Engagements au titre des projets d'investissement Sud-Sud (millions d'USD)	1 674	1 515
CHANGEMENT CLIMATIQUE, VIABILITÉ ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE		
Investissements climatiques (millions d'USD) ⁴	2 509	1 621
INFRASTRUCTURE, SANTÉ ET ÉDUCATION, CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE		
Engagements dans les secteurs des infrastructures, de la santé, de l'éducation, de l'agroindustrie et de la chaîne d'approvisionnement alimentaire (millions d'USD) ⁵	6 934	6 034
MARCHÉS LOCAUX DES CAPITAUX		
Engagements dans le domaine des marchés des capitaux (millions d'USD) ⁶	10 124	9 375
Engagements dans le secteur des PME et microentreprises (millions d'USD) ⁷	7 192	6 077

Notes :

1. Notation du DOTS : pourcentage de sociétés clientes dont les résultats au plan du développement sont jugés satisfaisants au 30 juin de l'année considérée, basés sur les projets approuvés durant une période continue de six ans (les notes de l'exercice 13 correspondent aux approbations de la période 2004-2009).
2. S'agissant des services-conseil, les notes d'efficacité au plan du développement portent sur les années civiles 2012 et 2011.
3. Les données des exercices 12 et 13 reflètent l'adoption d'une meilleure méthodologie permettant de mesurer les dépenses au titre des services-conseil dans les pays IDA en incluant les projets régionaux.
4. Les « investissements climatiques » (ou « investissements liés au climat ») désignent les projets incluant des activités portant sur l'atténuation des effets du changement climatique, l'adaptation au changement climatique et/ou des activités spéciales liées au climat. Une description plus détaillée de ces termes et activités figure sur le site suivant : www.ifc.org/ghgaccounting.
5. Les engagements dans les infrastructures (hormis hydrocarbures et industries extractives), les télécommunications et les technologies de l'information, le financement infranational, la santé, l'éducation, l'agroindustrie et la chaîne d'approvisionnement alimentaire.
6. Engagements du département des marchés des capitaux d'IFC, hormis Fonds de placement et Capital-investissement.
7. Y compris les MPME qui empruntent directement auprès d'IFC, les institutions financières dont plus de 50 % des entreprises clientes sont des MPME, et tout autre investissement visant spécialement les MPME en tant que principaux bénéficiaires.

CRÉER DES OPPORTUNITÉS LÀ OÙ ELLES FONT LE PLUS DÉFAUT

IFC et ses clients apportent de multiples contributions aux pays en développement. Le succès des clients de la Société peut avoir des retombées sur l'ensemble de l'économie et permettre à de nombreux groupes de population, à commencer par les pauvres, d'améliorer leur situation.



31,1 millions

DE CONSOMMATEURS
APPROVISIONNÉS EN GAZ

684 000

PME ET MICRO-ENTREPRISES
TOUCHÉES

**420 millions
de dollars**

DE FINANCEMENTS ADOSSÉS
À DES BIENS MEUBLES AU PROFIT
DE 38 000 ENTREPRISES



6,14 millions

DE CONTENEURS D'EXPÉDITION
DE SIX MÈTRES TRANSPORTÉS
(ÉQUIVALENT)

**12 milliards
de dollars**

DE BIENS ET SERVICES ACHETÉS
À DES FOURNISSEURS LOCAUX

1,7 million

DE PERSONNES DEVANT BÉNÉFICIER
D'UN MEILLEUR ACCÈS AUX SERVICES
D'INFRASTRUCTURE ET 390 MILLIONS
DE DOLLARS MOBILISÉS PAR DES
PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ



903 000

ÉTUDIANTS FORMÉS

**83 milliards
de dollars**

DE PRÊTS ACCORDÉS AUX MPME

**400 millions
de dollars**

DE NOUVEAUX INVESTISSEMENTS
GRÂCE AUX RÉFORMES
SECTORIELLES ET AUX
ACTIVITÉS DE PROMOTION
DE L'INVESTISSEMENT MENÉES
AVEC LES POUVOIRS PUBLICS



**MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD**

244 000

EMPLOIS CRÉÉS

3,6 millions

DE PATIENTS TRAITÉS

**180 millions
de dollars**

DE NOUVEAUX FINANCEMENTS POUR
LES ENTREPRISES AYANT AMÉLIORÉ
LEURS PRATIQUES EN MATIÈRE
DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE



ASIE DU SUD

120 millions

DE BRANCHEMENTS
TÉLÉPHONIQUES

620 000

AGRICULTEURS TOUCHÉS

**310 millions
de dollars**

DE NOUVEAUX INVESTISSEMENTS
GRÂCE AUX RÉFORMES
SECTORIELLES ET AUX
ACTIVITÉS DE PROMOTION
DE L'INVESTISSEMENT MENÉES
AVEC LES POUVOIRS PUBLICS



**AFRIQUE
SUBSAHARIENNE**

11,1 millions

DE CONSOMMATEURS ALIMENTÉS
EN ÉLECTRICITÉ (PRODUCTION +
DISTRIBUTION)

**4 milliards
de dollars**

DE FINANCEMENTS ADOSSÉS
À DES BIENS MEUBLES AU PROFIT
DE 3 600 ENTREPRISES

3 millions

DE PERSONNES ONT ÉTÉ ÉQUIPÉES
D'UN ÉCLAIRAGE HORS RÉSEAU

Les activités et le savoir-faire d'IFC

Grâce à l'expérience qu'elle a acquise dans toutes les régions du monde et dans pratiquement tous les secteurs, la Société est en mesure d'offrir à ses clients un éventail inégalé d'avantages.

LES MARCHÉS CIBLES DES OPÉRATIONS D'IFC

Plus importante institution mondiale de développement axée sur le secteur privé, IFC intervient dans une centaine de pays. La Société met à profit les enseignements tirés de l'expérience d'une région pour apporter des solutions aux problèmes d'autres régions. Elle aide également les entreprises locales à mieux utiliser leur propre savoir en saisissant des opportunités dans d'autres pays en développement.

NOS BUREAUX



LES TROIS CATÉGORIES D'ACTIVITÉ D'IFC

Les trois catégories d'activité d'IFC (services d'investissement, services-conseil et gestion d'actifs) se complètent et permettent à la Société de mettre ses connaissances spécialisées de portée mondiale au service de ses clients dans les pays en développement.

Elles lui donnent un avantage particulier pour aider le secteur privé à créer des opportunités dans ces pays : la Société peut adapter ses investissements et ses conseils aux besoins de ses clients en utilisant des formules créatrices de valeur. Son aptitude à attirer d'autres investisseurs présente des avantages supplémentaires, car elle lui permet de proposer à ses clients de nouvelles sources de financement et de nouvelles manières de faire durablement des affaires.

LES SERVICES D'INVESTISSEMENT D'IFC

La vaste gamme de services et de produits financiers d'IFC peut contribuer à réduire la pauvreté et à stimuler la croissance à long terme en favorisant le développement d'entreprises viables, en encourageant l'entrepreneuriat et en mobilisant des ressources qui ne seraient pas disponibles en d'autres circonstances.

Les produits financiers d'IFC sont adaptés aux besoins de chaque projet. La Société fournit des capitaux de développement, mais il incombe aux intérêts privés de mobiliser la majeure partie des financements, d'assumer la direction des opérations et la responsabilité de la gestion des activités.

Durant l'exercice 13, IFC a investi environ 18,3 milliards de dollars dans 612 projets, dont 6,6 milliards de dollars ont été affectés à des projets dans des pays IDA. En outre, elle a mobilisé 6,5 milliards de dollars à l'appui du secteur privé des pays en développement. Son portefeuille d'opérations d'investissement atteint désormais une valeur de 50 milliards de dollars et bénéficie à près de 2 000 entreprises réparties dans 126 pays.

LES PRODUITS

LES PRODUITS

IFC consent des financements sur projet et des prêts aux entreprises pour son propre compte durant une période allant généralement de 7 à 12 ans. Elle accorde aussi des prêts à des intermédiaires bancaires, à des sociétés de crédit-bail et à d'autres institutions financières qui rétrocèdent ces ressources.

Si, dans le passé, ses prêts étaient généralement libellés dans la monnaie des grandes nations industrielles, IFC accorde maintenant la priorité au montage de produits en monnaie nationale. IFC a fourni des financements libellés en plus de 50 monnaies nationales.

Durant l'exercice 13, IFC a engagé près de 8,5 milliards de dollars au titre de nouveaux prêts, portant ainsi son portefeuille de prêts total à environ 31,5 milliards de dollars.

PARTICIPATIONS

Les prises de participations fournissent l'appui au développement et le capital-développement à long terme dont les sociétés privées ont besoin. IFC prend des participations dans des sociétés directement ou par le biais de fonds de participation privés. Pendant l'exercice 13, les prises de participation ont représenté près de 2,7 milliards de dollars sur le total des engagements effectués par la Société pour son propre compte.

Le total du portefeuille de participations d'IFC pour son propre compte a ainsi été porté à 12 milliards de dollars, sur base caisse, dans 819 entreprises réparties dans 118 pays.

En règle générale, IFC prend une participation de 5 à 20 % au capital d'une entreprise. Elle encourage souvent les sociétés dans lesquelles elle investit à élargir l'actionnariat en procédant à leur inscription en bourse, ce qui contribue à développer les marchés financiers locaux.

Elle investit également par le biais de prêts assortis d'une participation aux bénéfices, de prêts convertibles et d'actions privilégiées.

FINANCEMENT DU COMMERCE

Le programme de financement du commerce mondial mis en place par IFC garantit les obligations de paiement d'institutions financières agréées au titre d'échanges commerciaux. Il permet d'accroître le volume des crédits commerciaux que les banques peuvent accorder et de compléter les financements de ces dernières en faisant bénéficier de mécanismes d'atténuation des risques, au cas par cas, plus de 200 banques réparties dans plus de 80 pays.

Pendant l'exercice 13, le financement des transactions commerciales a représenté près de 6,5 milliards de dollars sur le total des engagements effectués par la Société pour son propre compte. Depuis sa création en 2009, le Programme de liquidités pour le commerce mondial (GTLP) d'IFC a permis de mobiliser 24,4 milliards de dollars à l'appui du commerce dans les pays en développement.

PRÊTS SYNDIQUÉS

Le Programme de prêts syndiqués d'IFC, le plus ancien et le plus important programme de syndication des banques multilatérales de développement, est un important outil de mobilisation de capitaux au service du développement. Durant l'exercice 13, il a été à l'origine de près de la moitié des fonds mobilisés par IFC.

Durant l'exercice 13, IFC a investi environ

18,3

milliards de dollars dans 612 projets, dont 6,6 milliards de dollars dans les pays IDA.

Durant l'exercice 13, IFC a engagé près de

8,5

milliards de dollars au titre de nouveaux prêts.

Au cours de l'exercice 13, les prêts syndiqués par IFC se sont montés à environ 3,1 milliards de dollars sous forme de prêts B et de prêts parallèles accordés par une soixantaine de cofinanciers, y compris des banques commerciales, des fonds et des institutions de financement du développement. La Société a ainsi porté son portefeuille de syndications à 13,6 milliards de dollars.

Les emprunteurs du secteur des infrastructures ont reçu 51 % du montant total des prêts syndiqués par IFC. Plus du tiers des financements mobilisés dans le cadre de syndications – soit un montant sans précédent de 1,2 milliard de dollars – est allé à des emprunteurs situés dans des pays IDA. IFC a également établi un record – 868 millions de dollars – en ce qui concerne le montant des prêts syndiqués accordés à des emprunteurs d'Afrique subsaharienne.

FINANCEMENTS STRUCTURÉS

Les produits structurés et les produits titrisés permettent de mettre à la disposition des clients d'IFC des financements d'un bon rapport coût-efficacité qu'ils auraient des difficultés à obtenir autrement. Parmi ces produits figurent les garanties partielles de crédit, les mécanismes structurés de liquidités, les instruments de transfert de risque de portefeuille, les opérations de titrisation et les produits financiers islamiques. IFC exploite ses compétences en matière de montages financiers, ainsi que

la note AAA que lui attribuent les agences de notation internationales, pour aider ses clients à diversifier leurs sources de financement, à allonger leurs échéances et à contracter des emprunts dans la monnaie de leur choix.

SERVICES DE GESTION DES RISQUES DES CLIENTS

IFC fournit des produits dérivés à ses clients pour leur permettre de couvrir les risques associés aux taux d'intérêt, aux taux de change et aux prix des produits de base. IFC assure l'intermédiation entre ses clients dans les pays en développement et les teneurs de marchés de produits dérivés afin de permettre à ses clients d'avoir pleinement accès aux produits de gestion des risques.

FINANCEMENTS MIXTES

IFC combine parfois les financements concessionnels, qui sont généralement fournis par les bailleurs de fonds partenaires, avec ses propres ressources pour financer des initiatives et produire un impact au plan du développement qui seraient impossibles à concrétiser autrement. La Société a appliqué cette approche dans trois grands domaines stratégiques prioritaires : le changement climatique ; l'agroindustrie et la sécurité alimentaire ; le financement des petites et moyennes entreprises. Durant l'exercice 13, la Société a engagé plus de 155 millions de dollars de financements de bailleurs de fonds et mobilisé plus de 2,5 milliards de dollars de ses propres fonds et de fonds du secteur privé.

SERVICES-CONSEIL D'IFC

Le développement du secteur privé ne nécessite pas seulement des financements. L'expérience montre combien les services-conseil peuvent contribuer à renforcer l'impact des investissements d'IFC sur le développement, à débloquer les investissements et à aider les entreprises à se développer et à créer des emplois (voir page 84).

Pour prospérer, les entreprises n'ont pas seulement besoin d'investissement financier. Il leur faut également un cadre réglementaire favorable à l'entrepreneuriat et des conseils sur les meilleures pratiques commerciales. IFC conseille les autorités nationales et locales sur les moyens d'améliorer le climat de l'investissement et de renforcer les infrastructures de base. Elle aide les entreprises à améliorer les pratiques de gouvernement d'entreprise, à renforcer la gestion des risques et à assurer leur viabilité financière, environnementale et sociale.

IFC intervient dans plus de 105 pays et a plus de 660 projets en cours. Le financement est assuré par la Société, ses partenaires et ses clients. Les dépenses d'IFC au titre de son programme de services-conseil se sont montées à 232 millions de dollars au cours de l'exercice 13, contre 197 millions durant l'exercice 12. Au total, 65 % du programme ont bénéficié à des pays IDA et 18 % à des États fragiles ou touchés par un conflit.

DOMAINES D'INTERVENTION

ACCÈS AUX FINANCEMENTS

IFC aide à accroître l'offre et à réduire le coût des services financiers pour les particuliers, les PME et les micro-entreprises. Elle aide ses clients financiers à fournir des services financiers diversifiés et à mettre en place les infrastructures financières nécessaires pour assurer une croissance durable et créer des emplois. À la clôture de l'exercice 13, la Société disposait d'un portefeuille de 263 projets en cours d'une valeur totale de 342,6 millions de dollars visant à promouvoir l'accès au crédit dans 72 pays. Dans le cadre de ces projets, elle a dépensé environ 62,6 millions de dollars durant l'exercice au titre de son programme de services-conseil, dont 61 % dans des pays IDA et 13 % dans des États fragiles ou touchés par un conflit.

CLIMAT DE L'INVESTISSEMENT

IFC aide les pouvoirs publics à mettre en œuvre des réformes visant à améliorer le cadre de l'activité économique ainsi qu'à attirer et conserver des investissements en encourageant le développement de marchés compétitifs, la croissance et la création d'emplois. Elle aide également à corriger les lacunes juridiques et politiques qui nuisent à l'investissement. À la clôture de l'exercice 13, le portefeuille de la Société se composait de 143 projets en cours dans le domaine du climat de l'investissement, répartis dans 65 pays et évalués à environ 288,9 millions de dollars. Dans le cadre de ces projets, IFC a dépensé 74,8 millions de dollars durant l'exercice au titre de son programme de services-conseil, dont 76 % dans des pays IDA et 29 % dans des États fragiles ou touchés par un conflit.

IFC fournit des services-conseil dans

105

pays et a plus de 660 projets en cours.

Durant l'exercice 13, les dépenses d'IFC au titre de son programme de services-conseil se sont montées à plus de

232

millions de dollars, dont 65 % ont bénéficié à des pays IDA et 18 % à des zones touchées par un conflit.

PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

IFC aide les autorités nationales à concevoir et mettre en place des partenariats public-privé dans le secteur des infrastructures et d'autres services publics de base. Ses conseils permettent d'optimiser la capacité du secteur privé à accroître l'accès aux services publics — électricité, eau, santé, éducation, etc. — tout en améliorant la qualité et l'efficacité de ces services. À la clôture de l'exercice 13, IFC disposait d'un portefeuille de 103 projets de partenariats public-privé en cours dans 53 pays, représentant environ 126 millions de dollars. Au cours de cet exercice, les dépenses qu'elle a effectuées dans ce domaine au titre de son programme de services-conseil ont atteint 39,5 millions de dollars.

ACTIVITÉS COMMERCIALES DURABLES

IFC aide ses clients à promouvoir l'application de normes environnementales, sociales et sectorielles et de normes de bonne gouvernance rigoureuses, à stimuler les investissements en faveur de l'énergie propre et de l'utilisation efficace des ressources, et à promouvoir des chaînes d'approvisionnement durables et les investissements communautaires. Elle intervient dans plusieurs secteurs différents, y compris l'agroindustrie et la foresterie, l'industrie manufacturière et les services, les infrastructures, les hydrocarbures et les industries extractives, et les marchés financiers. À la clôture de l'exercice 13, IFC avait un portefeuille de 157 projets d'activité économique viable en cours dans 58 pays, d'une valeur totale de 279,7 millions de dollars. Au cours de cet exercice, les dépenses qu'elle a effectuées dans ce domaine au titre de son programme de services-conseil ont atteint 55 millions de dollars.

IFC ASSET MANAGEMENT COMPANY

IFC Asset Management Company LLC (AMC), filiale à part entière d'IFC, mobilise et gère des fonds à l'appui d'investissements dans les pays en développement et sur les marchés pionniers. Créée en 2009, elle aide les investisseurs à accéder aux projets d'investissement d'IFC sur les marchés émergents et à accroître l'offre de capitaux à long terme sur ces marchés afin d'appuyer les objectifs d'IFC en matière de développement tout en générant des profits pour eux-mêmes en tirant parti de l'envergure mondiale d'IFC, de ses normes, de ses méthodes d'investissement et de sa réputation.

Au 30 juin 2013, AMC gérait des actifs d'une valeur approximative de 5,5 milliards de dollars. Elle administre six fonds d'investissement au nom d'un large éventail d'investisseurs institutionnels, parmi lesquels des fonds souverains, des fonds de pension et des institutions de financement du développement.

FONDS AMC

FONDS DE RECAPITALISATION D'IFC

Le Fonds de recapitalisation d'IFC, doté de 3 milliards de dollars, se compose d'un fonds de participation de 1,3 milliard de dollars et d'un fonds de créances subordonnées de 1,7 milliard de dollars. Lancé en 2009, le Fonds de recapitalisation contribue à renforcer les banques qui présentent une importance systémique dans les pays émergents en les aidant à faire face aux fléchissements de la conjoncture financière et économique. Il est alimenté conjointement par un investissement de 2 milliards de dollars de la Banque japonaise pour la coopération internationale et un investissement d'IFC à hauteur de 1 milliard de dollars. À la clôture de l'exercice 13, il avait engagé depuis sa création un montant total de près de 2,1 milliards de dollars au titre de 29 projets d'investissement.

FONDS POUR L'AFRIQUE, L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES D'IFC

Le Fonds d'un milliard de dollars d'IFC pour l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes a été lancé en 2010 et bénéficie d'engagements d'IFC, de l'Abu Dhabi Investment Authority, du gestionnaire de fonds de pension néerlandais PGGM, de la Korea Investment Corporation, du fonds pétrolier de la République d'Azerbaïdjan, d'un fonds public d'Arabie Saoudite et d'un fonds de pension international. Conjointement avec IFC, le Fonds investit sous forme de participations et d'instruments connexes dans un large éventail de secteurs en Afrique subsaharienne, en Amérique latine et dans les Caraïbes. À la clôture de l'exercice 13, il avait engagé depuis sa création un montant total de 609,9 millions de dollars au titre de 19 projets d'investissements.

FONDS DE RECAPITALISATION POUR L'AFRIQUE

Lancé en 2010 et doté de 182 millions de dollars, le Fonds de recapitalisation pour l'Afrique a pour mission d'investir dans les banques commerciales qui présentent une importance systémique en Afrique. Le Fonds d'Abu Dhabi pour

le développement, la Banque africaine de développement, le groupe CDC, la Banque européenne d'investissement, le Fonds OPEP pour le développement international et la Sumitomo Mitsui Banking Corporation comptent parmi les investisseurs qui contribuent à ce fonds. À la clôture de l'exercice 13, il avait engagé depuis sa création un montant total de 101,8 millions de dollars au titre de 6 projets d'investissements.

FONDS DE RECAPITALISATION DES BANQUES RUSSES D'IFC

Lancé en 2012 et doté de 550 millions de dollars, le Fonds de recapitalisation des banques russes d'IFC a pour mission d'investir dans les banques commerciales russes. Ce fonds, dont la dernière tranche de souscription a été close en juin 2013, bénéficie d'engagements d'IFC, du ministère russe des Finances et de la banque russe Vnesheconombank (VEB). À la clôture de l'exercice 13, il avait engagé un montant total de 78,2 millions de dollars au titre de deux projets d'investissements.

FONDS CATALYSEUR D'IFC

Le fonds catalyseur d'IFC investit dans des fonds visant à procurer des capitaux de développement aux entreprises qui élaborent des moyens nouveaux de faire face aux enjeux du changement climatique dans les marchés émergents. Il investit aussi directement dans ces entreprises. À la clôture de l'exercice 13, les investisseurs de ce fonds comprenaient IFC, le ministère britannique de l'Énergie et du Changement climatique, le ministère britannique du Développement international, le fonds pétrolier de la République d'Azerbaïdjan et le Gouvernement canadien.

FONDS MONDIAL POUR L'INFRASTRUCTURE D'IFC

Conjointement avec IFC, le Fonds mondial pour l'infrastructure investit sous forme de participations et d'instruments connexes dans le secteur des infrastructures des marchés émergents. À la clôture de l'exercice 13, les investisseurs de ce fonds comprenaient IFC, le fonds pétrolier de la République d'Azerbaïdjan, le fonds de retraite de Transport for London et un fonds souverain asiatique.

LES COMPÉTENCES SPÉCIALISÉES D'IFC

Le rôle primordial que joue IFC dans le développement durable du secteur privé tient à un avantage distinctif : la profondeur et l'étendue des connaissances spécialisées acquises au cours de plus de 50 ans consacrés à promouvoir la réussite et l'expansion des entreprises des marchés émergents.

La Société s'efforce de tirer parti de ses connaissances sectorielles au niveau mondial — dans l'ensemble de ses services d'investissement et de conseil — pour s'attaquer aux plus grands problèmes de développement des années à venir.

AGROINDUSTRIE ET SECTEUR FORESTIER

L'agroindustrie peut jouer un rôle important dans la réduction de la pauvreté. Le secteur agricole assure souvent la moitié au moins du PIB et des emplois dans de nombreux pays en développement, ce qui en fait un secteur prioritaire pour IFC.

IFC aide le secteur privé à répondre à la demande croissante du marché d'une manière écologiquement viable et propice à la cohésion sociale. Elle propose des mécanismes de financement des fonds de roulement pour aider ses clients à financer les stocks et les achats de semences, d'engrais, de produits chimiques et de carburant des agriculteurs. Pour faciliter le commerce et réduire les coûts, IFC réalise des investissements dans des infrastructures telles que les entrepôts et les chambres froides. Pour promouvoir l'exploitation durable des terres, elle s'emploie à améliorer la productivité grâce aux transferts de technologie et à l'utilisation optimale des ressources.

Durant l'exercice 13, ses nouveaux engagements dans l'agroindustrie et la foresterie ont atteint près de 1,3 milliard de dollars, soit environ 7 % des engagements de la Société pour son propre compte.

MARCHÉS FINANCIERS

Des marchés financiers sains, durables et accessibles à tous jouent un rôle essentiel dans le développement en assurant une répartition efficace des ressources. Le travail d'IFC avec les intermédiaires financiers a contribué à renforcer les institutions financières et le système financier dans son ensemble. Cette collaboration lui a aussi permis de prêter son concours à un nombre beaucoup plus grand de PME et de micro-entreprises qu'elle ne l'aurait pu en intervenant seule.

En collaborant avec les intermédiaires financiers, IFC peut

les encourager à s'engager davantage dans les secteurs qui constituent des priorités stratégiques — entreprises appartenant à des femmes, changement climatique, etc. — et dans des régions mal desservies — telles que les États fragiles ou en situation de conflit — ainsi que dans les secteurs du logement, des infrastructures et des services sociaux.

Durant l'exercice 13, les engagements d'IFC sur les marchés financiers se sont chiffrés à quelque 3,6 milliards de dollars, soit près de 20 % des engagements de la Société pour son propre compte.

SERVICES SOCIAUX ET SERVICES AUX CONSOMMATEURS

IFC est le plus important investisseur multilatéral au monde dans les services privés de santé et d'éducation. Elle s'efforce d'améliorer l'accès à des services de santé et d'éducation de qualité tout en contribuant au développement de secteurs créateurs d'emplois tels que le tourisme, le commerce de détail et le bâtiment. Elle aide à améliorer les normes de qualité et d'efficacité, à faciliter la diffusion des meilleures pratiques et à créer des emplois pour des professionnels qualifiés.

Outre les investissements directs qu'elle effectue dans les entreprises citoyennes, elle a également pour rôle de partager les connaissances et les compétences spécialisées dans les branches d'activité, de financer les entreprises de petite taille, de relever les normes dans les domaines de la médecine et de l'éducation, et d'aider les clients à élargir la portée de leurs services pour en faire bénéficier les populations à faible revenu. Au cours de l'exercice 13, ses nouveaux engagements dans les secteurs des services aux consommateurs et des services sociaux ont atteint un montant total d'environ 1,6 milliard de dollars, soit près de 9 % des engagements de la Société pour son propre compte.

Durant l'exercice 13, les engagements d'IFC sur les marchés financiers se sont chiffrés à quelque

3,6

milliards de dollars, soit près de 20 % des engagements de la Société pour son propre compte.

INFRASTRUCTURE

Les infrastructures modernes stimulent la croissance économique, améliorent le niveau de vie et peuvent aider de manière cruciale à faire face aux nouveaux problèmes de développement tels que l'urbanisation rapide et le changement climatique.

C'est également un domaine dans lequel le secteur privé peut apporter une contribution importante en fournissant des services essentiels à beaucoup de gens, tout en respectant les impératifs d'efficacité, d'accessibilité financière et de rentabilité. IFC met l'accent sur l'aide aux projets d'infrastructure privés dont le modèle de fonctionnement novateur et à fort impact peut se prêter à une large diffusion.

IFC aide à élargir l'accès à l'électricité, aux transports et à l'eau en finançant des projets d'infrastructure et en fournissant aux gouvernements clients des conseils sur les partenariats public-privé. Elle atténue les risques et exploite ses compétences spécialisées, notamment pour mettre sur pied des montages financiers. Au cours de l'exercice 13, ses nouveaux engagements dans ce secteur se sont chiffrés à 2,2 milliards de dollars, soit environ 12 % des engagements de la Société pour son propre compte.

INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

Le secteur des industries manufacturières contribue de manière cruciale à la création d'opportunités et à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. En général, les clients qui sollicitent les services

d'IFC dans ce secteur créent ou préservent davantage d'emplois que ceux de tout autre secteur.

IFC a accru ses activités dans ce secteur, qui englobe les matériaux de construction, les équipements à haut rendement énergétique, les produits chimiques, ainsi que l'énergie solaire et éolienne. Elle investit dans des sociétés qui développent de nouveaux produits et marchés, qui se réorganisent ou qui se modernisent afin d'être plus compétitives au niveau international.

Étant donné que les industries manufacturières comptent parmi celles qui émettent le plus de carbone, la Société aide ses clients à monter et à réaliser des investissements qui contribuent à réduire les émissions de carbone et la consommation d'énergie.

Au cours de l'exercice 13, ses nouveaux engagements dans ce secteur se sont chiffrés à 1,3 milliard de dollars, soit environ 7 % des engagements de la Société pour son propre compte.

PÉTROLE, GAZ ET INDUSTRIES EXTRACTIVES

Les branches d'activité qui peuvent exploiter les ressources naturelles sont d'une importance cruciale pour bon nombre de pays parmi les plus pauvres de la planète. Elles procurent aux économies locales des emplois, des sources d'énergie, des recettes publiques et un large éventail d'autres avantages précieux. Dans beaucoup de pays, les investissements durables et à grande échelle dans ces secteurs peuvent avoir des effets très positifs sur le développement économique.

Le rôle d'IFC dans le secteur des hydrocarbures et des industries extractives consiste à aider les pays

en développement à concrétiser ces avantages. La Société fournit des financements et des services-conseil à ses clients du secteur privé et aide également les autorités nationales à adopter des réglementations efficaces et à mieux gérer ces branches d'activité d'un bout à l'autre de la chaîne de valeur.

IFC appuie les investissements du secteur privé dans ces branches d'activité et fait en sorte que les populations locales en tirent des avantages concrets. Au cours de l'exercice 13, ses nouveaux engagements dans ce secteur se sont chiffrés à 390 millions de dollars, soit environ 2 % des engagements de la Société pour son propre compte.

TÉLÉCOMMUNICATIONS, MÉDIAS ET TECHNOLOGIE

Grâce aux technologies modernes de l'information et des communications, il est plus facile aux populations pauvres d'avoir accès à des services et à des ressources. Ces technologies accroissent les opportunités ainsi que l'efficacité des marchés et des institutions. IFC s'emploie à rendre ces technologies plus accessibles. Elle dirige les investissements vers des sociétés privées qui poursuivent des activités dans le domaine des infrastructures de communication et des technologies de l'information et qui mettent au point des technologies respectueuses du climat.

La Société aide de plus en plus ses clients à s'implanter sur d'autres marchés en développement, au-delà de leurs frontières nationales. Pour l'exercice 13, ses nouveaux engagements dans ce domaine se sont chiffrés à 470 millions de dollars environ.

Le personnel et les pratiques d'IFC

La détermination d'IFC à lutter contre la pauvreté et à créer des opportunités pour les populations les plus vulnérables du monde en développement est la manifestation concrète de sa culture d'entreprise.

IFC EN ACTION

L'histoire d'IFC montre qu'elle tire des enseignements de son expérience et affronte de nouveaux défis. Ses services sont mieux placés que jamais pour optimiser son impact sur le développement. Plus de la moitié de l'effectif d'IFC est basée dans les pays en développement, à proximité des clients et des communautés desservis. De même, l'effectif n'a jamais été aussi diversifié, près des deux tiers des agents venant de pays en développement.

La culture institutionnelle d'une organisation détermine fondamentalement son aptitude à produire des résultats et à relever de nouveaux défis. « IFC en action » représente une manière d'être, de définir et de consolider la culture et la marque de la Société, et une manière d'assurer la participation de ses agents à tous les niveaux et dans toutes les régions, pour donner à la direction les informations nécessaires à la prise de décisions. « IFC en action », c'est aussi l'expression de la vision, des valeurs fondamentales de l'institution, de sa raison d'être et de son mode de fonctionnement.



VISION

Chacun doit avoir une chance d'échapper à la pauvreté et d'avoir une vie meilleure.

VALEURS FONDAMENTALES

Excellence, conviction, intégrité, travail en équipe et diversité.

OBJECTIF

Offrir aux populations la possibilité d'échapper à la pauvreté et d'améliorer leurs conditions de vie en catalysant les moyens nécessaires à une croissance solidaire et durable :

- » En mobilisant d'autres sources de financement pour financer le développement de l'entreprise privée
- » En favorisant le développement de marchés ouverts et concurrentiels dans les pays en développement
- » En appuyant les entreprises et les autres partenaires du secteur privé là où le besoin s'en fait sentir
- » En aidant à générer des emplois productifs et à fournir des services essentiels aux populations pauvres et vulnérables

Pour atteindre son objectif, IFC offre des solutions qui peuvent avoir un impact au plan du développement et revêtent la forme d'interventions au niveau des entreprises (services d'investissement, services-conseil et IFC Asset Management Company). En même temps, la Société s'efforce de promouvoir une action collective mondiale, de renforcer les structures de gouvernance et l'établissement de normes, et d'œuvrer à la mise en place de cadres propices à l'activité économique.

MODE D'ACTION

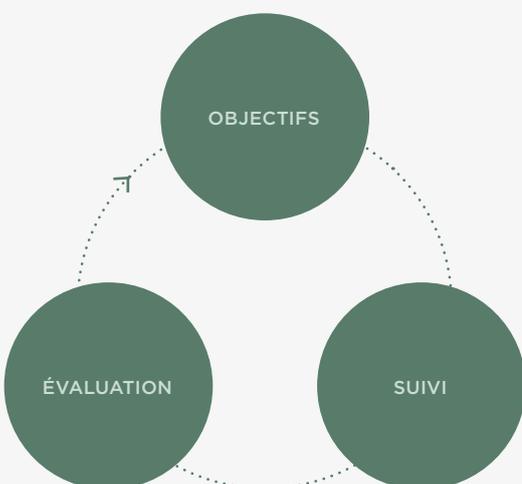
- » IFC aide ses clients à réussir dans un monde en mutation
- » Des affaires profitables sont durables et la durabilité est profitable pour les affaires
- » Une IFC, une équipe, un but
- » La diversité a une valeur ajoutée
- » Il faut œuvrer en partenariat pour créer des opportunités
- » Un savoir mondial, un savoir-faire local
- » L'innovation est un risque à prendre
- » Il faut tirer les leçons de l'expérience
- » Travailler intelligemment et dans la bonne humeur
- » Aucun horizon n'est trop éloigné ou trop difficile à atteindre

LA MÉTHODE SUIVIE PAR IFC POUR MESURER SES RÉSULTATS

Il est indispensable de mesurer les résultats obtenus par IFC pour vérifier si sa stratégie fonctionne — et si elle atteint les populations et les marchés qui ont le plus besoin de son aide.

Le système de mesure des résultats d'IFC comprend trois composantes qui se renforcent mutuellement : les objectifs de développement d'IFC, un système de suivi destiné à mesurer les résultats au plan du développement, et une évaluation systématique de l'impact des opérations d'investissement et de services-conseil de la Société.

Outre les résultats au plan du développement, IFC cherche aussi à déterminer sa valeur ajoutée, c'est-à-dire les avantages et les gains spécifiquement associés à sa participation à un projet.



IFC examine également dans quelle mesure ses activités influent sur le comportement des autres acteurs du marché dans des domaines étrangers à ses propres projets. Les changements de comportement — appelés « effets de démonstration » — se traduisent par exemple par la décision d'une banque d'exercer des activités de prêt dans un nouveau secteur, la décision d'un nouveau promoteur de financer une initiative semblable à un projet mis en œuvre avec l'aide d'IFC, ou la décision des pouvoirs publics d'un pays d'imiter les réformes engagées par les autorités d'un pays client d'IFC.

IFC juge essentiel de comprendre l'impact de ses activités et d'intégrer dans ses opérations les enseignements tirés de l'évaluation de ses résultats. Pour mieux y parvenir, elle a commencé à tester et à utiliser de nouveaux instruments de suivi et de nouvelles approches d'évaluation.

Ce travail contribuera à la réalisation des deux objectifs primordiaux du Groupe de la Banque mondiale : mettre fin à la pauvreté extrême d'ici 2030 et promouvoir une prospérité partagée. IFC a par ailleurs poursuivi son étroite collaboration avec d'autres institutions de financement du développement (IFD). Elle dirige actuellement un effort collectif visant à harmoniser un ensemble d'indicateurs de base permettant d'assurer le suivi des résultats des activités d'investissement au plan du développement.

Le lancement de l'étude d'IFC sur l'emploi (voir page 43 pour plus de détails) a renforcé la collaboration entre la Société et les IFD. Une trentaine d'autres institutions ont accepté de collaborer avec elle pour créer plus d'emplois de qualité. IFC s'efforce actuellement d'appliquer les recommandations de l'étude.

LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT D'IFC

Les objectifs de développement d'IFC sont les résultats que la Société attend des projets qu'elle a signés ou engagés du point de vue de l'extension du rayon d'action et d'accès et d'autres éléments de développement tangibles devant être apportés par les projets durant leur cycle de vie.

Deux de ces objectifs — santé/éducation et services financiers — sont passés de la phase d'expérimentation à celle de la mise en œuvre au cours de l'exercice 13 et sont pleinement intégrés dans le tableau de bord institutionnel d'IFC et ses mesures d'incitation destinées aux dirigeants. Ils seront aussi prochainement pris en compte dans l'attribution de primes de résultat à long terme.

Les objectifs de développement d'IFC, tant pendant la phase d'expérimentation que pendant celle de la mise en œuvre, se sont avérés utiles pour orienter les activités d'IFC dans les secteurs où elles ont le plus d'impact. L'autre intérêt de ces objectifs est d'encourager le personnel à décloisonner le travail entre les différents départements et domaines d'intervention des services-conseil en adoptant des approches transversales et globales pour améliorer l'impact de la Société sur le développement.

IFC compte mettre en œuvre un autre objectif au cours de l'exercice 14 : le calcul du nombre de personnes qui, grâce à la Société, ont bénéficié d'occasions nouvelles ou meilleures de pratiquer une agriculture durable.

LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT D'IFC

1 : *Agroindustrie*

Accroître ou améliorer les possibilités de pratiques agricoles durables

2 : *Santé et éducation*

Améliorer les services de santé et d'éducation

3 : *Services financiers*

Accroître l'accès aux services financiers pour les particuliers, les PME et les microentreprises clientes

4 : *Infrastructure*

Accroître ou améliorer les services d'infrastructure

5 : *Croissance économique*

Augmenter la valeur ajoutée par les clients d'IFC à leur économie nationale

6 : *Changement climatique*

Réduire les émissions de gaz à effet de serre

À tout moment, IFC conduit plus de

20

évaluations à propos de ses investissements et services-conseil.

SUIVI DES RÉSULTATS

IFC utilise son Système de suivi des réalisations au plan du développement (DOTS) pour évaluer l'impact de ses investissements et de ses services-conseil sur le développement.

Pour les services d'investissement, le DOTS couvre, après certaines exclusions, 1 727 sociétés sous supervision. Ce rapport concerne les 716 investissements sur les quelque 780 approuvés entre 2004 et 2009 qui ont atteint un régime de croisière suffisant pour être évalués et qui sont suffisamment récents pour être pertinents. Les évaluations de l'exercice 13 correspondent aux données et performances des clients d'IFC pour 2012. Chaque année, la cohorte d'investissements examinés glisse d'un an.

Le rapport examine également la portée actuelle de tous les investissements en cours du portefeuille d'IFC. Les indicateurs du champ d'action mesurent le nombre de personnes touchées par les clients d'IFC ou la valeur monétaire pour certaines parties prenantes, indépendamment de la taille de l'investissement d'IFC.

Le DOTS ne couvre généralement pas certains projets, notamment ceux qui prolongent des projets existants, les projets segmentés et certains produits financiers comme les émissions de droits de souscription.

Pour les services-conseil, le DOTS couvre tous les projets qui sont actifs, terminés ou en attente, remontant jusqu'à l'exercice 06. Les évaluations de l'exercice 13 sont basées sur l'examen de 149 rapports d'achèvement présentés en 2012, dont 124 ont pu être évalués. La moyenne glissante est fondée sur l'examen de 494 rapports d'achèvement présentés entre les années civiles 2010 et 2012, dont 396 ont été évalués.

Les projets de services-conseil n'ayant pas pu être évalués du point de vue de leur efficacité au plan du développement ont été exclus de l'analyse soit parce qu'ils ne comportaient pas de contacts avec les clients, soit parce qu'ils n'avaient pas réalisé leurs résultats et leurs effets à la date des évaluations.

IFC continue de publier des informations sur les résultats obtenus au plan du développement dans l'ensemble de son portefeuille et les fait examiner par un bureau d'études extérieur.

ÉVALUATION DES RÉSULTATS

L'évaluation fait partie intégrante de la mesure des résultats d'IFC depuis 2005, année au cours de laquelle IFC a commencé à travailler avec des évaluateurs externes pour tirer des enseignements utiles et évaluer de façon impartiale l'efficacité des projets au plan du développement. Les évaluations mettent en évidence les facteurs de succès ou d'échec des projets et aident ainsi la Société à comprendre ce qu'elle doit faire — ou ne pas faire — pour mener à bien sa mission.

L'investissement d'IFC dans les évaluations a augmenté rapidement, et la Société conduit désormais à tout moment une vingtaine d'entre elles à propos de ses investissements et services-conseil. Les évaluations sont conduites à l'échelon des projets, des programmes ou des domaines thématiques, ainsi qu'au niveau des mécanismes financés par les bailleurs de fonds, au niveau des pays et au niveau des régions.

La stratégie d'évaluation d'IFC repose sur l'optimisation des possibilités d'apprentissage. Elle poursuit quatre objectifs : 1) articuler d'une manière crédible la contribution d'IFC au développement ; 2) apprendre à maximiser l'efficacité des interventions d'IFC ; 3) fournir

MÉTHODE UTILISÉE PAR IFC POUR SUIVRE LES RÉSULTATS

Le DOTS permet de suivre en temps réel les résultats produits au plan du développement tout au long du cycle du projet. Au début d'un projet, les services d'IFC déterminent des indicateurs appropriés, assortis de données de référence et d'objectifs de résultats. Ils suivent les progrès en menant des activités de supervision, ce qui leur permet d'assurer, immédiatement et jusqu'à la clôture du projet, la prise en compte des retours d'informations dans les opérations.

Le présent rapport indique la notation du DOTS, c'est-à-dire le pourcentage de projets ayant obtenu une note élevée (moitié supérieure de l'échelle d'évaluation) pour l'ensemble de la Société ainsi que par région, par branche d'activité et par domaine d'intervention.

Les notes sont fondées sur les évaluations qualitatives effectuées par les équipes de projet. Elles sont examinées par le Département de l'impact sur le développement à l'aide d'un système automatisé de signaux qui aide à identifier les déviations par rapport aux critères de notation.

Pour les services d'investissement, la notation DOTS globale est la synthèse de quatre domaines de performance (l'impact financier, économique, environnemental/social et les répercussions plus globales sur le développement du secteur privé). La pondération de chacun de ces domaines est étayée par des indicateurs sectoriels normalisés qui permettent de comparer les résultats effectifs à des valeurs de référence absolues. Pour obtenir une notation élevée, un projet doit contribuer de façon positive au développement du pays hôte.

Cette année, IFC a exclu de la pondération les clients participant au financement du commerce afin d'assurer la cohérence méthodologique du calcul des notes pondérées et non pondérées. La nouvelle notation DOTS ainsi établie est présentée à la page 29.

Pour les services-conseil, la notation DOTS globale ou note d'efficacité au plan du développement fait la synthèse de la pertinence stratégique globale, de l'efficacité et de l'efficacité des projets telles que mesurées par leur production, leurs résultats et leur impact. Lors de l'achèvement des projets, les résultats attendus sont comparés aux résultats obtenus.

La notation DOTS fait partie du tableau de bord institutionnel d'IFC ; elle se répercute sur les tableaux de résultats des départements et sur les mesures d'incitation destinées aux agents individuels.

des renseignements commerciaux utiles aux clients et partenaires ; 4) échanger les connaissances avec d'autres entités en dehors d'IFC.

Ces objectifs stratégiques définissent le programme d'évaluation d'IFC. Le portefeuille d'évaluations est établi de manière à remédier au manque de connaissances, à tirer les leçons des initiatives fructueuses ou non, à évaluer les opérations qui n'ont jamais fait l'objet d'une évaluation, et à offrir des services d'évaluation aux clients intéressés. La nouvelle stratégie s'intéresse plus particulièrement aux effets du travail d'IFC sur la réduction de la pauvreté et la création d'emplois, que les outils de suivi ne permettent généralement pas de cerner.

La nouvelle stratégie d'évaluation complète le travail du Groupe indépendant d'évaluation (IEG, voir page 92), qui rend compte directement au Conseil d'administration d'IFC et fournit ses propres évaluations et enseignements. Les évaluations de l'IEG intègrent les résultats des activités de suivi-évaluation d'IFC. Le personnel de la Société chargé des évaluations travaille en étroite collaboration avec l'IEG pour discuter des programmes de travail, échanger des informations et coordonner les efforts dans toute la mesure du possible.

RÉSULTATS DES INVESTISSEMENTS

Au cours des cinq dernières années, les notations du DOTS sont restées plus ou moins stables, oscillant à l'intérieur d'une fourchette de cinq points de pourcentage. Au cours de l'exercice 13, les résultats obtenus par IFC au plan du développement dans le cadre de ses investissements sont restés supérieurs à l'objectif à long terme de 65 % puisque 66 % des clients dans lesquels elle investit ont obtenu une note élevée.

À travers le monde, les clients d'IFC ont continué d'élargir la

portée de leur action dans le domaine du développement. En Amérique latine et dans les Caraïbes, le nombre de prêts accordés aux micro, petites et moyennes entreprises a augmenté d'environ 110 % pour atteindre 14,4 millions. En Afrique subsaharienne, plus de 675 000 agriculteurs ont bénéficié de prêts, soit une augmentation de près de 80 %. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, 3,5 millions de patients ont bénéficié de services, une augmentation de 61 %. Entre temps, nos clients d'Asie du Sud ont établi 120 millions de connexions téléphoniques, soit 63 % du nombre total de connexions signalées par les clients d'IFC.

Une ventilation par région montre qu'IFC a enregistré ses meilleurs résultats en Amérique latine et dans les Caraïbes, où le pourcentage de clients ayant reçu une note élevée a augmenté de deux points pour atteindre 74 %. Ces progrès reflètent l'amélioration des résultats obtenus par les clients de Colombie, du Mexique et du Pérou. Ils s'expliquent aussi par la hausse du rendement des opérations des marchés financiers, ainsi que par les bons résultats des clients des secteurs des fonds, des infrastructures — surtout l'électricité et les transports — des services aux consommateurs et des services sociaux (principalement santé et éducation).

Les clients d'IFC au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ont également fait état de meilleurs résultats : 65 % de leurs opérations d'investissement ont reçu une note élevée, soit une hausse de cinq points par rapport à l'année précédente. Cette hausse s'explique par l'amélioration des résultats sur les marchés financiers, en particulier en Égypte, ainsi que par les résultats positifs obtenus dans le secteur de la santé.

En Europe et en Asie centrale, la proportion des clients ayant obtenu une note élevée est passée de 61 à 64 %, principalement à cause des résultats robustes obtenus par les clients des secteurs des infrastructures et des fonds en Russie, et de l'amélioration continue

des résultats des clients du secteur manufacturier en Turquie.

Les notations ont marqué une baisse dans la région Asie de l'Est et Pacifique, en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. En Asie de l'Est et dans le Pacifique, 70 % des clients d'IFC ont obtenu une note élevée, une baisse de 10 points par rapport à l'année précédente. Cette situation trahit une détérioration des résultats des entreprises manufacturières, surtout en Chine où le ralentissement de la croissance a pesé sur les marges. Elle reflète également la performance décevante des clients des marchés financiers, en particulier en Indonésie.

En Afrique subsaharienne, 61 % des clients ont reçu une note élevée, une baisse de trois points attribuable à une détérioration des résultats de certains clients du Ghana, de Tanzanie et du Cameroun. Les clients du secteur des fonds ont affiché de meilleurs résultats, tandis que les notes ont marqué une baisse dans les secteurs de l'agroindustrie et des forêts.

En Asie du Sud, 60 % des clients d'IFC ont obtenu une note élevée pour l'exercice 13, contre 73 % durant l'exercice 12. Cette baisse reflète les faibles résultats des entreprises indiennes, qui représentent 90 % du portefeuille évalué dans la région.

Au niveau des branches d'activité, les clients du secteur des fonds ont obtenu de meilleures notes, ceux des marchés financiers ont affiché des notes stables, et tous les autres secteurs ont subi une détérioration. Les clients ont cependant continué d'étendre sensiblement leur champ d'action au plan du développement (voir page 86).

Le secteur des fonds a affiché la meilleure performance, 79 % des clients obtenant une note élevée grâce à une augmentation du rendement des investissements nouveaux et existants, en particulier en Europe et en Asie centrale ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le rendement des investissements dans le secteur des marchés financiers est resté stable, 70 % des clients obtenant une note élevée.

Le secteur des fonds a affiché la meilleure performance,

79 %

des clients obtenant une note élevée grâce à une augmentation du rendement des investissements nouveaux et existants, en particulier en Europe et en Asie centrale ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Dans le secteur des infrastructures, la part des projets ayant obtenu une note élevée a diminué de trois points pour retomber à 73 %, en raison principalement des résultats décevants des clients des secteurs de l'entreposage, du stockage, du transport et de la logistique. Malgré cela, les notes DOTS attribuées au secteur se sont maintenues bien au-dessus de la moyenne d'IFC.

Dans le secteur de l'agroindustrie et des forêts, 68 % des clients d'IFC ont obtenu une note élevée, soit une baisse de quatre points par rapport à l'exercice 12 attribuable principalement aux notes plus faibles des clients d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud.

Dans le secteur des hydrocarbures et des industries extractives, 64 % des clients ont reçu une note élevée, contre 69 % pour l'exercice 12. Cette baisse s'explique principalement par la sortie de certains clients très performants de la cohorte, au moment où le secteur continuait de subir les contre-coups de l'incertitude politique régnant au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et des difficultés commerciales de certains clients d'Amérique latine.

Dans le secteur des services aux consommateurs et des services sociaux, le pourcentage des investissements ayant obtenu une note élevée est passé de 57 à 56 % dans un contexte marqué par la détérioration du secteur du tourisme en Asie de l'Est. Le pourcentage des clients ayant obtenu une note élevée dans les secteurs des télécommunications, des médias et de la technologie a baissé d'un point pour revenir à 55 %. Les clients d'IFC dans ces secteurs sont souvent des entreprises nouvelles dont les chances de succès ont tendance à être plus faibles que celles d'autres sociétés.

Dans le secteur manufacturier, 49 % des clients ont obtenu une note élevée, soit une baisse de 14 points par rapport à l'année précédente. Les résultats se sont détériorés dans toutes les régions, les baisses les plus importantes étant observées chez les clients du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord et de l'Asie du Sud.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS DES ACTIVITÉS D'IFC DANS LES PAYS TOUCHÉS PAR UN CONFLIT

Pour optimiser les possibilités d'apprentissage, IFC a de plus en plus recours à des évaluations et à des méta-évaluations mondiales, régionales, thématiques ou par programme de son travail, en plus de procéder à des évaluations de projets individuels.

Un cabinet d'experts-conseils extérieur a récemment achevé un examen à mi-parcours du programme d'IFC en faveur des États affectés par les conflits en Afrique (CASA). Lancée en 2008, cette initiative a pour objet d'assurer la prestation de services-conseil d'IFC dans les États fragiles et en situation de conflit. Huit pays en bénéficient actuellement : le Burundi, la République centrafricaine, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, la Guinée, le Libéria, la Sierra Leone et le Sud-Soudan.

L'examen a révélé qu'en insistant sur le développement du secteur privé, CASA s'attaque à un des enjeux les plus importants de la reconstruction à l'issue des conflits. De l'avis des parties prenantes, aucun autre organisme n'aborde le problème du développement du secteur privé dans ces pays d'une manière aussi complète que ne le fait IFC par l'intermédiaire de CASA.

CASA promeut le développement du secteur privé de trois manières : 1) aide à l'exécution de projets de services-conseil personnalisés et coordonnés ; 2) fourniture de fonds pour appuyer la mise en œuvre de projets ; 3) promotion de la gestion du savoir, notamment par la diffusion des outils, des acquis et des méthodes optimales d'IFC.

En s'appuyant sur les résultats de leur examen, les experts-conseils ont recommandé qu'IFC table sur les succès remportés par le programme en dépassant l'approche pays par pays et en s'efforçant de tirer parti des forces de chacun des ses quatre domaines d'intervention en matière de services-conseil : accès aux financements, climat de l'investissement, partenariats public-privé et activités commerciales durables. Une telle démarche permettrait selon eux d'établir des relations clés et d'accroître l'efficacité de CASA.

Les experts ont également recommandé à IFC d'élargir le rayon d'action de CASA en mettant sur pied des programmes semblables dans d'autres pays et en faisant la promotion de ce modèle au sein du Groupe de la Banque mondiale. La direction d'IFC a approuvé l'élargissement du programme à 18 pays d'Afrique subsaharienne et s'emploie à mettre en œuvre d'autres recommandations des experts.

RÉSULTATS DES SERVICES-CONSEIL

Les notes relatives à l'efficacité des services-conseil d'IFC au plan du développement et le taux de satisfaction des clients des services de conseils d'IFC ont atteint des sommets au cours de l'exercice 13. Les notes relatives à l'efficacité en matière de développement ont augmenté pour la quatrième année consécutive : 76 % des 124 projets de services-conseil achevés au cours de l'année et dont l'efficacité sur le plan du développement a pu être évaluée ont obtenu une note élevée. Les 124 projets ont donné lieu à une évaluation des résultats, tandis que 73 % d'entre eux ont fait l'objet d'une évaluation d'impact.

Les notes se sont améliorées en ce qui concerne les opérations dans les pays IDA, passant de 74 % au cours de l'exercice 12 à 78 % pour l'exercice 13. Quatre-vingt-dix pour cent des clients se sont dits satisfaits des services-conseil offerts par IFC au cours de l'exercice.

Pour renforcer leur impact, les services-conseil ont adopté des approches-programmes qui mobilisent les contributions dans les quatre domaines d'intervention d'IFC : accès aux financements, climat de l'investissement, partenariats public-privé et activités commerciales durables. Nous énumérons ci-dessous quelques-uns des faits saillants des activités de conseil conduites par IFC en 2012 :

» Les services d'IFC chargés des opérations de conseil ont aidé les pouvoirs publics à signer neuf contrats de partenariats public-privé (six dans des pays IDA, dont un dans des situations de fragilité et de conflit), ce qui devrait permettre d'améliorer l'accès de plus de trois millions de personnes (1,7 million vivant dans des situations de fragilité et de conflit) aux infrastructures et aux services de santé et de mobiliser 750 millions de dollars d'investissements privés.

- » Ils ont aidé trois millions de personnes à bénéficier de systèmes d'éclairage hors réseau ; ils ont permis à 1,3 million de personnes d'avoir accès à des téléphones de village ; ils ont contribué au renforcement des capacités de près de 350 000 personnes (76 % dans des pays IDA), y compris des agriculteurs, des entrepreneurs et des gestionnaires de petites et moyennes entreprises.
- » Ils ont aidé les autorités publiques de 43 pays à adopter 76 programmes de réforme du climat de l'investissement (55 dans des pays IDA, dont 26 dans des pays fragiles et en situation de conflit).
- » Ils ont aidé les pouvoirs publics à procéder à des réformes sectorielles et à promouvoir l'investissement ; on estime que cette aide a engendré de nouveaux investissements d'un montant de 750 millions de dollars.
- » Ils ont aidé les entreprises à améliorer leurs pratiques de gouvernement d'entreprise, leur permettant ainsi d'obtenir 200 millions de dollars de financements supplémentaires, dont 150 millions provenant d'IFC.
- » En partenariat avec les services d'investissement d'IFC, les services chargés des opérations de conseil ont travaillé avec 149 intermédiaires financiers pour octroyer plus de 14,2 millions de microcrédits et de prêts aux PME (15 % dans les pays IDA) totalisant près de 103 milliards de dollars. Ils ont aussi collaboré avec 20 intermédiaires financiers qui ont fourni 207 000 prêts au titre du financement du logement totalisant plus de 7,3 milliards de dollars.
- » Ils ont contribué à améliorer l'infrastructure des marchés financiers en collaborant avec les registres de garanties pour permettre à quelque 40 000 PME de recevoir 4,5 milliards de dollars de financements adossés à des biens meubles, et ont aidé à créer des centrales de risques, à les renforcer ou à leur permettre d'obtenir un permis.
- » Ils ont aidé les entreprises à réduire leurs émissions annuelles de gaz à effet de serre d'environ 3,7 millions de tonnes métriques (selon les méthodes de calcul utilisées avant l'adoption d'une méthodologie normalisée en 2012).

CATÉGORIE DE RÉSULTATS DU DOTS : SERVICES D'INVESTISSEMENT

Catégorie de résultats	Indicateurs généraux et benchmarks	Exemples d'indicateurs spécifiques évalués au regard des objectifs
Résultats financiers	Rendement pour les entités financières, par exemple rendement financier égal ou supérieur au coût moyen pondéré du capital	Rendement du capital investi, retour sur l'investissement, projets exécutés dans les délais prévus et sans dépassement de coûts
Résultats économiques	Rendement pour la société, par exemple taux de rentabilité économique égal ou supérieur à 10 % ou moyenne pondérée du coût du capital	Rendement économique du capital investi, nombre de raccordements à des services de base, volume des prêts aux petites entreprises, nombre de personnes employées, montants des versements au titre des taxes et impôts
Performance environnementale et sociale	Le projet est conforme aux Normes de performance d'IFC	Systèmes de gestion environnementale et sociale, niveaux d'effluents ou d'émissions, programmes de développement de proximité
Impact sur le développement du secteur privé	Le projet contribue à renforcer le secteur privé au-delà de l'entreprise directement concernée par le projet	Effets de démonstration (d'autres entreprises adoptent la nouvelle approche, le nouveau produit ou le nouveau service), constitution de liens avec d'autres sociétés privées, amélioration du gouvernement d'entreprise

CATÉGORIES DE RÉSULTATS DU DOTS : SERVICES-CONSEIL

Catégorie de résultats	Indicateurs généraux et benchmarks	Exemples d'indicateurs spécifiques évalués au regard des objectifs
Pertinence stratégique	Impact possible sur l'économie locale, régionale et nationale	Contributions des clients, alignement sur la stratégie du pays
Efficience	Retour sur l'investissement dans des activités de services-conseil	Rapports coût-avantage, projets exécutés dans les délais prévus et sans dépassement de coûts
Efficacité	Production, résultats et impact. Le projet contribue à améliorer la situation du client, des bénéficiaires et du secteur privé en général	Amélioration des activités, concrétisation des opportunités d'investissement, accroissement des revenus des bénéficiaires, réduction des coûts résultant des réformes

LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT D'IFC (ODI)

Objectif	Cible ODI, Ex. 13	Engagements ODI, Ex. 13	Pourcentage d'objectifs atteints
Accroître ou améliorer les possibilités de pratiques agricoles durables	Au profit de 1 million de personnes	760 000 personnes	76 %
Améliorer les services de santé et d'éducation	Au profit de 4,22 millions de personnes	7,06 millions de personnes	167 %
Accroître l'accès des clients des institutions de microfinance aux services financiers	Au profit de 28,05 millions de personnes	41,25 millions de personnes	147 %
Accroître l'accès des PME clientes aux services financiers	Au profit de 1,15 million de personnes	1,04 million de personnes	90 %
Accroître ou améliorer les services d'infrastructure	Au profit de 19,75 millions de personnes	36,74 millions de personnes	186 %
Réduire les émissions de gaz à effet de serre	Réduction de 4,90 millions de tonnes d'équivalent CO ₂ par an	6,20 millions de tonnes	127 %

CHAMP D'ACTION DES SOCIÉTÉS CLIENTES D'IFC AU PLAN DU DÉVELOPPEMENT

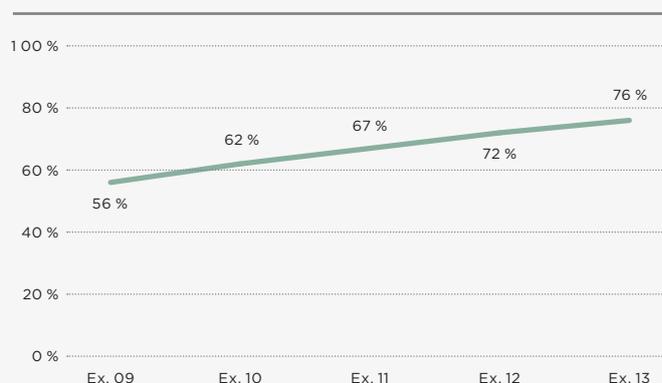
	Portefeuille année civile 11	Portefeuille année civile 12
Investissements		
Emplois offerts (millions) ¹	2,5	2,7
Microcrédits²		
Nombre (millions)	19,7	22,0
Montant (milliards d'USD)	19,84	24,03
Prêts aux PME²		
Nombre (millions)	3,3	5,8
Montant (milliards d'USD)	181,25	241,30
Nombre de consommateurs bénéficiant de services		
Production d'électricité (millions) ³	47,0	52,2
Alimentation en électricité (millions)	49,2	45,7
Alimentation en eau (millions) ⁴	38,7	42,1
Alimentation en gaz (millions) ⁵	22,4	33,8
Branchements téléphoniques (millions) ⁶	172,2	192,0
Nombre de patients traités (millions) ⁷	13,0	17,2
Nombre d'élèves instruits (millions)	0,9	1,0
Nombre d'agriculteurs bénéficiaires (millions)	3,3	3,1
Paiements aux fournisseurs et aux administrations publiques		
Achats de biens et services sur les marchés locaux (milliards d'USD)	49,84	46,19
Contribution aux recettes ou à l'épargne des administrations publiques (milliards d'USD)	21,73	27,00

Ces chiffres décrivent le champ d'action des clients d'IFC à la fin des exercices 11 et 12. Les données de portefeuille de 2011 et 2012 ne sont pas strictement comparables en raison de la modification du portefeuille de clients d'IFC sur lequel elles reposent. Dans de nombreux cas, les résultats s'expliquent aussi par la contribution des Services-conseil.

1. Les données de portefeuille relatives à l'emploi incluent les emplois fournis par les Fonds.
2. Les chiffres indiqués correspondent à l'encours de prêts des clients d'IFC aux PME et aux microfinancements à la fin des exercices 11 et 12, pour les projets/institutions financières axés sur les PME et les microentreprises. Durant les exercices 11 et 12, 268 et 285 clients devaient respectivement déclarer les données relatives à leurs portefeuilles de prêts aux PME et aux microfinancements à la fin de la période. Des données ont été présentées par 252 et 269 clients respectivement pour les exercices 11 et 12. Les chiffres manquants ont été extrapolés.
3. Le nombre de consommateurs ayant bénéficié de services de production d'électricité durant l'exercice 11 a été révisé à la suite de la reformulation des données d'un client de la région Asie de l'Est et Pacifique.
4. Le nombre de consommateurs ayant bénéficié de services d'alimentation en eau durant l'exercice 11 a été révisé à la suite de la reformulation des données d'un client d'Afrique subsaharienne.
5. Durant l'année civile 2012, un client de la région Asie de l'Est et Pacifique a fourni des services de distribution de gaz à 31,14 millions de consommateurs.
6. Un client d'Asie du Sud a réalisé 112,7 millions de branchements téléphoniques durant l'exercice 12.
7. Le nombre de patients traités au cours de l'exercice 11 a été révisé à la suite de la reformulation des données d'un client de la région Europe et Asie centrale.

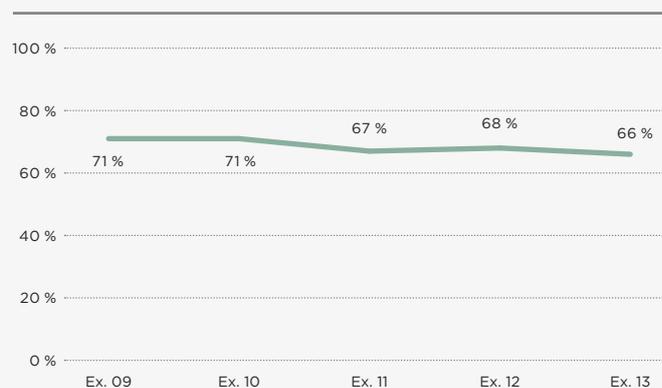
NOTES DU DOTS POUR LES RÉSULTATS DES SERVICES- CONSEIL SUR UNE PÉRIODE DE CINQ ANS, EX. 09-EX. 13

Pourcentage de notes élevées



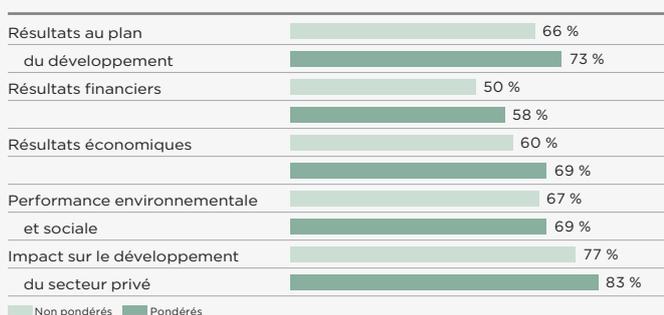
NOTES DU DOTS POUR LES RÉSULTATS DES SERVICES D'INVESTISSEMENT SUR UNE PÉRIODE DE CINQ ANS, EX. 09-EX. 13

Pourcentage de notes élevées



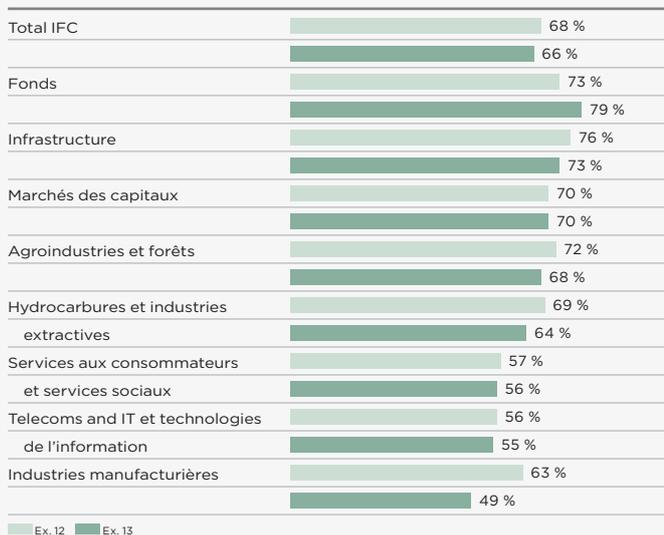
NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE DE RÉSULTAT, EX. 13

Pourcentage de notes élevées



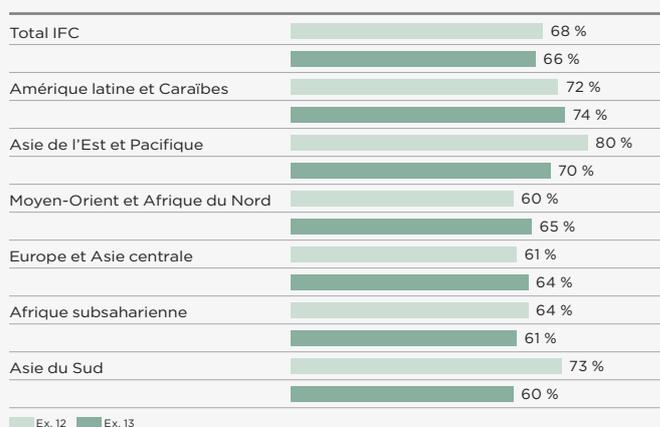
NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES D'INVESTISSEMENT PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ, COMPARAISON EX. 12/EX. 13

Pourcentage de notes élevées



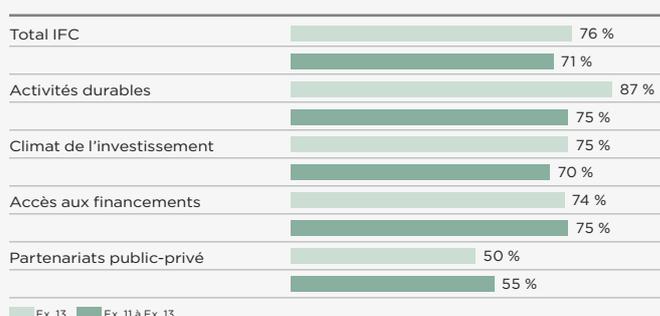
NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES D'INVESTISSEMENT PAR RÉGION, COMPARAISON EX. 12/EX. 13

Pourcentage de notes élevées



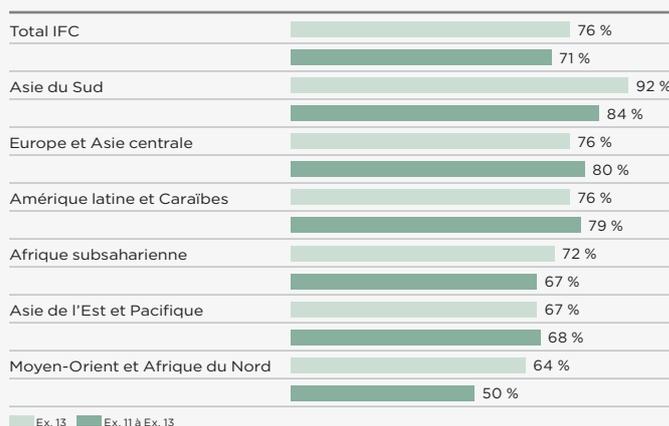
NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES-CONSEIL PAR DOMAINE D'INTERVENTION

Pourcentage de notes élevées



NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES-CONSEIL PAR RÉGION

Pourcentage de notes élevées



LE PERSONNEL D'IFC

Le personnel d'IFC est diversifié et constitue l'atout le plus important de la Société. Représentant plus de 140 pays, il apporte des solutions innovantes et des pratiques exemplaires aux clients locaux.

IFC possède des bureaux dans 109 villes, réparties dans 99 pays. Plus de la moitié du personnel (57 %) est en poste dans les bureaux extérieurs, une proportion croissante qui traduit l'attachement de la Société à la décentralisation. La plupart des membres du personnel d'IFC (63 %) sont originaires de pays en développement, une diversité qui enrichit l'optique de la Société et met en évidence la priorité qu'elle accorde aux domaines dans lesquels le développement du secteur privé peut avoir les répercussions les plus importantes.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DU PERSONNEL

Base	Ex. 05	Ex. 13
Washington	1 350 (55 %)	1 737 (43 %)
Bureaux extérieurs	1 083 (45 %)	2 278 (57 %)
Personnel total d'IFC	2 433	4 015

RÉPARTITION PAR RÉGION D'ORIGINE (AGENTS À PLEIN TEMPS)

Répartition par région d'origine	Ex. 05	Ex. 13
Pays développés	1 004 (41 %)	1 502 (37 %)
Pays en développement	1 429 (59 %)	2 513 (63 %)
Total	2 433	4 015

RÉPARTITION PAR RÉGION D'ORIGINE (AGENTS NIVEAU CADRE ET HORS CADRE)

Répartition par région d'origine	Ex. 05	Ex. 13
Pays développés	690 (50 %)	1 163 (44 %)
Pays en développement	682 (50 %)	1 462 (56 %)
Total	1 372	2 625

RÉPARTITION HOMMES-FEMMES (AGENTS À PLEIN TEMPS)

Genre	Ex. 05	Ex. 13
Hommes	1 194 (49 %)	1 880 (47 %)
Femmes	1 239 (51 %)	2 135 (53 %)
Total	2 433	4 015

RÉPARTITION HOMMES-FEMMES (AGENTS NIVEAU CADRE ET HORS CADRE)

Genre	Ex. 05	Ex. 13
Hommes	911 (66 %)	1 507 (57 %)
Femmes	461 (34 %)	1 118 (43 %)
Total	1 372	2 625

Le personnel d'IFC représenté plus de

140

pays

63 %

des membres du personnel sont originaires de pays en développement

57 %

sont en poste dans les bureaux extérieurs.

RÉMUNÉRATIONS

Les directives relatives à la rémunération du personnel d'IFC s'inscrivent dans le cadre établi pour l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale. Il est essentiel de maintenir la compétitivité au plan international des niveaux de rémunération pour attirer et conserver un personnel hautement qualifié. Le barème des rémunérations du Groupe de la Banque mondiale pour le personnel recruté à Washington est établi par référence au marché des États-Unis qui, jusqu'à présent, était compétitif à l'échelle mondiale. Les traitements des membres du personnel recrutés pour travailler dans des bureaux situés en dehors des États-Unis sont fonction de niveaux jugés compétitifs sur les marchés locaux sur la base d'enquêtes indépendantes. Le Groupe de la Banque mondiale ayant le statut d'organisation internationale, la rémunération de son personnel est établie nette d'impôt.

PROGRAMMES DE RÉMUNÉRATION À ÉLÉMENTS VARIABLES

Les programmes de rémunération d'IFC comprennent plusieurs éléments, notamment les primes de reconnaissance et de résultat annuelles et à long terme qui appuient sa culture de haute performance. Ces primes visent à encourager le travail d'équipe, récompenser les

meilleures performances et appuyer les priorités stratégiques d'IFC – par exemple, les projets réalisés dans les États fragiles et touchés par un conflit.

PROGRAMMES D'AVANTAGES

IFC fait bénéficier son personnel d'un ensemble de prestations compétitives, notamment une assurance médicale et un plan de retraite. Les effectifs basés à Washington sont couverts par Aetna, avec laquelle un contrat a été conclu à la suite d'un processus d'appel d'offres compétitif. Les autres effectifs sont couverts par Vanbreda, un prestataire international de services d'assurance médicale. Le coût de l'assurance médicale est réparti entre l'institution, qui en finance 75 %, et les assurés qui assument les 25 % restants.

Le régime de pension d'IFC fait partie du plan du Groupe de la Banque mondiale et a deux composantes : la première est une prestation qui est fonction du nombre d'années de service, du niveau de rémunération et de l'âge à la retraite et la deuxième est un plan d'épargne qui comprend une contribution obligatoire de 5 % de la rémunération de chaque agent, à laquelle IFC ajoute 10 % par an. Les prestations encore assurées au titre de l'ancien régime des pensions du Groupe de la Banque mondiale sont les primes de départ et les paiements en espèces additionnels.

STRUCTURE DES TRAITEMENTS DES AGENTS (WASHINGTON)

La structure des traitements et les montants moyens des traitements (nets d'impôt) et des avantages des agents du Groupe de la Banque mondiale pour la période allant du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013 se présentaient comme suit.

GRADES	INTITULÉS DE POSTES REPRÉSENTATIFS	MINIMUM (USD)	RÉFÉRENCE DU MARCHÉ (USD)	MAXIMUM (USD)	EFFECTIFS À CE GRADE (%)	TRAITEMENT MOYEN/GRADE	PRESTATIONS MOYENNES ^a (USD)
GA	Auxiliaire de bureau	25 100	32 600	42 400	0,0 %	34 269	19 591
GB	Assistant administratif, Technicien d'information	31 700	41 200	57 700	0,7 %	41 379	23 657
GC	Assistant de programme, Assistant d'information	39 100	50 900	71 300	9,2 %	53 698	30 699
GD	Assistant principal de programme, Spécialiste de l'information, Assistant du service du budget	46 200	60 100	84 200	7,5 %	66 204	37 849
GE	Analyste	62 100	80 700	113 000	9,6 %	77 073	44 063
GF	Cadre	82 500	107 300	150 200	19,8 %	100 089	57 221
GG	Cadre supérieur	111 300	144 700	202 500	31,4 %	137 075	78 366
GH	Directeur, Cadre de direction	151 700	197 200	254 900	18,4 %	188 958	108 027
GI	Directeur, Conseiller principal	202 200	264 500	303 300	2,9 %	249 266	142 505
GJ	Vice-président	276 700	310 000	347 100	0,4 %	309 632	177 016
GK	Directeur général, Vice-président exécutif	304 000	344 700	379 100	0,1 %	354 189	195 637

Note : Comme les agents du Groupe de la Banque mondiale non américains sont habituellement exemptés de l'impôt sur le revenu sur les rémunérations qui leur sont versées par l'institution, celles-ci s'entendent nettes d'impôt, ce qui équivaut généralement aux salaires nets après impôts des employés des organisations et des entreprises de référence sur la base desquels la grille des salaires de l'institution est établie. Un nombre relativement faible d'agents parvient au tiers supérieur de la fourchette de salaires d'un grade donné.

a. Y compris l'assurance-maladie, l'assurance-vie et l'assurance-invalidité ; les droits acquis au titre de la prestation de cessation de service ; et d'autres avantages non salariaux.

LA GOUVERNANCE D'IFC

La place d'IFC dans le Groupe de la Banque mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale représente une source vitale d'assistance financière et technique pour les pays en développement. Créé en 1944, il a pour mission de lutter contre la pauvreté avec passion et professionnalisme, pour obtenir des résultats durables.

IFC est l'un des cinq membres du Groupe de la Banque mondiale, tout en étant une entité juridique distincte avec des Statuts, un capital social, une structure financière, une direction et un personnel distincts. Seuls les pays membres de la Banque mondiale peuvent adhérer à IFC. Au 30 juin 2013, le capital libéré d'IFC, d'un montant d'environ 2,4 milliards de dollars, était détenu par 184 pays membres. Ces pays décident de l'orientation générale des programmes et des activités d'IFC.

IFC collabore avec le secteur privé pour créer des opportunités là où elles font le plus défaut. Depuis sa création en 1956, IFC a engagé pour son propre compte plus de 144 milliards de dollars au titre d'investissements dans le secteur privé des pays en développement et a mobilisé des milliards de dollars d'autres sources.

En vue d'éradiquer la pauvreté dans le monde, IFC œuvre en étroite collaboration avec les autres membres du Groupe de la Banque, à savoir :

- » *La Banque internationale pour la reconstruction et le développement*, qui prête aux gouvernements des pays à revenu intermédiaire et des pays à faible revenu solvables ;
- » *L'Association internationale de développement*, qui accorde des prêts sans intérêts, dénommés crédits, aux gouvernements des pays les plus pauvres ;
- » *L'Agence multilatérale de garantie des investissements*, qui offre des garanties contre les pertes causées par les risques non commerciaux aux investisseurs dans les pays en développement ;
- » *Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements*, qui offre des facilités internationales pour la conciliation et l'arbitrage des différends relatifs aux investissements.

LE CONSEIL D'IFC

Chacun des pays membres d'IFC nomme un Gouverneur et un suppléant. Le Conseil des gouverneurs est investi des pouvoirs de la Société dont il délègue la majeure partie à un Conseil de 25 Administrateurs. Le nombre de voix dont ils disposent pour décider des questions qui leur sont soumises est fonction de la part du capital de la Société représentée par chaque Administrateur.

Les Administrateurs se réunissent régulièrement au siège du Groupe de la Banque mondiale à Washington pour examiner les projets d'investissement, prendre les décisions nécessaires en la matière et donner des orientations stratégiques à la direction de la Société. Le Président

du Groupe de la Banque mondiale est également le Président d'IFC.

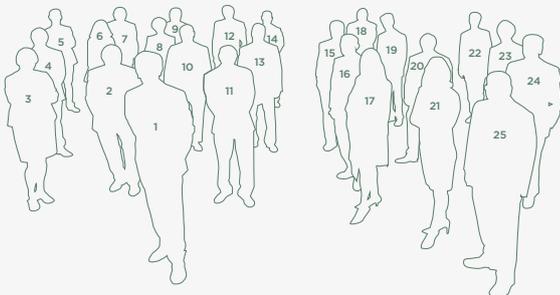
RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL DE DIRECTION

Le traitement du Président du Groupe de la Banque mondiale est déterminé par le Conseil des administrateurs. Le niveau de rémunération du Vice-président exécutif et Directeur général d'IFC correspond au point médian entre le niveau de rémunération le plus élevé du barème applicable au personnel de l'institution, tel qu'il est établi chaque année sur la base d'enquêtes sur les rémunérations aux États-Unis, et le niveau de rémunération du Président du Groupe de la Banque mondiale. Les rémunérations des personnels de direction sont communiquées au public. La rémunération du Vice-président exécutif et Directeur général d'IFC, Jin-Yong Cai, s'est élevée à 350 000 dollars, net d'impôt. IFC n'offre pas de programmes de rémunération à caractère incitatif au personnel de direction.

LES PAYS MEMBRES D'IFC, SES ACTIONNAIRES, LUI FOURNISSENT UN IMPORTANT APPUI

Part de capital par pays

Total IFC	100,00 %
États-Unis	23,69 %
Japon	5,87 %
Allemagne	5,36 %
France	5,04 %
Royaume-Uni	5,04 %
Canada	3,38 %
Inde	3,38 %
Italie	3,38 %
Fédération de Russie	3,38 %
Pays-Bas	2,34 %
174 autres pays	39,14 %



À L'EXTRÊME GAUCHE : 5 – John Whitehead, Nouvelle-Zélande ; 4 – Roberto B. Tan, Philippines ; 3 – Satu Santala, Finlande

À GAUCHE, DEUXIÈME RANG : 7 – Shaolin Yang, Chine ; 6 – Marie-Lucie Morin, Canada ; 2 – Agapito Mendes Dias, Sao Tomé-et-Principe ; 1 – Merza Hasan, Koweït

À GAUCHE, TROISIÈME RANG : 9 – Vadim Grishin, Fédération de Russie ; 8 – Gwen Hines, Royaume-Uni ; 10 – Mukesh N. Prasad, Inde

RANG DU MILIEU : 12 – Piero Cipollone, Italie ; 14 – Ibrahim M. Alturki (suppl.), Arabie saoudite ; 13 – Omar Bougara, Algérie ; 11 – Mansur Muhtar, Nigéria

À DROITE, PREMIER RANG : 18 – Denny H. Kalyalya, Zambie ; 19 – Cesar Guido Forcieri, Argentine ; 15 – Gino Alzetta, Belgique ; 16 – Hideaki Suzuki, Japon ; 17 – Ingrid-Gabriela Hoven, Allemagne

À DROITE, DEUXIÈME RANG : 20 – Juan Jose Bravo, Mexique ; 21 – Sara Aviel (suppl.), États-Unis

À L'EXTRÊME DROITE : 22 – Hervé de Villeroche, France ; 23 – Frank Heemskerck, Pays-Bas ; 24 – Jorg Frieden, Suisse ; 25 – Sundaran Annamalai, Malaisie

L'OBLIGATION DE RENDRE COMPTE

LE GROUPE INDÉPENDANT D'ÉVALUATION

Le Groupe indépendant d'évaluation (IEG) contribue à la dynamique d'apprentissage d'IFC par les enseignements qu'il tire de ses évaluations. L'IEG est indépendant de la Direction d'IFC et rend compte directement au Conseil d'administration d'IFC. Il s'attache à renforcer la performance d'IFC et à guider sa stratégie et ses orientations futures.

Dans son rapport bisannuel sur l'évaluation des opérations, qui met l'accent sur l'évaluation et le suivi des activités d'IFC et de la MIGA, l'IEG signale qu'IFC dispose d'un système avancé de gestion grâce auquel elle est en mesure de recueillir et d'analyser les informations portant sur les projets d'investissement et de services-conseil et d'en tirer parti par la suite. L'IEG conclut qu'IFC a fait des progrès en matière d'élaboration, d'agrégation, de divulgation et d'utilisation stratégique de ses indicateurs de développement. Les données issues du Système de suivi des réalisations au plan du développement (DOTS) sont intégrées dans le tableau de bord institutionnel d'IFC, dans les tableaux de résultats des départements et dans les objectifs de développement à l'échelle de l'institution. L'évaluation de l'IEG fournit des renseignements utiles pour le perfectionnement et le renforcement du système de gestion des résultats d'IFC.

L'IEG valide 45 % des projets d'investissement admissibles d'IFC et 51 % des projets de conseil admissibles. Il communique les notes établies à IFC et les intègre dans son évaluation annuelle des résultats et de la performance du Groupe de la Banque mondiale. Dans son plus récent rapport, il conclut que les résultats globaux d'IFC en matière de développement restent relativement stables lorsqu'on en établit une moyenne mobile sur trois ans.

Dans une autre évaluation préparée cette année, l'IEG a examiné le Programme de financement du commerce mondial. Il constate que ce programme a permis à IFC de renforcer sensiblement sa participation au financement du commerce et qu'il a contribué à accroître ce type de financement en atténuant les risques qui, faute de quoi, auraient fait obstacle aux activités des banques commerciales.

L'IEG a remis en place cette année la base de données E-LRN qui recense les acquis des projets d'investissement réalisés par IFC depuis 1996. E-LRN permet aux agents d'IFC d'accéder facilement à plus de 3 000 « leçons » qui se dégagent de 15 ans d'évaluations et les aide ainsi à améliorer l'efficacité d'IFC en matière de développement.

L'IEG publie ses rapports sur son site web : <http://ieg.worldbankgroup.org>.

L'IEG valide

45 %

des projets d'investissement admissibles d'IFC et 51 % des projets de conseil admissibles.

LE BUREAU DU CONSEILLER/ OMBUDSMAN

Le Bureau du Conseiller/ombudsman pour l'application des directives (CAO) est le mécanisme indépendant de recours d'IFC et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA). Relevant directement du Président du Groupe de la Banque mondiale, le CAO donne suite aux plaintes des personnes touchées par les projets d'IFC et de la MIGA.

Le CAO a pour objectif d'améliorer les résultats sociaux et environnementaux des projets et d'accroître la responsabilité publique d'IFC et de la MIGA. Il remplit essentiellement trois rôles : aider à résoudre les différends entre les populations touchées et les clients d'IFC ; exercer un contrôle indépendant du niveau de conformité environnementale et sociale des activités d'IFC ; dispenser d'une manière indépendante des conseils au Président et à la direction d'IFC.

Au cours de l'exercice, le CAO a traité 42 dossiers — dans 19 pays — relatifs aux investissements d'IFC dans les secteurs des industries extractives, des infrastructures, de l'agroindustrie et de l'industrie manufacturière, ainsi qu'à ses activités de services-conseil et à sa collaboration avec les intermédiaires financiers.

Dans le cadre de sa fonction de contrôle de l'application des directives, le CAO a réalisé 12 audits de la performance d'IFC. Il a conclu qu'il disposait de suffisamment d'informations pour clore deux d'entre eux relatifs à des investissements d'IFC portant l'un sur la production d'huile de palme en Indonésie, l'autre sur le secteur agroindustriel péruvien. Sept audits sont en cours et le CAO se penche actuellement sur les mesures mises en œuvre par IFC pour donner suite aux conclusions de trois audits portant sur la fabrication de produits métalliques au Mozambique, le secteur de l'électricité au Kosovo et les intermédiaires financiers internationaux.

L'audit portant sur les intermédiaires financiers a traité 188 investissements d'IFC. Il a fait apparaître des préoccupations sur l'approche d'IFC dans le domaine du soutien aux capacités de gestion environnementale et sociale de ses clients intermédiaires financiers. L'audit a permis aussi de relever certaines difficultés quant à la manière dont IFC assure le suivi de l'impact environnemental et social

Le CAO a traité

42

*dossiers dans
19 pays.*

des investissements concernés. IFC travaille à l'élaboration d'un plan d'action visant à répondre aux conclusions de l'audit du CAO.

L'équipe de résolution des différends du CAO travaille en Afrique du Sud, en Albanie, au Cambodge, au Cameroun, en Colombie, en Indonésie, en Inde, au Mexique, en Mongolie, au Nicaragua, en Ouganda, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Pérou et au Tchad afin d'aider les communautés locales et les clients d'IFC à trouver des solutions aux questions qui les préoccupent. Il a réglé un dossier de plainte concernant un intermédiaire financier client d'IFC en Afrique et supervise le règlement de deux dossiers concernant le secteur de l'huile de palme en Indonésie et l'industrie sucrière au Nicaragua.

Le CAO a révisé cette année ses directives opérationnelles en consultation avec la société civile, IFC, la MIGA et d'autres parties prenantes. Mises en œuvre en mars, les directives révisées visent à améliorer l'efficacité du CAO.

Pour en savoir plus, consulter le site www.cao-ombudsman.org.

LES PARTENARIATS

FORGER DES PARTENARIATS PRODUCTIFS

IFC collabore avec les autorités nationales, les entreprises, les fondations et d'autres organisations multilatérales et institutions d'aide au développement pour promouvoir des partenariats novateurs dans le but de favoriser la prospérité et d'éliminer la pauvreté. Plus importante institution mondiale de développement dont les activités sont axées sur le secteur privé dans les pays en développement, IFC travaille avec ses partenaires à relever les défis urgents du développement.

La démarche d'IFC, fondée sur la collaboration, privilégie les partenariats de longue durée, met l'accent sur l'efficacité et l'évaluation des résultats et mobilise les contributions des partenaires de la Société.

COLLABORATION AVEC LES PARTENAIRES DONATEURS

IFC entretient des rapports à long terme avec ses partenaires donateurs en vue de promouvoir le développement du secteur privé à travers le monde.

Les partenaires donateurs d'IFC soutiennent résolument ses services de conseil, à l'appui desquels ils ont engagé plus de 254 millions de dollars au cours de l'exercice 13. Plusieurs de ces partenaires ont accru leur collaboration avec IFC en participant avec elle à divers projets d'investissement.

En collaboration avec la communauté mondiale des bailleurs de fonds, IFC a mis en place au cours de l'exercice 13 plusieurs partenariats stratégiques combinant des financements souples, un leadership éclairé et le partage des connaissances pour maximiser son impact au plan du développement.

Le Fonds de partenariat du Canada et de l'IFC s'attaque aux enjeux urgents que pose le développement dans les secteurs de l'industrie extractive et des services financiers, et vise à promouvoir la parité des sexes à travers le monde. IFC a renforcé ses partenariats avec le Luxembourg et l'Irlande afin de promouvoir conjointement des activités durables, un bon gouvernement d'entreprise et un climat

d'investissement plus robuste à l'échelle mondiale, et pour venir en aide aux États africains touchés par des conflits. Elle a également élargi son accord de partenariat avec les Pays-Bas afin de promouvoir des activités durables, un climat propice aux investissements, l'accès aux financements, les partenariats public-privé et la résolution des conflits.

IFC a créé le Partenariat du Pacifique avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande afin de stimuler le développement du secteur privé dans la région et a renforcé son partenariat avec le Japon pour intervenir plus activement en Asie et en Afrique subsaharienne.

Voici quelques faits saillants du travail réalisé par IFC avec ses divers partenaires au cours de l'exercice 13 :

- » *Le ministère fédéral autrichien des Finances* a renouvelé son engagement en faveur d'une collaboration accrue en Europe de l'Est et en Asie centrale en mettant l'accent sur les partenariats public-privé, l'agroindustrie et l'énergie durable. La Banque autrichienne de développement a de son côté appuyé l'accroissement des investissements pour la promotion des énergies renouvelables et de la maîtrise de l'énergie en Afrique de l'Est.
- » *La Fondation Bill et Melinda Gates* et IFC ont poursuivi leur collaboration dans le secteur de l'eau et de l'assainissement et pour la promotion d'un meilleur accès aux sources de financement. Elles ont lancé un projet de développement des marchés pour l'amélioration des conditions sanitaires des ménages au Kenya, et un projet de services financiers mobiles en Tanzanie.
- » *Le Gouvernement canadien* a contribué au renforcement du climat de l'investissement en Afrique subsaharienne, en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'à l'amélioration de la sécurité alimentaire en Asie de l'Est et dans le Pacifique. Il a également appuyé les activités d'IFC concernant le changement climatique en investissant dans le Fonds catalyseur d'IFC.

Au cours de l'exercice 13, les partenaires donateurs ont engagé plus de

254

millions de dollars à l'appui des services de conseil d'IFC.

44

milliards de dollars ont été fournis en 2011 par les institutions financières internationales en faveur du développement du secteur privé.

- » *Le Gouvernement danois* a appuyé les programmes d'IFC portant sur l'utilisation efficace des ressources et les énergies propres en Égypte et en Tunisie.
- » *Le Gouvernement français* a continué de collaborer avec IFC à la mise en œuvre du programme de réforme du droit des affaires en Afrique subsaharienne.
- » *La Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit d'Allemagne* a collaboré avec IFC au travail de renforcement de la gestion des risques sociaux et environnementaux des institutions financières, tandis que le ministère fédéral de la Coopération et du Développement de ce pays aidait IFC à explorer les possibilités d'investissements pour une croissance verte.
- » *Le ministère néerlandais des Affaires étrangères* a appuyé les efforts de création d'emplois au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les activités liées à l'eau en Asie du Sud, les réformes du climat de l'investissement en Afrique subsaharienne et le programme mondial d'innovation pour le financement des PME. Les Pays-Bas ont par ailleurs offert une aide précieuse dans le domaine du financement du commerce en contribuant au Programme de liquidités pour le commerce mondial (GTLP) d'IFC.
- » *Le ministère norvégien des Affaires étrangères* a fourni des ressources financières supplémentaires pour l'initiative d'IFC en faveur des États touchés par des conflits en Afrique.
- » *La République sud-africaine, par le biais de son ministère du Commerce et de l'Industrie*, s'est à nouveau engagée à soutenir les activités de développement du secteur privé conduites par IFC en Afrique.
- » *L'Agence suédoise de coopération pour le développement international* a joint ses efforts à ceux d'IFC pour le développement du secteur privé en Éthiopie.
- » *Le Secrétariat d'État helvétique aux Affaires économiques* a appuyé le travail d'IFC dans les domaines du climat de l'investissement, de l'accès aux services financiers, des infrastructures et de la gestion des risques environnementaux et

sociaux à travers le monde. Il a également apporté un concours important aux activités de conseils d'IFC pour la promotion d'activités commerciales durables, en insistant en particulier sur les activités propices à l'égalité des sexes.

» *L'Agence britannique du Développement international* a contribué au travail d'IFC pour l'amélioration du climat de l'investissement en Asie centrale et en Afrique subsaharienne, le développement du commerce régional et des PME en Asie du Sud, la promotion des partenariats public-privé en Asie centrale et en Asie du Sud, et la création d'emplois au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Il s'est par ailleurs engagé à contribuer au guichet du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP) destiné au secteur privé. Il s'est enfin engagé, avec le ministère britannique de l'Énergie et du Changement climatique, à verser une contribution importante au Fonds catalyseur d'IFC.

» *L'Agence des États-Unis pour le développement international* a appuyé les activités d'IFC dans le domaine de la réforme du secteur des affaires en Europe de l'Est, en Asie centrale, en Amérique latine, dans les Caraïbes, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

ENGAGEMENTS FINANCIERS DES BAILLEURS DE FONDS AU TITRE DES SERVICES-CONSEILS D'IFC (Équivalent en millions d'USD)*

État récapitulatif	Ex. 12	Ex. 13
États	247,28	239,61
Partenaires institutionnels/multilatéraux	10,95	1,66
Sociétés, fondations et ONG	43,13	12,35
Total	301,36	253,62

*chiffres non audités

États	Ex. 12	Ex. 13
Afrique du Sud	0,00	0,67
Allemagne	0,60	1,15
Australie	1,57	21,87
Autriche	25,55	12,70
Canada	5,63	47,83
Corée	1,00	0,00
Danemark	0,96	3,61
États-Unis	14,14	5,78
Finlande	0,13	0,00
France	0,03	2,65
Irlande	1,51	1,12
Japon	9,48	7,22
Luxembourg	0,00	6,79
Norvège	4,85	2,01
Nouvelle-Zélande	0,00	4,00

États	Ex. 12	Ex. 13
Pays-Bas	42,37	18,59
Royaume-Uni	69,94	34,79
Suède	12,38	5,32
Suisse	57,15	63,51
Total	247,28	239,61

Partenaires institutionnels et privés	Ex. 12	Ex. 13
Banque interaméricaine de développement	1,00	0,00
Blue Moon Fund Inc.	0,00	0,25
BNDSPAR	3,00	0,00
Coca-Cola*	0,00	2,00
Commission européenne	8,90	0,00
CTF	0,80	0,50
Disney Worldwide Services, Inc.	0,05	0,00
Fondation Bill et Melinda Gates	2,57	2,87
Fondation Kauffman	0,05	0,00
Fondation MasterCard	37,45	0,03
Fondation PepsiCo*	0,00	2,00
Marie Stopes International	0,00	3,87
Nestlé SA*	0,00	1,00
Omidyar Network Fund, Inc.	0,00	0,07
Organismes/entités des Nations Unies	0,25	1,16
SABMiller PLC*	0,00	0,25
Total	54,08	14,01

*Contributeur du 2030 Water Resource Group

COLLABORATION AVEC LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉVELOPPEMENT

Les institutions financières internationales (IFI) – notamment les institutions multilatérales et bilatérales de financement du développement – jouent un rôle essentiel en encourageant le secteur privé à participer aux efforts déployés pour améliorer les conditions de vie des populations et réduire la pauvreté.

Comme elles l'ont montré par le passé, elles arrivent à obtenir des résultats dans des environnements difficiles. Elles apportent des capitaux lorsque les marchés privés ne veulent plus prendre de risques. Elles dispensent des conseils qui consolident les marchés et favorisent le développement d'un secteur privé solidaire et viable.

Au cours de la dernière décennie, les activités des IFI relatives au financement du secteur privé dans les pays en développement ont quadruplé pour atteindre plus de 44 milliards de dollars en 2011. Chaque dollar investi par ces institutions permet de mobiliser de deux à trois dollars d'investissements auprès d'autres sources.

La collaboration d'IFC avec diverses IFI a permis aux intéressés de mettre leurs ressources en commun pour partager leurs connaissances, étendre leur rayonnement

et maximiser leur impact. Les opérations des IFI auprès du secteur privé continuent aujourd'hui comme par le passé à mettre l'accent sur le secteur financier et le secteur des infrastructures, tout en portant comme avant une attention particulière à la région du Moyen-Orient et aux secteurs des énergies renouvelables et de la sécurité alimentaire.

Les IFI continuent d'approfondir leur collaboration. À titre d'exemple, un accord-cadre de coopération auquel sont parties 17 institutions de financement du développement sert à définir en détails comment ces dernières peuvent œuvrer ensemble, par la syndication de prêts, au cofinancement de projets conduits par IFC. La Société collabore également au travail de suivi de l'initiative de Busan, à l'amélioration des pratiques de gouvernement d'entreprise, à la promotion de l'égalité des sexes et à la lutte contre le changement climatique. Elle poursuit enfin son travail de coordination des efforts déployés conjointement dans les domaines des financements concessionnels, des financements en monnaies nationales, des questions d'intégrité et de l'harmonisation des indicateurs de développement.

Depuis janvier 2012, IFC dirige en Europe une campagne de communication visant à promouvoir les thèmes abordés dans le rapport intitulé *International Finance Institutions and Development Through the Private Sector*. À l'occasion d'une conférence organisée pour le lancement de l'étude d'IFC sur l'emploi, en janvier 2013, 28 institutions ont publié un communiqué conjoint dans lequel elles se sont engagées à collaborer pour créer plus d'emplois de meilleure qualité (voir page 43). IFC poursuit par ailleurs ses efforts de renforcement des capacités en matière de gouvernement d'entreprise par le biais, par exemple, du Cadre d'amélioration du gouvernement d'entreprise fondé sur sa propre méthodologie et à la mise en oeuvre duquel collaborent près de 30 institutions financières.

Les institutions de financement du développement citées ci-dessous ont investi dans les fonds gérés par IFC Asset Management Company :

- » Banque japonaise pour la coopération internationale
- » Fonds d'Abu Dhabi pour le développement
- » Banque africaine de développement
- » Groupe CDC
- » Banque européenne d'investissement
- » Fonds de l'OPEP pour le développement international

LA GESTION DES RISQUES

GESTION DU PORTEFEUILLE

La gestion du portefeuille fait partie intégrante de la gestion des activités d'IFC visant à assurer la solidité des résultats financiers de ses projets et des résultats obtenus en matière de développement.

La direction d'IFC procède chaque trimestre à l'examen de l'intégralité du portefeuille et transmet chaque année au Conseil d'administration un rapport de suivi de la performance du portefeuille. Les équipes chargées du portefeuille, basées pour la plupart dans les bureaux extérieurs, complètent ces examens généraux par un examen trimestriel de chaque élément d'actif.

Au niveau institutionnel, IFC combine l'analyse de la performance de son portefeuille de 50 milliards de dollars aux projections sur les tendances macroéconomiques et les tendances du marché à l'échelle mondiale pour éclairer la prise de décisions concernant ses investissements futurs. Elle procède aussi régulièrement à des tests de vulnérabilité de la performance du portefeuille face à l'évolution macroéconomique possible des marchés émergents pour cerner les risques et chercher activement à les atténuer. Ces tests de vulnérabilité servent à prévoir les répercussions possibles de l'évolution des conditions macroéconomiques sur le portefeuille d'IFC.

À l'échelon des projets, IFC veille en permanence au respect des accords d'investissement, se rend sur le site des projets pour vérifier

l'état d'avancement des opérations et aide à trouver des solutions aux problèmes qui pourraient se poser. Elle procède à un suivi systématique de la performance environnementale et sociale, et mesure les résultats financiers ainsi que les résultats obtenus sur le front du développement.

Dans le cas des projets qui connaissent des difficultés financières, le Département des opérations spéciales détermine les mesures qu'il convient de prendre pour remédier à la situation. Il s'efforce de négocier des accords avec tous les créanciers et actionnaires pour répartir la charge de la restructuration et régler les problèmes sans interrompre le déroulement du projet.

Les investisseurs et autres partenaires participant aux opérations d'IFC sont tenus régulièrement informés de l'évolution des projets. IFC les consulte ou demande leur consentement, le cas échéant.

SERVICES DE TRÉSORERIE

IFC finance ses activités de prêt en émettant des obligations sur les marchés financiers internationaux. Elle est souvent la première institution multilatérale à émettre des obligations en monnaies nationales dans les pays émergents. La majeure partie de ses prêts sont libellés en dollars, mais elle emprunte en diverses monnaies de manière à diversifier l'accès aux capitaux, à réduire le coût des emprunts et à promouvoir le développement

Les nouveaux emprunts sur les marchés internationaux se sont chiffrés à l'équivalent d'environ

12

milliards de dollars au cours de l'exercice 13.

des marchés financiers locaux.

Les emprunts d'IFC ont continué de progresser parallèlement à ses activités de prêt. Les nouveaux emprunts sur les marchés internationaux se sont chiffrés à l'équivalent d'environ 12 milliards de dollars pour l'exercice 13.

GESTION DES LIQUIDITÉS

Le montant total des actifs liquides inscrits au bilan d'IFC était de 30,3 milliards de dollars au 30 juin 2013, contre 29,7 milliards de dollars l'exercice précédent. La plupart de ces actifs sont libellés en dollars des États-Unis. Pour gérer les risques de change, les actifs libellés dans une devise autre que le dollar des États-Unis font l'objet d'une couverture en dollars. Le montant total des actifs liquides qui doit être détenu est déterminé dans le but d'assurer un niveau de ressources suffisant pour que la Société puisse faire face à ses engagements même en cas de tensions sur les marchés.

EMPRUNTS SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX POUR L'EXERCICE 13

Devise	Montant (équivalent en USD)	Pourcentage
Dollar des États-Unis	6 597 029 098	55,80 %
Dollar australien	1 377 411 350	11,60 %
Réal brésilien	891 776 917	7,50 %
Dollar néo-zélandais	792 480 000	6,70 %
Yen japonais	605 262 000	5,10 %
Rouble russe	488 293 678	4,10 %
Livre turque	368 637 282	3,10 %

ADÉQUATION DU CAPITAL ET CAPACITÉ FINANCIÈRE

Une bonne gestion du risque est essentielle à la réalisation de la mission d'IFC en matière de développement. Les activités de la Société, investisseur à long terme dans des marchés émergents dynamiques mais volatiles, l'exposent par leur nature même à des risques financiers et opérationnels.

Une gestion prudente du risque et un capital solide permettent à IFC de préserver son assise financière et de jouer un rôle de stabilisation conjoncturelle en périodes de tourmente économique et financière. Sa solidité financière lui permet par ailleurs de bénéficier de coûts d'emprunt faibles et d'offrir ainsi à ses clients des financements à un coût abordable.

La note AAA attribuée à IFC depuis que sa cote de crédit est évaluée (1989) illustre la solidité et la qualité de la gestion du risque et de la situation financière de l'institution.

IFC détermine son niveau minimum d'adéquation du capital en fonction de son cadre de calcul économique du capital qui est en phase avec le cadre de Bâle et avec les pratiques dominantes du secteur.

Durant l'exercice 13, le ratio d'endettement d'IFC était de

2,6

c'est-à-dire bien inférieur au maximum (un ratio de 4) prescrit par les directives financières de la Société.

Le capital économique d'IFC tient lieu de garantie contre le risque et permet à la Société de modéliser et d'agréger les risques de pertes posés par divers produits d'investissement ainsi que d'autres risques. L'agrégation de ces risques permet à IFC d'estimer le montant minimal de capital qu'elle doit détenir pour maintenir sa note AAA.

Le capital libéré, les bénéfices mis en réserve, nets du montant des affectations et de certaines plus-values latentes, et les réserves générales pour pertes sur prêts constituent la capacité financière d'IFC. L'excédent de capital disponible au-delà de ce qui lui est nécessaire pour poursuivre ses activités en cours permet à IFC d'assurer la croissance future de son portefeuille tout en maintenant les réserves nécessaires pour amortir les chocs exogènes inattendus.

En juin 2013, le montant total des ressources disponibles d'IFC était de 20,5 milliards de dollars, tandis que le niveau minimum d'adéquation du capital s'établissait à 16,8 milliards de dollars. Le ratio d'endettement d'IFC était de 2,6 — c'est-à-dire bien inférieur au maximum (un ratio de 4) prescrit par les directives financières de la Société.

UNE ACTION RESPONSABLE

LA DÉMARCHE D'IFC EN FAVEUR D'UNE ACTION DURABLE

Les entreprises évoluent dans un environnement dynamique. Dans le contexte actuel marqué par le changement climatique, la raréfaction des ressources et l'intensification des pressions sociales, les enjeux liés à l'environnement, au contexte social et au gouvernement d'entreprise tiennent une place de plus en plus importante pour les entreprises et les clients d'IFC.

IFC considère qu'une gestion durable des affaires est le meilleur gage de résultats positifs au plan du développement. Le cadre de viabilité d'IFC et les conseils que l'institution prodigue à ses clients les aident à tirer parti des possibilités de croissance et d'innovation. Ils mettent en avant les bonnes pratiques environnementales et sociales, élargissent l'impact d'IFC sur le développement et encouragent la transparence et la responsabilisation.

Ce cadre traduit l'engagement stratégique d'IFC envers le développement durable et fait partie intégrante de sa démarche en matière de gestion du risque. Il permet à la Société de gérer une clientèle diversifiée — au sein de laquelle on trouve beaucoup d'intermédiaires financiers — qui fait appel à ses services de conseils et d'investissements.

LES NORMES DE PERFORMANCE D'IFC

Le cadre de viabilité d'IFC est constitué essentiellement de huit normes de performance couvrant un éventail d'enjeux environnementaux et sociaux auxquels le secteur privé est confronté. Ces normes visent à aider les clients à éviter, atténuer et gérer les risques de manière à exercer leurs activités de façon durable. Elles leur permettent aussi de trouver des solutions qui soient bonnes à la fois pour les affaires, pour les investisseurs, pour l'environnement et pour les populations locales.

Cela peut consister à réduire les coûts grâce à l'amélioration des rendements énergétiques, à accroître les revenus et les parts de marché en offrant des produits et services écologiquement et socialement viables, ou à s'employer vigoureusement à améliorer les relations entre les parties prenantes. Dans les cas où il n'est pas

possible d'appliquer les normes de performance d'une manière appropriée (par exemple, financement à court terme ou financement du commerce), IFC a élaboré des outils de dépistage des risques qui permettent de réaliser les objectifs du cadre de viabilité.

Les normes de performance d'IFC sont devenues une référence reconnue dans le monde entier en ce qui concerne la gestion des risques environnementaux et sociaux dans le secteur privé. Ces normes se reflètent dans les Principes d'Équateur aujourd'hui appliqués par 76 institutions financières à travers le monde. D'autres institutions financières se sont également inspirées des normes de performance d'IFC dans l'élaboration de leurs politiques — notamment 15 institutions européennes de financement du développement et 32 organismes de crédit à l'exportation de pays appartenant à l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Les clients d'IFC continuent d'affirmer que les compétences de la Société dans le domaine social et environnemental jouent un rôle important dans leur décision de collaborer avec elle. L'enquête annuelle menée par IFC auprès de ses clients montre que plus de 90 % de ceux qui ont bénéficié d'une aide de la Société dans le cadre de questions environnementales et sociales ont jugé cette aide utile. Elle leur a permis d'améliorer leurs rapports avec les parties prenantes, de renforcer leur image de marque et leur notoriété, et d'établir de saines pratiques de gestion du risque.

Lorsqu'un financement est sollicité pour un projet, IFC effectue un examen social et environnemental au titre de son processus de diligence raisonnable. L'examen prend en compte l'évaluation de l'impact du projet par le client ainsi que son engagement et sa capacité à gérer le projet. Il détermine également dans quelle mesure le projet respecte les normes de performance d'IFC. En cas de lacunes, IFC et le client conviennent d'un Plan d'action environnemental et social pour garantir que les normes seront respectées à terme. IFC supervise les projets pendant toute la durée de leur exécution en évaluant l'engagement des clients en matière de performance environnementale et sociale.

LA VIABILITÉ EN PRATIQUE

IFC estime qu'une solide croissance économique, tirée par le développement du secteur privé, est indispensable à la réduction de la pauvreté.

Lorsqu'elle procède à des investissements et dispense des services de conseil dans le monde, elle prend en compte quatre aspects — financier, économique, écologique et social — de la viabilité. La viabilité financière permet à IFC et à ses clients de contribuer conjointement et durablement au développement. En rendant ses projets économiquement viables, la Société s'assure qu'ils contribuent utilement au développement de l'économie des pays hôtes.

La viabilité écologique des opérations et des chaînes d'approvisionnement des clients d'IFC aide à protéger et à conserver les ressources naturelles, à atténuer les impacts environnementaux et à répondre à l'impératif d'envergure mondiale que constitue la lutte contre le changement climatique.

IFC est la première institution financière internationale à avoir totalement intégré la notion de « services écosystémiques » dans ses politiques environnementales et sociales. Ces services naturels profitent aux populations et aux entreprises en leur assurant entre autres l'accès aux aliments, à l'eau potable et aux plantes médicinales. Ils font ressortir les avantages que peuvent procurer à l'économie et à la société un environnement en bonne santé.

En incluant le risque climatique dans son cadre de viabilité, IFC a renforcé, pour le bénéfice de ses clients, le développement d'outils et de programmes d'évaluation du risque climatique et d'adaptation à ce risque.

IFC favorise la viabilité sociale en travaillant à l'amélioration des conditions de vie et de travail, en renforçant les collectivités, en consultant les peuples autochtones et en veillant au respect des principaux enjeux relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Ses normes de performance intègrent la question de la parité des sexes puisqu'on s'attend à ce qu'elle fasse partie des exigences générales relatives à la protection de

tous les travailleurs et à la réduction des risques et répercussions concernant toutes les collectivités. Ces normes tiennent compte de la nécessité de se pencher sur les impacts qui touchent différemment les hommes et les femmes et de procéder à des consultations qui prennent en compte la problématique homme-femme.

IFC est résolue à faire en sorte que les fruits du développement économique soient partagés avec les populations pauvres et vulnérables, et que le développement se fasse d'une manière viable. La recherche de la viabilité est aussi l'occasion de transformer les marchés, de promouvoir l'innovation et d'ajouter de la valeur aux activités des clients de la Société en aidant ceux-ci à améliorer leurs résultats commerciaux.

GOVERNEMENT D'ENTREPRISE

IFC se fait une priorité d'aider ses clients dans le secteur privé des pays en développement à améliorer leur gouvernement d'entreprise.

Elle dispense des conseils sur les pratiques exemplaires permettant d'améliorer le fonctionnement des conseils d'administration, de renforcer les droits des actionnaires et d'améliorer la gestion des risques, le contrôle interne et la diffusion de l'information. Elle conseille également les régulateurs, les marchés boursiers et d'autres acteurs qui souhaitent améliorer le gouvernement d'entreprise. Elle étoffe ses programmes dans ce domaine dans les régions mal desservies, notamment en Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud.

Grâce à son expérience, IFC peut adapter les principes internationaux aux réalités du secteur privé dans le monde en développement. C'est pourquoi les banques de développement et d'autres investisseurs opérant dans les marchés émergents se tournent maintenant vers IFC pour qu'elle leur indique la voie à suivre en matière de gouvernement d'entreprise.

IFC intervient dans ce domaine de diverses manières, notamment grâce à la mise au point d'une méthodologie de gouvernement d'entreprise qui permet d'évaluer les risques et les opportunités au niveau de l'entreprise.

Parmi les institutions qui financent le développement, cette méthodologie est considérée comme le plus perfectionné des systèmes de ce type ; elle forme la base d'une approche commune en matière de gouvernement d'entreprise désormais mise en œuvre par une trentaine d'institutions de financement du développement œuvrant dans certains des marchés les plus difficiles du monde.

IFC contribue aussi à l'amélioration du gouvernement d'entreprise en préparant des documents de formation et des outils et produits de renforcement des institutions, y compris des outils qui peuvent servir aux entreprises dans des domaines tels que les associations de gouvernement d'entreprise, les codes et tableaux de bord institutionnels, la formation des dirigeants à l'exercice de responsabilités, la résolution des différends et la formation des journalistes d'affaires.

Un conseil d'administration diversifié est gage d'un solide gouvernement d'entreprise. IFC s'efforce d'accroître le nombre de femmes qui siègent à titre d'administratrices désignées au conseil de ses clients. Près de 20 % des administrateurs désignés d'IFC sont des femmes. La Société est déterminée à porter cette proportion à 30 % d'ici 2015.

ENGAGEMENT EN MATIÈRE D'EMPREINTE ÉCOLOGIQUE

IFC souhaite que la promotion du développement durable fasse partie intégrante de sa culture et de sa démarche. En veillant sans cesse à améliorer ses résultats environnementaux et sociaux, elle s'efforce de mettre en pratique ce qu'elle prêche à ses clients.

IFC a abordé d'une manière plus globale son engagement en matière d'empreinte écologique au cours de l'exercice 13. Par exemple, sa consommation d'électricité représente près de 30 % de son « empreinte carbone » à l'échelle mondiale. IFC a investi dans un système de gestion de l'énergie pour l'ensemble de son réseau d'ordinateurs — y compris les ordinateurs portables — et de moniteurs. Elle estime que sa première initiative mondiale de réduction de la consommation d'électricité a permis de réduire d'un tiers la consommation de ses équipements informatiques, avec une période d'amortissement d'à peine un an.

IFC a également adopté une démarche globale quant à la réduction de sa production de déchets solides. À l'échelle mondiale, elle s'est fixée pour premier objectif de réduire sa consommation de papier de 15 % d'ici l'exercice 15. Sa campagne de réduction des déchets a encouragé une douzaine de bureaux extérieurs à mettre en œuvre de nouveaux programmes à cet effet, et plus de 830 employés répartis dans plus de 65 pays à s'engager personnellement à réduire leur production de déchets en s'aidant de la carte « IFC Pledge » diffusée sur le web.

Le siège de la Société s'est engagé à réduire de 10 % le volume total de déchets et à faire passer de 35 à 85 % son taux combiné de recyclage/compostage d'ici l'exercice 15. Un nouveau système de gestion des déchets a été mis en place et un audit provisoire indique que cet objectif sera atteint, voire dépassé. Par ailleurs, 26 705 kilogrammes de fournitures et de meubles de bureau du siège ont été donnés à des organismes caritatifs.

INVENTAIRE DES ÉMISSIONS DE CARBONE POUR L'EXERCICE 12 — OPÉRATIONS D'IFC DANS LE MONDE

Tonnes d'équivalent CO₂

Déplacements professionnels	33 195,94	tCO ₂ e	69 %
Consommation d'électricité au siège	7 512,34	tCO ₂ e	16 %
Consommation d'électricité des bureaux extérieurs	4 703,90	tCO ₂ e	10 %
Divers	2 404,83	tCO ₂ e	5 %
ÉMISSIONS TOTALES	47 817,02	tCO₂e	

Les émissions de carbone d'IFC pour l'exercice 12 se sont chiffrées au total à 47 800 tonnes d'équivalent dioxyde de carbone (tCO₂e), qui comprennent les émissions de dioxyde de carbone, de méthane et d'oxyde d'azote.

Durant l'exercice 12, les émissions de carbone des opérations institutionnelles de tous les bureaux d'IFC se sont chiffrées à environ 47 800 tonnes d'équivalent CO₂. IFC recueille et publie les données sur son empreinte carbone au plan mondial depuis l'exercice 07.

IFC continue d'afficher un bilan carbone neutre pour l'ensemble de ses opérations dans le monde. Pour réduire son empreinte carbone, elle a acheté des crédits carbone auprès de LifeStraw « Carbon for Water » – un programme unique en son genre qui distribue des filtres à eau dans les collectivités à faible revenu afin de réduire le volume de bois qu'elles doivent brûler pour faire bouillir l'eau et de réduire ainsi leurs émissions de gaz à effet de serre. Ce projet qui touche plus de 800 000 ménages des régions rurales du Kenya fournit de l'eau potable à 4,5 millions d'habitants tout en réduisant les émissions de carbone.

POLITIQUE D'ACCÈS À L'INFORMATION

Institution d'envergure mondiale exerçant des activités dans de nombreuses régions et de nombreux secteurs, IFC a un impact sur un large éventail de parties prenantes. La transparence et la responsabilité revêtent une importance capitale pour l'accomplissement de sa mission en matière de développement.

Grâce à sa nouvelle politique d'accès à l'information, entrée en vigueur en 2012, IFC peut mieux faire connaître l'impact de ses activités sur le développement et la manière dont elle gère les risques environnementaux et sociaux. Le renforcement de la transparence sur les projets et les investissements enrichit le dialogue et le retour d'information.

IFC divulgue désormais des informations sur l'impact environnemental et social de ses projets ainsi que sur leurs résultats au plan du développement à toutes les étapes du cycle d'investissement. Ce mode de fonctionnement, qui met davantage l'accent sur la divulgation des résultats, s'applique également aux investissements effectués par le biais d'intermédiaires financiers, qui représentent un volet de plus en plus important du portefeuille de la Société.

La politique de divulgation des résultats des projets d'investissement d'IFC au plan du développement est mise en place région par région. L'Amérique latine et les Caraïbes, l'Asie de l'Est et le Pacifique, et l'Europe et l'Asie centrale s'y conformeront à partir de l'exercice 13. Toutes les autres régions commenceront à divulguer leurs résultats au plan du développement en 2014. Les projets de services-conseil d'IFC, qui publient des indicateurs d'impact sur le développement depuis l'entrée en vigueur de la politique d'accès à l'information en 2012, commenceront à publier les résultats correspondant à l'année civile après la publication du Rapport annuel.

La transparence accrue des investissements réalisés par le biais d'intermédiaires financiers passe en particulier par la divulgation périodique de listes de noms, d'endroits et de secteurs associés aux sous-projets à risque élevé financés par les investissements d'IFC dans les fonds de capital-investissement.

Les données sur les projets d'IFC et celles du Rapport annuel sont désormais disponibles à partir de la plateforme d'information financière ouverte du Groupe de la Banque mondiale. Les informations sur les projets d'IFC et les données financières de la Société sont donc ainsi plus accessibles, et les utilisateurs sont en mesure de les fractionner et de les visualiser comment ils l'entendent.

Même si IFC maintient les dispositions concernant la protection des informations sensibles au plan commercial, relatives à des délibérations et à caractère confidentiel, les parties prenantes peuvent se prévaloir d'un mécanisme d'appel indépendant à deux étapes pour contester une décision de ne pas publier une information donnée.

IFC considère qu'une plus grande transparence peut améliorer les performances et favoriser une bonne gouvernance. Elle est persuadée qu'à terme les changements se traduiront par l'amélioration des résultats des projets, un niveau de sensibilisation plus élevé des populations touchées et un renforcement des relations avec les parties prenantes.

Pour de plus amples informations, consulter le site www.ifc.org/disclosure.

RAPPORT INDÉPENDANT D'ASSURANCE PORTANT SUR DIFFÉRENTES INFORMATIONS RELATIVES AU DÉVELOPPEMENT DURABLE

À la demande d'IFC, nous avons procédé à l'examen de différentes informations relatives au développement durable présentées dans le Rapport annuel pour l'exercice clos le 30 juin 2013, notamment des indicateurs quantitatifs (« les Indicateurs ») et des déclarations qualitatives (« les Déclarations »). Nous avons sélectionné les déclarations dont on estime qu'elles présentent un intérêt particulier pour les parties prenantes ou peuvent poser un risque de réputation pour IFC, ainsi que les déclarations sur la gestion et la performance de la responsabilité institutionnelle. Les Indicateurs et les Déclarations concernent les domaines essentiels figurant ci-dessous :

DOMAINES ESSENTIELS	DÉCLARATIONS	INDICATEURS																											
Politique d'IFC	« Les objectifs de développement d'IFC » (p. 80) « La démarche d'IFC en faveur d'une action durable » (p. 98)																												
Efficacité des investissements et des services-conseil au plan du développement	« La méthode suivie par IFC pour mesurer ses résultats » (p. 80-87) « Résultats des investissements » (p. 82-87) « Résultats des services-conseil » (p. 84-87)	Projets d'investissement ayant reçu une note élevée : 66 % (p. 86) ; résultats détaillés par branche d'activité (p. 87), par région (p. 87) et par catégorie de résultats (p. 87) ; et résultats pondérés et non-pondérés (p. 87). Projets de services-conseil ayant reçu une note élevée : 76 % (p. 86) ; et résultats détaillés par domaine d'activité (p. 87) et par région (p. 87)																											
Champ d'action	« Marchés locaux des capitaux, un moyen efficace de stimuler la croissance » (p. 54) « Créer des opportunités là où elles font le plus défaut » (p. 68-69)	Emplois créés (millions) 2,7 Patients traités (millions) 17,2 Étudiants instruits (millions) 1,0 Distribution de gaz (millions de personnes desservies) 33,8 Distribution d'électricité (millions de personnes desservies) 45,7 Distribution d'eau (millions de personnes desservies) 42,1 Nombre et montants des microprêts et des prêts aux PME pour l'exercice 12 (p. 86) <table border="1"> <thead> <tr> <th>Type de prêts</th> <th>Nombre de prêts (millions)</th> <th>Montant (milliards de dollars)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Microprêts</td> <td>22,9</td> <td>25,13</td> </tr> <tr> <td>Prêts de montant faible ou moyen</td> <td>5,8</td> <td>241,3</td> </tr> </tbody> </table>	Type de prêts	Nombre de prêts (millions)	Montant (milliards de dollars)	Microprêts	22,9	25,13	Prêts de montant faible ou moyen	5,8	241,3																		
Type de prêts	Nombre de prêts (millions)	Montant (milliards de dollars)																											
Microprêts	22,9	25,13																											
Prêts de montant faible ou moyen	5,8	241,3																											
Notes environnementales et sociales	« Les normes de performance d'IFC » (p. 98) « La viabilité en pratique » (p. 98-99)	Engagements d'IFC par catégorie environnementale et sociale (p. 28) <table border="1"> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Engagements (millions de dollars)</th> <th>Nombre de projets</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>A</td> <td>884</td> <td>17</td> </tr> <tr> <td>B</td> <td>5 490</td> <td>167</td> </tr> <tr> <td>C</td> <td>6 764</td> <td>269</td> </tr> <tr> <td>FI</td> <td>1 751</td> <td>48</td> </tr> <tr> <td>FI-1</td> <td>450</td> <td>14</td> </tr> <tr> <td>FI-2</td> <td>2 203</td> <td>59</td> </tr> <tr> <td>FI-3</td> <td>807</td> <td>38</td> </tr> <tr> <td>Total</td> <td>18 349</td> <td>612</td> </tr> </tbody> </table>	Catégorie	Engagements (millions de dollars)	Nombre de projets	A	884	17	B	5 490	167	C	6 764	269	FI	1 751	48	FI-1	450	14	FI-2	2 203	59	FI-3	807	38	Total	18 349	612
Catégorie	Engagements (millions de dollars)	Nombre de projets																											
A	884	17																											
B	5 490	167																											
C	6 764	269																											
FI	1 751	48																											
FI-1	450	14																											
FI-2	2 203	59																											
FI-3	807	38																											
Total	18 349	612																											
Activités commerciales durables	« Changement climatique, faire face au réchauffement de la planète » (p. 36-37) « Parité hommes-femmes, stimuler le développement par l'égalité des sexes » (p. 60) « Services-conseil d'IFC » (p. 74) « Engagement en matière d'empreinte écologique » (p. 99)	Engagements au titre d'investissements liés au climat pour l'exercice 13 (p. 36) : 2,5 milliards de dollars Émissions de carbone (p. 99) : 47,8 tonnes d'équivalent CO ₂ durant l'exercice 12																											
Influence sur le développement du secteur privé	« Sécurité alimentaire, offrir davantage de possibilités aux petits exploitants agricoles » (p. 47). « Création d'emplois, la voie la plus sûre pour sortir de la pauvreté » (p. 43). « Petites et moyennes entreprises, aider les entreprises à se développer » (p. 45). « Pays à revenu intermédiaire, promotion de la prospérité pour tous » (p. 61)																												
Activités dans les pays les plus pauvres et les plus fragiles	« Infrastructure, promouvoir la prospérité en Afrique » (p. 51). « Investissement Sud-Sud, un atout vital pour le développement » (p. 53). « Mise en place des conditions nécessaires à la croissance durable » (p. 58-59). « Pays IDA, création d'opportunités pour les plus pauvres » (p. 63)																												
Collaboration avec d'autres entités	« Mobilisation, ouvrir de nouveaux marchés à l'investissement privé » (p. 52). « Collaboration avec les partenaires donateurs » (p. 94-95). « Collaboration avec les autres institutions de développement » (p. 95)																												
Gestion d'actifs	« IFC Asset Management Company » (p. 75)																												
Évaluation des activités d'IFC	« Le Groupe indépendant d'évaluation » (p. 92) « Le Bureau du Conseiller/ombudsman » (p. 92-93)																												

Notre examen visait à assurer dans une mesure limitée¹ que :

1. les Indicateurs ont été préparés conformément aux normes de déclaration de l'information applicables durant l'exercice 13 (les « Normes de déclaration »), qui recouvrent les instructions, procédures et directives établies par IFC pour chaque indicateur, et qui sont récapitulées dans le Rapport annuel, en ce qui concerne les indicateurs relatifs aux Engagements par catégorie environnementale et sociale (p. 28) et à l'Efficacité des investissements et des services-conseil au plan du développement (Suivi des résultats, p. 81) et sur le site Internet d'IFC pour les autres.
2. les Déclarations ont été présentées conformément à la « Politique d'information d'IFC », qu'il est possible de consulter sur le site Internet d'IFC² et aux principes de pertinence, d'exhaustivité, de fiabilité et aussi de neutralité et de clarté tels que définis par les normes internationales³.

IFC a la responsabilité de préparer les Indicateurs et Déclarations afin de fournir des informations sur les Normes de déclaration et d'établir le Rapport annuel.

Nous avons pour mission d'exprimer une opinion sur les Indicateurs et les Déclarations fondée sur notre examen. Notre examen a été réalisé conformément à la norme ISAE 3000 (International Standard on Assurance Engagements) de l'IFAC⁴. Notre indépendance est définie par le code de déontologie professionnelle de l'IFAC.

NATURE ET PORTÉE DE NOTRE EXAMEN

En vue de présenter une opinion, nous avons procédé à l'examen ci-après :

- » Nous avons évalué les Normes de déclaration, ainsi que les directives et principes applicables pour déterminer

leur pertinence, leur exhaustivité, leur neutralité et leur fiabilité.

- » Nous avons examiné le contenu du Rapport annuel pour identifier les principales déclarations concernant les domaines du développement durable énoncés plus haut.
- » Au niveau du groupe, nous avons eu des entretiens avec plus de 25 personnes responsables de la déclaration des informations pour évaluer la mesure dans laquelle les Normes de déclaration ont été appliquées ou pour établir le bien-fondé des Déclarations.
- » Au niveau du groupe, nous avons appliqué des procédures d'analyse et vérifié, par sondages, les calculs et le rapprochement des Indicateurs.
- » Nous avons réuni les documents sur la base desquels les Indicateurs ou les Déclarations sont fondés, tels que les rapports préparés, notamment, pour les réunions des administrateurs ou d'autres réunions, les accords de prêts, les exposés et rapports internes et externes, ou les résultats d'enquêtes.
- » Nous nous sommes rendus au bureau de Hong Kong pour rencontrer des spécialistes de l'évaluation des résultats, des chargés d'investissement, des gestionnaires de portefeuille et d'autres personnes chargées de recueillir les données auprès des clients, de les regrouper et de les examiner au niveau local.
- » Nous avons examiné la présentation des Déclarations et des Indicateurs dans le Rapport annuel ainsi que les notes correspondantes sur les méthodes suivies.

LIMITES DE NOTRE EXAMEN

Notre examen s'est limité aux Déclarations et aux Indicateurs identifiés dans le tableau précédent, à l'exclusion d'autres informations présentées dans le Rapport annuel.

Nos sondages ont donné uniquement lieu à l'examen de documents et à des entrevues au siège d'IFC à Washington et au bureau de Hong Kong. À l'intérieur du périmètre d'étude couvert par la présente déclaration, nous n'avons participé à aucune activité avec les parties prenantes extérieures et les clients, ni réalisé aucun test ou entretien destiné à vérifier la validité des informations relatives à des projets particuliers.

INFORMATIONS SUR LES NORMES DE DÉCLARATION ET LE PROCESSUS DE PRÉPARATION DES DÉCLARATIONS

En ce qui concerne les Normes de déclaration et les directives et principes de préparation des Déclarations, nous présentons les commentaires suivants :

Pertinence

IFC présente des informations sur la viabilité de son propre impact et sur l'impact, les réalisations et les risques environnementaux et sociaux des projets qu'elle finance directement ou par le biais d'intermédiaires financiers. Ce niveau de communication d'information est comparable à celui des autres banques multilatérales de développement. IFC fait un effort particulier pour évaluer les résultats de ses services d'investissement et de conseil au plan du développement, notamment par le biais de son Système de suivi des réalisations au plan du développement (DOTS) et au moyen de la mise en œuvre de sa stratégie d'évaluation et de la vérification de ses objectifs de développement.

Nous observons toutefois qu'IFC gagnerait à accroître la pertinence et le nombre des indicateurs (au-delà du système de gestion environnementale et sociale) dans la catégorie « performance environnementale et sociale » du DOTS, afin de mieux déterminer la mesure dans laquelle les clients améliorent

1. Un degré d'assurance plus poussé aurait exigé des travaux plus importants.

2. http://www.ifc.org/ifcext/disclosure.nsf/content/disclosure_policy

3. ISAE 3000 de l'IFAC, Global Reporting Initiative (GRI) ou AA1000 Accountability Standard.

4. ISAE 3000 : Assurance Engagement other than reviews of historical data, International Federation of Accountants, International Audit and Assurance Board, décembre 2003.

leurs propres résultats dans ce domaine. C'est particulièrement important dans le secteur des institutions financières où l'impact environnemental et social est de nature indirecte.

Exhaustivité

Les Indicateurs couvrent les activités d'IFC les plus pertinentes. La couverture de chaque indicateur est indiquée dans les commentaires joints aux données dans le Rapport annuel.

Compte tenu de l'importance croissante des activités Financement du commerce dans son portefeuille, la Société a réalisé en 2012 une enquête pilote au titre du DOTS pour recueillir des données auprès de ses clients dans le cadre de son Programme de financement du commerce mondial. Cette enquête, dont les conclusions ont fait l'objet d'un rapport, devrait permettre à IFC de commencer à publier des notes prochainement.

Neutralité et clarté

IFC donne des informations sur les méthodes suivies pour établir les Indicateurs dans les commentaires joints aux données publiées ou dans les sections correspondantes. De plus amples informations sont disponibles sur le site web d'IFC.

Nous avons pris note des efforts engagés, en collaboration avec d'autres grandes institutions financières internationales, pour harmoniser les définitions des indicateurs relatifs au « Champ d'action », qui devraient améliorer sensiblement la cohérence de la communication des IFI sur la portée de leurs activités.

Fiabilité

IFC a accompli des progrès en ce qui concerne le renforcement de ses contrôles internes relatifs aux « investissements liés au climat », aux « microprêts » et

aux « prêts de montant faible ou moyen » (indicateurs de champ d'actions relatifs aux MPME).

Outre les nombreux contrôles effectués à l'échelle de l'institution et des projets, IFC devrait procéder à des vérifications supplémentaires au niveau de l'information de base utilisée pour suivre les indicateurs relatifs au « Champ d'action ». Ces données provenant souvent directement de sources extérieures et étant parfois basées sur des estimations plutôt que sur les états financiers vérifiés des clients, il est important de s'assurer que les données communiquées sont conformes aux propres définitions et modes de calcul d'IFC.

CONCLUSION

Sur la base de notre examen, nous n'avons relevé aucune anomalie qui nous permettrait de penser que :

- » les Indicateurs n'ont pas été présentés, en ce qui concerne tous les points importants, conformément aux Normes de Déclaration ;
- » les Déclarations n'ont pas été présentées, en ce qui concerne tous les points importants, conformément à la « Politique d'information d'IFC » et aux principes de pertinence, d'exhaustivité, de neutralité, de clarté et de fiabilité définis par les normes internationales.

Paris-La Défense, France, 5 Août 2013

Auditeurs indépendants
ERNST & YOUNG et Associés

 **ERNST & YOUNG**
Quality In Everything We Do

Éric Duvaud
Associé, Technologies propres et
développement durable

LETTRE AU CONSEIL DES GOUVERNEURS

Le Conseil d'administration d'IFC a fait préparer ce rapport annuel conformément aux statuts de la Société. M. Jim Yong Kim, Président d'IFC et de son Conseil d'administration, a soumis ce rapport ainsi que les états financiers vérifiés y afférents au Conseil des Gouverneurs. Les Administrateurs constatent avec satisfaction que, durant l'exercice clos le 30 juin 2013, IFC a accru sa contribution au développement durable par le biais de ses opérations de financement de projets dans le secteur privé et de ses activités de services-conseil et de gestion de fonds.

PERFORMANCE FINANCIÈRE

RÉSUMÉ DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE

L'environnement général du marché influe de façon importante sur la performance financière d'IFC.

Le tableau suivant récapitule les principaux éléments composant le revenu net et le revenu étendu d'IFC, ainsi que les facteurs auxquels ces éléments sont soumis et qui influent sur le niveau et la variabilité du revenu net et du revenu étendu d'une année sur l'autre :

Éléments	Facteurs d'influence importants
Revenu net :	
Rendement des actifs porteurs d'intérêts	Situation du marché, notamment le niveau des spreads et le degré de concurrence. Sont également inclus dans les revenus des prêts les intérêts non comptabilisés et les intérêts recouvrés sur des prêts précédemment à intérêts non comptabilisés, et les revenus des participations à des prêts individuels.
Revenu des actifs liquides	Gains et pertes réalisés et non réalisés sur les portefeuilles d'actifs liquides, qui dépendent de facteurs externes tels que les taux du marché et la liquidité de certaines classes d'actifs à l'intérieur du portefeuille d'actifs liquides.
Revenu du portefeuille de participations en capital	Climat mondial pour les participations en capital sur les marchés émergents, fluctuations sur les marchés des devises et des produits de base et performances individuelles des entreprises. Performance du portefeuille de participations en capital (principalement les plus-values réalisées, les dividendes, les dépréciations pour perte de valeur, les gains sur les échanges non monétaires et les gains et pertes non réalisés sur les participations en capital).
Provisions pour pertes sur les prêts et les garanties	Évaluation des risques associés aux emprunteurs et probabilité de défaut et de perte en cas de défaut.
Autres revenus et dépenses	Niveau des services-conseil fournis par IFC à ses clients, niveau des dépenses afférentes aux prestations de retraite et autres versées au personnel, et budgets administratifs et autres approuvés.
Gains et pertes sur les autres instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, comptabilisés à leur juste valeur marchande	Principalement, différences entre les changements enregistrés dans les justes valeurs marchandes des emprunts, y compris le spread de crédit d'IFC, et les instruments dérivés associés, et les gains non réalisés associés au portefeuille d'investissements, notamment les options de vente, les bons de souscription et les options d'achat d'actions qui dépendent en partie du climat mondial pour les marchés émergents. La valeur de ces titres est calculée au moyen de modèles développés en interne ou de méthodes utilisant des facteurs observables ou non.
Dons à l'IDA	Niveau des dons à l'IDA approuvés par le Conseil des Gouverneurs.
Autres composantes du revenu global :	
Gains et pertes non réalisés sur des titres de participation de sociétés cotées et des titres de dette comptabilisés comme étant disponibles à la vente	Climat mondial pour les participations en capital sur les marchés émergents, fluctuations sur les marchés des devises et des produits de base et performances individuelles des entreprises. La valeur de ces participations est calculée au moyen des cours du marché non ajustés et celle des titres de dette au moyen de modèles développés en interne ou de méthodes utilisant des facteurs observables ou non.
Gains et pertes actuariels nets non constatés et coûts non constatés des prestations futures au titre de régimes d'avantages sociaux	Rendement des actifs de régimes de retraite et principales hypothèses sur lesquelles reposent les prévisions de prestations futures à verser, notamment les taux d'intérêt du marché, les dépenses de personnel, l'expérience passée et l'estimation faite par la direction de l'évolution du coût des prestations futures et de la situation économique.

REVENU NET

IFC a déclaré un revenu, avant la prise en compte des gains ou pertes nets sur d'autres instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions comptabilisés à leur juste valeur marchande et avant la prise en compte des dons à l'IDA, de 928 millions de dollars durant l'exercice 13, contre 1 877 millions de dollars pour l'exercice 12.

La diminution du revenu, avant la prise en compte des gains ou pertes nets sur d'autres instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions comptabilisés à leur juste valeur marchande et avant la prise en compte des dons à l'IDA, durant l'exercice 13 par rapport à l'exercice 12, s'explique principalement par les éléments suivants (en millions d'USD) :

	Hausse (baisse), comparaison EX. 13/EX. 12
Plus-values réalisées au titre de participations	(1 079)
Provisions pour pertes sur les prêts, les garanties et autres créances	(126)
Plus-values (moins-values) monétaires sur les transactions en devises	(110)
Dépenses au titre des services-conseil, nettes	(91)
Dépenses au titre du plan de retraite et d'autres prestations aux retraités	(77)
Plus-values non réalisées sur les participations	154
Revenu des opérations sur actifs liquides	187
Autres que les moins-values temporaires sur les participations	251
Divers, net	(58)
Variation globale	(949)

Les gains nets sur d'autres instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions comptabilisés à leur juste valeur marchande se sont montés à 422 millions de dollars durant l'exercice 13, soit un gain supérieur de 641 millions de dollars par rapport aux pertes nettes de 219 millions de dollars de l'exercice 12. En conséquence, IFC a déclaré un revenu avant la prise en compte des dons à l'IDA de 1 350 millions de dollars, soit un montant inférieur de 308 millions de dollars par rapport au revenu avant dons à l'IDA de 1 658 millions de l'exercice 12.

Les dons à l'IDA ont atteint 340 millions de dollars durant l'exercice 13, contre 330 millions de dollars pendant l'exercice 12. Les pertes nettes sur les participations minoritaires se sont montées à 8 millions de dollars au cours de l'exercice 13 contre 0 dollar pour l'exercice 12. En conséquence, le revenu net imputable à IFC s'est établi à 1 018 millions de dollars durant l'exercice 13, contre un revenu net de 1 328 millions pour l'exercice 12.

Le revenu net (ou la perte nette) d'IFC pour chacun des cinq derniers exercices clos le 30 juin est présenté ci-dessous (en millions d'USD) :

REVENU (PERTE) NET(TE)

Au 30 juin, date de clôture des exercices (millions d'USD)

2013	1 018
2012	1 328
2011	1 579
2010	1 746
2009	(151)

Le tableau ci-dessous contient les principales données financières des cinq derniers exercices (en millions de dollars, sauf indication contraire) :

Principales données financières	2013	2012	2011	2010	2009
Au 30 juin, date de clôture des exercices					
RÉSULTATS NETS, PRINCIPALES DONNÉES :					
Revenu des prêts et garanties	1 059	938	877	801	871
(Constitution) reprise de provisions pour pertes sur prêts et garanties	(243)	(117)	40	(155)	(438)
Revenu (perte) des participations	752	1 457	1 464	1 638	(42)
Dont :					
Plus-values réalisées sur les participations	921	2 000	737	1 290	990
Plus-values sur les échanges non monétaires	6	3	217	28	14
Plus-values (pertes) non réalisées sur les participations	26	(128)	454	240	(299)
Dividendes et participations aux bénéfices	248	274	280	285	311
Autres que les moins-values temporaires	(441)	(692)	(218)	(203)	(1 058)
Commissions et autres	(8)	-	(6)	(2)	-
Revenu des titres de dette	5	81	46	108	71
Revenu des opérations sur actifs liquides	500	313	529	815	474
Coûts des emprunts	(220)	(181)	(140)	(163)	(488)
Autres revenus					
Commissions de service	101	60	88	70	39
Revenu au titre des services-conseil	239	269	-	-	-
Divers	101	119	134	106	114
Autres dépenses					
Dépenses administratives	(845)	(798)	(700)	(664)	(582)
Dépenses au titre des services-conseil	(351)	(290)	(153)	(108)	(134)
Dépenses au titre du plan de retraite et d'autres prestations aux retraités	(173)	(96)	(109)	(69)	(34)
Divers	(32)	(23)	(19)	(12)	(14)
Plus-values (moins-values) monétaires sur les transactions en devises	35	145	(33)	(82)	10
Revenu (perte) avant plus-values (moins-values) nettes au titre d'autres instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions comptabilisés à leur juste valeur et avant dons à l'IDA	928	1 877	2 024	2 285	(153)
Gains (pertes) net(te)s au titre d'autres instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions	422	(219)	155	(339)	452
Dont :					
Plus-values réalisées	35	11	63	5	-
Plus-values sur les échanges non monétaires	2	10	22	6	45
Plus-values (moins-values) latentes	385	(240)	70	(350)	407
Revenu avant dons à l'IDA	1 350	1 658	2 179	1 946	299
Dons à l'IDA	(340)	(330)	(600)	(200)	(450)
Revenu (perte) net(te)	1 010	1 328	1 579	1 746	(151)
Moins : pertes nettes sur les participations minoritaires	8	-	-	-	-
Revenu (perte) net(te) imputable à IFC	1 018	1 328	1 579	1 746	(151)

	2013	2012	2011	2010	2009
Au 30 juin, date de clôture des exercices					
BILAN CONSOLIDÉ, PRINCIPALES DONNÉES :					
Total, actif	77 525	75 761	68 490	61 075	51 483
Portefeuille de liquidités (hors produits dérivés)	31 237	29 721	24 517	21 001	17 864
Investissements	34 677	31 438	29 934	25 944	22 214
Emprunts en cours, avec prise en compte des variations de la juste valeur	44 869	44 665	38 211	31 106	25 711
Total capitaux propres	22 275	20 580	20 279	18 359	16 122
Dont :					
Bénéfices non affectés mis en réserve	18 435	17 373	16 032	14 307	12 251
Bénéfices affectés mis en réserve	278	322	335	481	791
Capital social	2 403	2 372	2 369	2 369	2 369
Montants cumulés des autres composantes du revenu global (AOCl)	1 121	513	1 543	1 202	711
Participations minoritaires	38	-	-	-	-
RATIOS FINANCIERS¹ :					
Rendement de l'actif moyen (base GAAP) ²	1,3 %	1,8 %	2,4 %	3,1 %	(0,3 %)
Rendement de l'actif moyen (base non-GAAP) ³	0,9 %	2,8 %	1,8 %	3,8 %	(1,1 %)
Rendement des capitaux propres moyens (base GAAP) ⁴	4,8 %	6,5 %	8,2 %	10,1 %	(0,9 %)
Rendement des capitaux propres moyens (base non-GAAP) ⁵	3,1 %	9,9 %	6,0 %	11,8 %	(3,0 %)
Encaisses et placements immédiatement disponibles en pourcentage des besoins estimés de liquidités pour les trois prochains exercices	77 %	77 %	83 %	71 %	75 %
Niveau de liquidité des financements extérieurs ⁶	309 %	327 %	266 %	190 %	163 %
Ratio d'endettement ⁷	2,6:1	2,7:1	2,6:1	2,2:1	2,1:1
Total des provisions pour pertes sur prêts rapporté à l'ensemble du portefeuille décaissé ⁸	7,2 %	6,6 %	6,6 %	7,4 %	7,4 %
Mesure du capital :					
Ratio du capital rapporté aux actifs pondérés des risques ⁹	n/a	n/a	n/a	n/a	44 %
Montant total des ressources nécessaires (milliards d'USD) ¹⁰	16,8	15,5	14,4	12,8	10,9
Montant total des ressources disponibles (milliards d'USD) ¹¹	20,5	19,2	17,9	16,8	14,8
Capital stratégique ¹²	3,8	3,7	3,6	4,0	3,9
Capital stratégique utilisable ¹³	1,7	1,8	1,8	2,3	2,3
Capital stratégique utilisable en pourcentage des ressources totales disponibles	8 %	9 %	10 %	14 %	16 %

1. Certains ratios financiers (voir ci-dessous) font abstraction des effets des plus-values ou des moins-values latentes au titre d'investissements, d'autres instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, d'AOCl et de l'impact des entités à débiteurs de droits variables consolidées (EDDV).

2. Revenu net pour l'exercice en pourcentage de la moyenne des actifs à la fin de l'exercice considéré et de l'exercice précédent.

3. Revenu net faisant abstraction des plus-values ou des moins-values latentes au titre d'investissements comptabilisés à leur juste valeur, du revenu des EDDV consolidées et des plus-values ou moins-values nettes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions comptabilisées à leur juste valeur, en pourcentage des participations et des prêts décaissés (nets de toute provision) au coût historique, des liquidités (hors mises en pension) et d'autres actifs calculés selon la moyenne de l'exercice en cours et de l'exercice précédent.

4. Revenu net pour l'exercice en pourcentage de la moyenne du total des capitaux propres (abstraction faite des paiements effectués au titre des souscriptions en cours) à la fin de l'exercice considéré et de l'exercice précédent.

5. Revenu net faisant abstraction des plus-values ou des moins-values latentes au titre d'investissements comptabilisés à leur juste valeur, du revenu des EDDV consolidées et des plus-values ou moins-values nettes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions comptabilisées à leur juste valeur, en pourcentage du capital appelé et des bénéfices non distribués (avant certaines plus-values ou moins-values latentes et abstraction faite des affectations cumulatives pas encore imputées) calculés selon la moyenne de l'exercice en cours et de l'exercice précédent.

6. L'objectif d'IFC est de maintenir un niveau minimum de liquidités, constituées par le produit de financements extérieurs représentant au moins 65 % de la somme de : i) 100 % des prêts privilégiés engagés mais non décaissés ; ii) 30 % des garanties engagées ; et iii) 30 % des engagements au titre des produits de gestion des risques des clients. À compter du troisième trimestre de l'exercice 13, la direction d'IFC a décidé de modifier la Politique de financement extérieur en éliminant le plafond de la fourchette opérationnelle (65 % à 85 %).

7. Le ratio de levier financier (ou « ratio d'endettement ») est défini comme étant le nombre de fois que la somme de l'encours des emprunts et de l'encours des garanties couvre le capital libéré et les bénéfices accumulés (nets du montant des affectations sur les bénéfices mis en réserve et de certaines plus-values/moins-values latentes).

8. Le ratio entre les réserves totales pour pertes sur prêt et le portefeuille total de prêts décaissés est défini comme étant les réserves pour pertes sur prêts exprimées en pourcentage du portefeuille total des prêts décaissés à la fin de l'exercice.

9. Le ratio entre le capital (y compris le capital libéré, les bénéfices mis en réserve et les provisions générales pour pertes sur prêts) et les actifs pondérés des risques, inscrits au bilan et hors bilan. Le ratio ne comprend pas les bénéfices affectés mis en réserve inscrits au poste « total capitaux propres » du bilan consolidé d'IFC. Le conseil d'administration d'IFC a approuvé le recours à une méthode de calcul économique du capital axée sur les risques à partir de l'exercice achevé le 30 juin 2008 (Ex. 08). L'utilisation parallèle du ratio fonds propres/actif pondérés des risques a été abandonnée.

10. Le capital minimum requis pour maintenir la notation AAA d'IFC. Il correspond à l'agrégation des normes de capital économique basées sur les risques pour chaque classe d'actifs au sein de la Société.

11. Le capital libéré augmenté des bénéfices mis en réserve, nets des bénéfices affectés mis en réserve, plus provisions générales et spécifiques pour pertes sur les prêts. Indique le niveau de ressources disponibles compte tenu des normes de capital économique d'IFC basées sur les risques.

12. Le montant total des ressources disponibles moins le total des ressources requises.

13. 90 % du total des ressources disponibles moins le total des ressources requises.

ENGAGEMENTS

Durant l'exercice 13, le total des engagements s'est monté à 24 853 millions de dollars contre 20 358 millions de dollars pour l'exercice 12, soit une augmentation de 22 %. Ce total comprend 18 349 millions de dollars d'engagements d'IFC (15 462 millions de dollars pour l'Ex. 12) et 6 504 millions de dollars de ressources mobilisées (4 896 millions de dollars pour l'Ex. 12).

Durant les exercices 13 et 12, les engagements et les ressources mobilisées comportaient les éléments suivants (millions d'USD) :

	Ex. 13	Ex. 12
Total des engagements¹	24 853	20 358
Engagements d'IFC		
Prêts	8 520	6 668
Participations	2 732	2 282
Garanties :		
Programme de financement du commerce mondial	6 477	6 004
Divers	482	398
Gestion des risques des clients	138	110
Total des engagements d'IFC	18 349	15 462
Ressources mobilisées		
Participations aux prêts, prêts parallèles et autres mobilisations		
Participations aux prêts	1 829	1 764
Prêts parallèles	1 269	927
Autre mobilisations	480	814
Total des participations aux prêts, des prêts parallèles et des autres mobilisations	3 578	3 505
AMC		
Fonds de recapitalisation, participations	214	24
Fonds de recapitalisation, créances subordonnées	209	215
Fonds ALAC	210	190
Fonds de recapitalisation pour l'Afrique	92	8
Fonds de recapitalisation des banques russes	43	-
Total AMC	768	437
Autre initiatives		
Programme de liquidité pour le commerce mondial et Programme de financement des produits de première nécessité	1 096	850
Partenariats public-privé (PPP)	942	41
Mécanisme d'appui à l'infrastructure en situation de crise	110	63
Programme de recouvrement de titres de créance et d'actifs	10	-
Total des autres initiatives	2 158	954
Montant total des ressources mobilisées	6 504	4 896
Ratio de mobilisation des ressources	0,35	0,32

1. Les engagements en titres de créance sont inclus dans les prêts et les prises de participation en fonction de leurs principales caractéristiques.

RATIO DE MOBILISATION DES RESSOURCES

Le ratio de mobilisation des ressources se définit de la façon suivante :

Participations aux prêts + prêts parallèles + cessions de prêts et autres mobilisations + investissements d'entités autres qu'IFC inclus dans les produits structurés de financement répondant aux critères de mobilisation des ressources + engagements d'entités autres qu'IFC au titre des initiatives d'IFC + investissements d'autres entités qu'IFC engagés dans les fonds gérés par AMC + mobilisation au titre des PPP

Engagements (investissements d'IFC + part d'IFC dans les produits structurés de financement + engagements d'IFC dans les nouvelles initiatives + investissements d'IFC engagés dans les fonds gérés par AMC)

Pour chaque dollar qu'elle a engagé, IFC a mobilisé (participations aux prêts, prêts parallèles et autres mobilisations de ressources, partie non-IFC des produits structurés de financement, engagements d'entités autres qu'IFC dans les initiatives et investissements d'autres entités qu'IFC dans les fonds gérés par AMC) 0,35 dollar durant l'exercice 13 (0,32 dollar au cours de l'exercice 12).

AMC

Les activités des fonds gérés par AMC au 30 juin 2013 et au 30 juin 2012 peuvent être récapitulées comme suit (en millions de dollars sauf indication contraire) :

	Fonds de recapitalisation, participations	Fonds de recapitalisation, créances subordonnées	Fonds ALAC	Fonds de recapitalisation pour l'Afrique	Fonds de recapitalisation des banques russes	Fonds catalyseur	Fonds mondial pour l'infrastructure	Total
Actifs gérés au 30 juin 2013 :	1 275	1 725	1 000	182	550	282	500	5 514
Provenant d'IFC	775	225	200	-	250	75	100	1 625
Provenant d'autres investisseurs	500	1 500	800	182	300	207	400	3 889
Pour l'exercice clos le 30 juin 2013								
Engagements du Fonds en faveur des bénéficiaires :								
Provenant d'IFC	332	31	52	-	35	-	-	450
Provenant d'autres investisseurs	214	209	210	92	43	-	-	768
Décaissement des investisseurs en faveur du Fonds :								
Provenant d'IFC	336	33	63	-	38	1	1	472
Provenant d'autres investisseurs	217	223	252	94	46	2	3	837
Décaissements du Fonds	546	249	297	91	78	-	-	1 261
Décaissements du Fonds (nombre)	7	5	12	4	2	-	-	30
	Fonds de recapitalisation, participations	Fonds de recapitalisation, créances subordonnées	Fonds ALAC	Fonds de recapitalisation pour l'Afrique	Fonds de recapitalisation des banques russes	Fonds catalyseur	Fonds mondial pour l'infrastructure	Total
Actifs gérés au 30 juin 2012 :	1 275	1 725	1 000	182	275	-	-	4 457
Provenant d'IFC	775	225	200	-	125	-	-	1 325
Provenant d'autres investisseurs	500	1 500	800	182	150	-	-	3 132
Pour l'exercice clos le 30 juin 2012								
Engagements du Fonds en faveur des bénéficiaires :								
Provenant d'IFC	36	32	48	-	-	-	-	116
Provenant d'autres investisseurs	24	215	190	8	-	-	-	437
Décaissement des investisseurs en faveur du Fonds :								
Provenant d'IFC	62	28	52	-	-	-	-	142
Provenant d'autres investisseurs	40	186	208	14	-	-	-	448
Décaissements du Fonds	97	208	174	11	-	-	-	490
Décaissements du Fonds (nombre)	6	2	8	3	-	-	-	19





RESTEZ EN CONTACT INTERNET ET MÉDIAS SOCIAUX



Le site web d'IFC, www.ifc.org, présente des informations détaillées sur tous les aspects des activités de l'institution. Il indique comment contacter les bureaux de la Société dans le monde entier, présente des communiqués de presse et des articles, des données sur l'évaluation des résultats, les documents publiés pour les investissements proposés et les grands principes et directives qui régissent l'action d'IFC et ont un impact sur les sociétés qui sont ses clientes.

La version en ligne du Rapport annuel 2013 d'IFC contient aussi des documents PDF téléchargeables qui couvrent tous les points présentés dans ce volume ainsi que les versions en langue étrangère disponibles. Elle se trouve à l'adresse ifc.org/AnnualReport. Le site web fournit également de plus amples informations sur la poursuite d'une action durable, notamment un index de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance.

IFC EN LIGNE

Site web d'IFC
ifc.org

Rapport annuel
ifc.org/AnnualReport

Index des médias sociaux
ifc.org/SocialMediaIndex

Facebook
facebook.com/IFCwbg

Twitter
twitter.com/IFC_org

LinkedIn
on.ifc.org/ifcLinkedIn

Google+
gplus.to/IFCwbg

Scribd
scribd.com/IFCpublications

YouTube
youtube.com/IFCvideocasts

COLLABORATEURS

Équipe du Rapport annuel d'IFC
Bruce Moats
Directeur, Relations extérieures,
Groupe de la Banque mondiale

Lisa Kopp
Chef, Marketing et production

Joseph Rebello
Rédacteur en chef

Aaron Rosenberg
Chef, Relations publiques

Inae Riveras
Conseillère de rédaction

Katherine Klaben
Consultante

Conception
Addison
www.addison.com

Illustrations
Page 12-13 : Thomas Porostocky
Page 14-15 : James Taylor
Page 16-17 : James Taylor

Impression
UNIMAC
unimacgraphics.com

Photographies

Page 4 : Ray Rayburn/WB Photolab
Page 6 : Iwan Bagus
Page 8-9 : Iwan Bagus
Page 18-19 : Margie Politzer/Getty
Page 20-21 : Eightfish/Getty
Page 22-23 : Commerce and Culture Agency/Getty
Page 24-25 : Dan Josephson/Getty
Page 34 : Vaner Cassaes
Page 35 : Sonata Dkhar
Page 36 : Abengoa
Page 37 : Gerardo Salazar (en haut) ; Abengoa (en bas)
Page 38 : Tom Cockrem/Getty
Page 39 : Johannes Wiebus-O'Heron
Page 42 : Manas Ranjan Ojha
Page 43 : Etileno XXI
Page 44 : Jamie Marshall-Tribaleye Images/Getty
Page 45 : Mohamed Essa (à gauche) ; Kushang Singh (à droite)
Page 46 : Tran Thiet Dung
Page 47 : Mackenzie Keller
Page 50 : Rebecca Post
Page 51 : Azito Energie (à gauche) ; Abhay (à droite)
Page 52 : Lisa Dadlani
Page 53 : Apollo Tyres
Page 54 : loveguli/Getty
Page 58 : Andrew Testa/Panos
Page 59 : Roshan (en haut) ; Eric Duflos (en bas)
Page 60 : Joseph Montezinos
Page 61 : Sirli Benarolya
Page 62 : Ric Francis
Page 63 : Evgeniya Shatunova (en haut) ; Ric Francis (en bas)
Page 65 : Eudes Santana
Page 70 : Anam Abbas
Page 78 : Pallon Daruwala

*Créer des opportunités
là où elles font le plus défaut*

2121 Pennsylvania Avenue, NW
Washington, DC 20433 États-Unis

202.473.3800
ifc.org